

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE FINANCIÈRE DU XVIII^e SIÈCLE
(1683-1790)

L'ÉLECTION DE GIEN

GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le Samedi 15 Mars 1924, à 2 heures

PAR

PIERRE PINSSEAU

Avocat

Attaché au Parquet Général près la Cour d'Appel d'Orléans
Né le 21 juillet 1901

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur
Suffragants : MM. CHENON, professeur
MEYNIAL, professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

13, RUE RACINE, 15

1924

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE FINANCIÈRE DU XVIII^e SIÈCLE
(1685-1790)

L'ÉLECTION DE GIEN

GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le Samedi 15 Mars 1924, à 2 heures

PAR

PIERRE PINSSEAU

Avocat

Attaché au Parquet Général près la Cour d'Appel d'Orléans
Né le 21 juillet 1901

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur

Suffragants } MM. CHENON, professeur
MEYNIAL, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1924

*La Faculté n'entend donner en aucune façon
son approbation ou son improbation aux opi-
nions émises dans les thèses, opinions qui restent
entièrement personnelles à leur auteur.*



AVERTISSEMENT

L'histoire locale est peut-être la
seule qui soit une résurrection.

CAMILLE JULLIAN

Je n'ai eu d'autre but en écrivant cet essai, que de m'efforcer de donner une description d'ensemble de ce qu'était une élection au xviii^e siècle, c'est-à-dire de cette circonscription administrative, et surtout financière, qui, placée entre la généralité et la paroisse, sur l'échelle de la hiérarchie, correspondait assez vaguement à notre actuel arrondissement. Les analogies certes, en dehors du subdélégué, prédécesseur du sous-préfet et du receveur des tailles, ancêtre du receveur particulier des finances, sont des plus lointaines, tant au point de vue de l'étendue que de la juridiction; néanmoins, le lecteur reconnaîtra facilement quelques-uns des rouages qui nous gouvernent encore, dans ceux de cette circonscription de l'ancienne France.

Puisant mes documents à des sources pour la plupart inédites, je me suis appliqué à fournir des chiffres précis, des textes authentiques, à présenter enfin la description des impositions de l'Ancien Régime, considérées principalement dans leur application pratique, leur répartition, leur recouvrement et leur contentieux. En dehors des ouvrages généraux, j'ai eu très peu de devanciers en la matière (1), et à défaut d'autres mérites,

1. Je ne puis guère citer que GALLEY, *l'Election de Saint-Etienne, à la fin de l'Ancien Régime*; THOMAS, *l'Election de Guéret*. Thèse Paris, 1903.

mon sujet aura donc celui de la nouveauté, et surtout de l'inédit. Je dis bien inédit, car outre de nombreux papiers personnels, outre les multiples liasses conservées aux archives nationales, et aux archives départementales du Loiret, ces dernières à peines explorées, j'ai eu à ma disposition les très importants registres et dossiers que renferment les archives du château de Mimérand, près de Cernoy (Loiret) et que leur propriétaire, M. le comte de Rancourt m'a fort aimablement ouverts. J'ai puisé à pleines mains dans cette véritable mine, malheureusement non classée, et j'y ai découvert nombre de documents du plus haut intérêt. M. le comte de Rancourt a eu en effet la bonne fortune de conserver les archives de plusieurs de ses ancêtres qui furent receveurs des tailles de l'Election de Gien, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles et c'est dans ces multiples registres et cartons que je me suis procuré la majeure partie des chiffres que l'on trouvera par la suite.

J'espère que le lecteur reconnaitra dans ce modeste ouvrage, un essai de résurrection de l'administration financière de l'Ancien Régime, dans le petit cadre d'une partie de province; j'espère qu'il saisira sur le vif le fonctionnement si compliqué des rouages qui assuraient la perception et le contentieux des impôts (rouages qui se sont encore davantage compliqués, dans nos sociétés modernes) dans la France du ^{xviii}^e siècle, et qu'il découvrira, à travers les inévitables transformations nécessitées par une conception nouvelle des classes sociales, les ramifications et les racines profondes laissées par le système financier monarchique dans le système financier républicain... J'espère enfin que mon lecteur méditera sur cette considération toujours vraie que ceux-là qui sont exemptés — ou qui peuvent s'exempter — ont une invincible tendance (bien humaine, d'ailleurs !) à augmenter les impôts qu'ils ne

paient point. Autrefois, l'exemption avait surtout lieu par le haut (tailles et impositions accessoires) — ; aujourd'hui elle a lieu des deux côtés à la fois, légalement en bas, frauduleusement dans le haut grâce aux pratiques bancaires internationales, mais l'injustice n'en subsiste pas moins et le danger reste le même. Le Bas-Empire romain en a fait la triste expérience ; nombre de nations actuelles sont engagées sur cette dangereuse pente : quand il ne reste plus que deux classes en présence, l'une puissante et l'autre misérable, les heurts sont faciles et répétés et la révolution n'est pas loin..., ou bien la servitude... Ceci pour conclure que dans toutes les sociétés il faut ménager la classe moyenne, et que le législateur, qui, cédant aux instances de la ploutocratie, ou à la pression de la basse démagogie (les extrêmes se touchent !), profitera de la puissance légale pour surcharger d'impôts les classes intermédiaires, fera un marché de dupe, car c'est lui, qui, tôt au tard, finira par être dévoré !...

Briare, le 1^{er} novembre 1923.

SOURCES

ARCHIVES NATIONALES. *Section administrative*. — E. 716 (235). E. 744 (238). E. 746 (109). E. 751 (67-158). E. 769 (210). E. 802 (74-93). E. 809 (85 *bis*). E. 817 (79). E. 823 (185). E. 835 (197). E. 844 (134). E. 849 (29). E. 856 (44). E. 865 (74). E. 885 (7). E. 907 (164). E. 910 (212). E. 917 (120).

E. 9^o f^o 216^{ro} et ms. fr. 18169. f^o 116 (à la Bibl. Nat.).

E. 14^b f^o 130^{ro}.

E. 19^b f^o 185^{ro} et ms. fr. 18174 f. 299^{ro} (à la Bibl. Nat.).

E. 19^b 191^{ro} et ms. fr. 18174 f^o 305^{ro} (à la Bibl. Nat.).

E. 24^a f^o 28^{ro} et f^o 38^{ro} et ms. fr. 18176 f^o 13^{ro} (à la Bibl. Nat.).

G⁷. (1522-1523) ; G⁷ (1632-1645). Correspondance des intendants d'Orléans. G⁷ 419, G⁷ 420, G⁷ 421.

G⁷ IIII. G⁷ IIII2. (1701-1708). Correspondance des receveurs généraux des Finances.

H^{II} 50. K. 1206 O31.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. — L. f³⁸. Liste des noms de lieux composant les diverses élections de France. — L. f⁸⁷. 1.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU LOIRET :

C. 920 (1710). Registre des audiences du subdélégué de Gien.

C. 921 (1714-1715), *idem*.

C. 939 (1728-1731) ; C. 940 (1769-1771). Registres des audiences du tribunal d'Election de Gien.

C. 941 (1737-1746) ; C. 942 (1760-1768) ; C. 943 (1768-1771) ; C. 944 (1771-1773) ; C. 945 (1787-1788). Registres des sentences et translations de domiciles.

C. 946 (1765-1768) ; C. 947 (1654-1790) ; C. 948 (1672-1786) ; C. 949 (1682-1785) ; C. 950 (1634-1637) ; C. 951 (1686-1790) ; C. 952 (1689-1786) ; C. 953 (1701-1770) ; C. 954 (1708-1781) ; C. 955 (1715-1788) ; C. 956 (1722-1753) ; C. 957 (1731-1787) ; C. 958 (1732) ; C. 959 (1734-1749) ; C. 960 (1735) ; C. 961 (1736-1780) ; C. 962 (1739) ; C. 963 (1740-1741) ; C. 964 (1743) ; C. 965 (1744-1751) ; C. 966 (1747-1787) ; C. 967 (1749-1785) ; C. 968 (1750) ; C. 969 (1753-1760) ; C. 970 (1762) ; C. 971 (1758-1759) ; C. 972

- (1759-1776) ; C. 973 (1764-1768) ; C. 974 (1766-1769) ; C. 975 (1767-1781) ; C. 976 (1771) ; C. 977 (1772-1773) ; C. 978 (1774-1784) ; C. 979 (1766-1786). Sentences et actes du greffe de l'Election de Gien.
- C. 1081 (1706) ; C. 1113 (1744-1745). Procédure et sentences en matière fiscale (tailles et aides).
- C. 1236 (1722-1780). Répartition générale de la taille entre les élections de la généralité.
- C. 1237 (1741-1788) ; C. 1239 (1765-1790) ; C. 1240 (1722-1788).
- C. 1241 (1782) ; répartition de la taille entre les paroisses de l'élection de Gien.
- C. 1242 (1784) ; C. 1243 (1786) ; C. 1244 (1787) ; C. 1245 (1785). Répartition générale des tailles et impositions accessoires entre les élections de la généralité (par paroisses).
- C. 1343 (1624). Rôle de la ville de Cosne.
- C. 1344 (1785-1787). Rôles des paroisses d'Ouzouer-sur-Trézée et de Bonny.
- C. 1360 (1781-1790). Rôle de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789 en exécution du décret de l'Assemblée nationale du 26 septembre (élection de Gien).
- C. 892 ; C. 893 ; C. 902 ; etc... documents sur l'Assemblée provinciale de la généralité d'Orléans (départ. de Gien).

ARCHIVES DU CHATEAU DE MIMÉRAND (1) :

- A. Registres des tailles, capitation et vingtièmes pour les années 1655-1683-1684-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1741-1748-1766-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789.
- B¹. Dossiers de répartition des tailles et impositions accessoires, entre les paroisses de l'élection de Gien (1776-1777-1780-1784-1785-1786-1787-1788, etc...).
- B². Dossier du département de cinquantième (1726).
- C. Livres-journal de la recette des tailles de l'élection de Gien (plusieurs exemplaires).
- D. Actes de procédure. Reçus des collecteurs ; exploits d'huissiers garnissaires ; suppliques (1707-1789).

1. Je donne ici un classement provisoire des archives de Mimérand, tel qu'il pourrait être effectué.

- E. Bordereaux de versements à la Recette générale des finances à Orléans (1712... 1718... 1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784, etc...) en double ou triple exemplaires.
- F^a. Correspondance avec l'intendant de la généralité d'Orléans (1690-1789).
- F^a. Correspondance avec le receveur général (1707-1789).
- F^a. Correspondance diverse (1685-1790) (plusieurs cartons).
- O. Documents divers sur l'Election de Gien.
- P. Dossiers et registres concernant les gabelles.
- R. Documents relatifs aux Etats généraux de 1789.
- X. Registres sur les assurances maritimes.
- Y. Documents concernant la Compagnie des Indes.
- Z. Documents divers (plusieurs cartons et liasses à peine explorés).

ARCHIVES PERSONNELLES :

- 1^o Département des tailles pour l'année 1785 (Election de Gien).
- 2^o Rôles de la capitation pour la paroisse de Beaulieu (1742).
- 3^o Rôles des tailles de la paroisse de Beaulieu-sur-Loire (1742).
- 4^o Actes de procédure ; contraintes, concernant principalement les paroisses de Beaulieu, Briare et Bonny-sur-Loire.
- 5^o Documents divers, etc...

N.-B. — Le lecteur est prié de se rappeler que les légères inexactitudes qu'il est possible de relever dans certains résultats, proviennent des sols et des deniers, que, par simplifications je n'ai pas fait figurer au texte, mais dont j'ai tenu compte dans les opérations.

TITRE PREMIER

UNE ÉLECTION AU XVIII^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

L'ÉLECTION DE GIEN

§ 1. — Distinction entre les Pays d'États et les Pays d'Élections

A la veille de 1789, la France était divisée, au point de vue administratif et surtout financier en deux parties ayant entre elles de notables différences : les Pays d'États et les Pays d'Élections.

On appelait Pays d'États, les provinces qui avaient conservé des assemblées comprenant des représentants des trois ordres de la Nation et qui se réunissaient à dates régulières, soit pour surveiller l'administration de la province, soit principalement pour accorder au Roi les subsides qu'il demandait. A l'origine chaque circonscription importante avait possédé une assemblée, composée de clers, de nobles et de bourgeois, chargée de transiger avec les agents du pouvoir central sur le montant des impositions que le Roi demandait l'autorisation de lever. Il y eut alors une véritable floraison d'États provinciaux.

Mais les populations du centre de la France se lassèrent vite d'entretenir ces assemblées coûteuses, et ne protestèrent pas lorsque le Roi cessa de les convoquer ; dès la fin du xv^e siècle, la Marche, le Limousin, l'Auvergne, la

Guyenne, l'Anjou avaient perdu leurs Etats et reçu des Elections; il ne resta bientôt plus que les provinces de la périphérie qui conservèrent leurs assemblées; au nord, l'Artois, les Flandres, le Cambrais; à l'ouest, la Bretagne; à l'est, la Bresse, la Bourgogne, le pays de Gex et le Valromey; au midi, la Provence, la Corse, le Languedoc, le Béarn, la Navarre, le Bigorre et le pays des Quatre-Vallées, etc..

En somme, la royauté réussit à introduire de bonne heure, ses agents dans la majeure partie du domaine de la couronne. Ces agents, en matière fiscale, étaient appelés *élus*, d'où le nom d'*élection* qui fut donné à la circonscription sur laquelle ils étendaient leur juridiction. Au début, d'après l'ordonnance du 28 décembre 1355, chaque élection avait concordé avec un diocèse; mais l'ordonnance du 25 août 1452 fit disparaître cette concordance, de telle sorte que les élections ne correspondirent plus aux circonscriptions ecclésiastiques, pas plus qu'aux circonscriptions féodales ou judiciaires. Dans les Pays d'Elections les impôts étaient levés par la volonté royale, avec le consentement lointain, — qui finit d'ailleurs par disparaître, — des Etats généraux. Ces provinces étaient donc moins favorisées à ce point de vue que celles qui avaient lutté pour conserver leurs états, car celles-ci, outre un tarif plus doux et des conditions d'*abonnement* parfois très avantageuses, jouissaient de la faculté de répartir elles-mêmes les subsides alloués, et possédaient un contentieux plus rapide et moins onéreux pour les contribuables que celui des tribunaux d'Elections.

§ 2. — **Étendue de l'Élection de Gien. — Sa formation. — Nombre de paroisses et nombre de feux. — Sa richesse.**

Un édit de septembre 1373 (1) avait créé la généralité d'Orléans; celle-ci, à la fin du xvii^e siècle, comprenait

1. Bibl. nat. ms. fr. 22.615.

douze élections d'importance fort inégales, tant au point de vue de la superficie qu'au point de vue de la population.

Ces douze élections se répartissaient ainsi d'après un mémoire de l'intendant de Bouville (1) :

Elections	Villes, bourgs et paroisses	Feux
Orléans.....	122 (la ville non comprise)....	15.674
Gien.....	74	11.904
Clamecy.....	66	7.350
Montargis.....	86 (la ville non comprise)....	9.776
Pithiviers.....	83 (la ville non comprise)....	7.506
Dourdan.....	65	5.613
Chartres.....	217 (la ville non comprise)....	20.495
Chateaudun....	150	14.638
Vendôme.....	89	8.672
Blois.....	73 (la ville non comprise)....	9.718
Romorantin....	77	8.675
Beaugency.....	52	6.712
	<u>1.154</u>	<u>126.733</u>

L'élection de Gien, la quatrième de la généralité pour l'importance de sa population, et la huitième pour le nombre de ses paroisses était limitée, au nord par l'élection de Montargis et la généralité de Paris, à l'ouest par l'élection d'Orléans, au sud par la généralité de Bourges, à l'est par la généralité de Moulins et l'élection de Clamecy. Elle mesurait environ 20 lieues de long et 12 lieues de large. Elle avait été réunie à la généralité d'Orléans, en même temps que l'élection de Clamecy, par un arrêt en date du 20 avril 1594 (2).

En 1696, une partie de l'élection de Gien fut démembrée de la généralité d'Orléans, au profit de celle de Bourges, par la création de l'élection de La Charité. Cette ville et les paroisses environnantes se trouvant fort éloi-

1. DE BEAUCORPS, *l'Administration des intendants d'Orléans*, p. 4.

2. Bibl. nat. ms. fr. 18159 f° 102^{vo},

gnées de Gien dont elles dépendaient au point de vue administratif, on avait songé en 1689 à établir l'élection de La Charité ; M. de Creil, intendant d'Orléans, chargé d'examiner la question envoya le 27 janvier 1690, au contrôleur général, deux projets pour la formation de cette nouvelle circonscription : l'un la rattachait à Orléans, l'autre à Bourges. Mais il y eut des retards et l'élection de La Charité ne fut constituée qu'en 1696 et réunie à la généralité de Bourges par une déclaration royale du 14 août 1696 ; elle fut formée de 27 paroisses de l'élection de Gien, 27 de celle de Nevers, 19 de celle de Bourges (1). Mais pour conserver à l'élection de Gien une étendue suffisante, on lui annexa 8 paroisses de l'élection d'Orléans : Dampierre-en-Burly, Ouzouer, Les Bordes, Bonnée, Saint-Père, Saint-Aignan, Lion-en-Sullias, Saint-Florent, et quatre de celle de Bourges : Saint-Gondon, Cernoy, Pierrefitte et Beaulieu (2). Un mémoire du commencement du XVIII^e siècle, avait proposé de réunir à l'élection de Gien, certaines paroisses appartenant à l'élection de Bourges ; cette élection comptant 260 paroisses n'aurait pas eu à souffrir de cette diminution ; ces paroisses étaient celles de :

Argent	à 5 lieues de Gien et à 12 lieues de Bourges		
Concressault	à 5	12	—
Blancafort	à 5	11	—
Santranges	à 5	13	—
Pierrefitte	à 5	13	—
Beaulieu	à 5	14 1/2	—
Belleville	à 6	13	—
Sury-ès-bois	à 6	13	—
Cernoy	à 4	14	—
Aubigny	à 6	12	—
Dampierre-sous-Concressault	à 5 lieues de Gien et à 12 lieues de Bourges		
Oizon	à 5	12	—
St-Gondon (3)	à 1	18	—

1. DE BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 4.

2. Arch. nat. 031 et Arch. Mimérand. Mémoires du receveur de Rancourt, série O.

3. Voir au sujet du rattachement de cette paroisse à l'élection de

Les paroisses susdites seulement furent rattachées à l'élection de Gien.

Le même mémoire (1) proposait d'enlever à l'élection de Montargis les cinq paroisses de La Bussière, les Choux, Boismorand, Adon et Feins, et celle de Saint-Sauveur à l'élection de Clamecy, mais cette réforme ne fut pas réalisée.

La ville de Gien et 54 paroisses dépendaient de l'évêché d'Auxerre, 11 de l'archevêché de Bourges, et 8 de l'évêché d'Orléans. Gien était le siège d'un bailliage royal et possédait un gouverneur particulier. L'élection comprenait huit villes importantes : Gien, Cosne, Sully, Châtillon, Beaulieu, Saint-Fargeau et Bonny. Il n'y avait de pont sur la Loire qu'à Gien (2) ; il existait des bacs à Sully, Châtillon, Beaulieu et Cosne et cinq péages étaient établis à Sully, Gien, Saint-Gondon, Saint-Firmin et Cosne. Cinq routes la traversaient, ainsi que le canal de Briare. Contrée essentiellement agricole, elle produisait surtout du froment, du seigle, de l'orge et de l'avoine ; elle comptait environ 35.000 arpents de vignes.

Il y avait des greniers à sel à Gien, Sully, Bonny, Cosne, et Saint-Fargeau, et des chambres à sel dans plusieurs paroisses (3).

Voici un tableau général de l'élection de Gien, donnant le nom des seigneurs des paroisses, le nombre de feux et d'habitants et le nombre de domaines. J'ai composé ce tableau à l'aide de documents de provenance diverse (4).

Gien, une lettre de M. de Creil, intendant d'Orléans, au contrôleur général, en date du 7 juillet 1688 (Arch. nat. G⁷418). DE BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 5.

1. Arch. de Mimerand.

2. Ce pont avait été construit par Anne de Beaujeu, comtesse de Gien. Cf. PIERRE PINSSEAU, *Gien sous l'Ancien Régime*, p. 25 et 26.

3. Bibl. nat. Lf.87.1.

4. Arch. de Mimerand ; Arch. du Loiret ; arch. personnelles.

NOMS des Paroisses	NOMS des Seigneurs en 1788	NOMBRE DE FEUX			NOMBRE D'HABITANTS		NOMBRE de domaines
		1729	1740	1788	1729	1788	
Gien.....	M ^e de Faydeau.	730	866	900	2.373	3.220	22 ^(p)
Annay.....	les Bénéd. d'Auxerre	110	144	100	334	300	10
Argenou....	M. de la Maison-fort	65	63	70	216	230	10
Arquian....	M. de Beuchon.	91	107	131	315	520	11
Arrabloy....	M. du Tillet.	22	23	11	89	52	3
Autry-la-Vil.	M. de Valmont.	83	84	97	286	317	10
Autry-le-Chatel.....	id.	113	130	109	465	457	20
Batilly.....	MM. du Canal de Briare.	44	58	39	154	134	11
Beaulieu....	MM. les Chanoines de St.-Etienne de Bourges.	294	337	460	1.450	2.340	32
Bitry.....	M. de la Maison-fort	83	77	110	289	412	10
Bléneau....	M. Hodry.	186	175	176	549	552	38
Bonnée.....	le duc de Sully.	40 ^(p)	46	41	188	172	10
Bonny.....	Mgr l'Ev. de Luçon.	268	215	258	712	682	12
Bouhy.....	M. de Meyens.	233	240	234	544	547	24
Breteau.....	M. de Marville Cte de Gien.	35	34	38	129	139	5
Briare.....	les Sgrs. du Canal.	203	217	234	687	732	24
Cernoy.....	le Cte de Jancourt.	106	111	127	461	540	10
Champoulet.	les Sgrs du Canal.	26	25	33	84	122	4
Chastenay..	M. de Villefranche.	108	90	70	408	290	8
Chatillon-s.-Loire.....	Mgr l'Archevêque de Bourges.	399	401	459	1.845	2.258	20
Ciez.....	M. de la Maison-fort.	165	179	160	514	500	15
Cosne.....	Mgr l'év. d'Auxerre.	650	655	775	2.450	2.765	6
Coullons....	le duc de Sully.	322	351	347	1.119	1.443	47
Cours.....	le M ^e de Moraches.	87	74	70	291	273	14
Dampierre-en-Burly...	le Cte de Marville.	146	178	153	557	579	17
Dampierre-sous-Bouhy	M. de Mazens.	170	160	195	516	617	24
Escrignelles.	M. de Falaizeau.	20	22	24	94	112	6
Faverelles..	le M ^e de Saint-Fargeau.	68	72	77	271	311	11
Fontaine....	Mgr l'év. d'Auxerre.	174	165	182	429	477	28
Fontenay...	M. de La Lande.	139	105	102	501 ^(p)	421	20
La Lande....	le M ^e de La Lande.	73	70	56	320 ^(p)	210 ^(p)	12
Lavau.....	le M ^e de St-Fargeau	170	154	140	589	428	27
La Selle-sur-Loire.....	le M ^e d'Hautefort.	98	97	98	350	352	15
Le Deffand..	le M ^e de La Lande.	32	31	30	124 ^(p)	109 ^(p)	5
Les Bordes.	le duc de Sully.	85 ^(p)	94	98	324 ^(p)	337	5
Lévis.....	le M ^e de La Lande.	79	89	86	305 ^(p)	311 ^(p)	9
Lugny.....	M. de La Fournelle.	132	112	106	527 ^(p)	450 ^(p)	12
Lyon-s.-Loire	le duc de Sully.	65	66	60	284	260	12
Merilles....	le M ^e de St-Fargeau	285	216	219	942	700	29
A reporter.....		6.199	6.333	6.675	22.085	24.671	608

NOMS des Paroisses	NOMS des Seigneurs en 1788	NOMBRE DE FEUX			NOMBRE D'HABITANTS		NOMBRE de domaines
		1729	1740	1788	1729	1788	
	Report....	6.199	6.333	6.675	22.085	24.671	608
Myennes....	M. de Moraches.	33	33	30	83	87	1
Moulins....	le Cte de Sampigny.	63	41	34	243 ^(P)	108	15
Moutiers....	les Bénéd. d'Auxerre	124	126	121	406	393	16
Neuvy.....	M. d'Hautefort.	165	144	140	498	433	8
Nevoy.....	le Cte de Marville.	68	62	60	249	217	6
Oüanne.....	M. d'Avignon.	176	206	206	750 ^(P)	847	26
Ousson.....	Mgr l'archevêque de Bourges.	98	93	120	259	360	7 ^(P)
Ouzouer-sur- Loire.....	Mgr l'évêque de Luçon.	120	126	124	435	427	8
Ouzouer-sur- Trezée.....	le Cte de Marville.	150	137	225	530	770	30
Pierrefitte- ès-bois.....	M. de Bonnestat.	118	124	120	480	488	13
Poilly.....	le Cte de Marville.	182	231	246	634	800	16
Pouigny.....	M. de Pougny de La Chassaigne.	86	90	86	256	258	11
Ronchers...	le M ^e de Saint-Far- geau.	52	40	39	159	115	7
St-Aignan...	le duc de Sully.	67	65	60	237	221	8
St-Amand..	M. Guyot de Mon- chongny.	225	204	216	682	687	14
St-Brisson..	le M ^e de Séguier.	112	128	115	408	429	9
St-Eusoges..	M. Arnaut du Chesne	17	18	16	80	76	4
St-Fargeau.	M. le Pelletier de Saint-Fargeau.	388	341	352	1.244	1.122 ^(P)	28
St-Firmin...	le Cte de St-Brisson.	92	101	100	324	387	13
St-Florent..	le duc de Sully.	60	57	58	294	240	18
St-Gondon..	id.	159	157	168	501	574	11
St-Loup.....	l'abbé de St-Loup.	93	93	90	225	209	8
St-Martin- des-Champs	le M ^e de St-Fargeau.	135	163	95	460	320	22
Saint-Martin- sur-Ocre...	le Cte de St-Brisson.	72	77	79	242	267	8
St-Père-lès- Sully.....	le duc de Sully.	60	67	72	253	301	4
Saint Père de Meizy.....	M. Rameau.	87	90	136	360	528	14
St-Privé....	le M ^e de St-Fargeau.	160	150	131	582	401	28
Selfonds....	id.	55	58	44	179	137	10
Souhiers....	le Cte d'Oroy.	137	165	178	560	728	48
Sully- ^a -Loire	le duc de Sully.	500	501	456	2.016	1.840 ^(P)	20
Thou.....	M. Potherat.	52	49	56	156	174	10
Thury.....	M. de La Lande.	203	166	186	656	581	18
Treigny.....	M. Dalines.	380	302	384	1.238	1.252	26
Thoucy.....	Mgr l'év. d'Auxerre et M. de Laperra- tierre.	434	359	350	1.627	1.419	35
		11.022	11.097	11.568	39.291	41.867	1.128

La population comme on le voit avait légèrement augmenté au cours du XVIII^e siècle, malgré les assez nombreuses années de famine qui désolèrent la France. Il faut dire d'ailleurs que l'Election de Gien, composée en majeure partie de terres cultivables [arrivait à se suffire ; elle produisait même une quantité de vin supérieure à sa consommation, et par le canal de Briare, elle exportait vers Paris quelques milliers de barriques.

§ 3. — Etat général des impositions

Les impositions levées sur la généralité d'Orléans étaient réparties en deux Brevets : le premier comprenait la taille en principal ; il devint invariable en 1768 ; le second se composait des impositions accessoires qui variaient en raison des besoins du Trésor. Ces deux Brevets furent réunis en un seul en 1781, sous le nom de *Brevet général*.

Ce Brevet général se répartissait ainsi pour la généralité en l'année 1787 :

Taille en principal.....	2.353.892 livres
Impositions accessoires à la taille.....	1.256.125 —
Capitation.....	1.690.392 —
	5.300.409 livres

En dehors de ce Brevet étaient perçues les impositions suivantes :

Prestation en argent.....	586.385 livres
Vingtièmes.....	1.900.000 —

Ce qui donnait un total de 7.786.794 livres (1).

Sur cette somme l'élection de Gien payait 474.574 livres. se répartissant ainsi (2).

1. Arch. du Loiret, C. 892 et FROMONT, *l'Assemblée provinciale de la généralité d'Orléans*, 1907, p. 197.

2. Arch. du Loiret, C. 1236.

Taille en principal.....	141.381 livres
6 deniers par livre accordés aux collecteurs.....	3.534 —
Droits de quittance au profit des receveurs particuliers des finances à raison de 2 livres par rôle.....	148 —
Impositions accessoires à la taille.....	77.568 —
Capitation des taillables, y compris les 4 sols pour livre et les impositions accessoires.....	89.535 —
Prestation en argent, en remplacement de la corvée à raison de 1/4 du principal de la taille.....	35.345 —
10 deniers pour livre de taxations pour le recouvrement de la dite prestation.....	1.472 —
Capitation des nobles, officiers de justice, privilégiés et employés des fermes et régies.....	2.718 —
Impositions communales pour logement des curés, entretien des maîtres d'école, etc....	815 —
6 deniers pour livre de taxations pour le recouvrement des dites impositions.....	20 —
Vingtièmes et 4 sols pour livre du premier...	122.036 —
	474.574 livres

Les impositions ordinaires se montaient à la somme de 474.574 livres moins 122 036 livres des vingtièmes et 4 sols pour livre du premier, c'est-à-dire à 352.538 livres. Le total de ces impositions avait été de 210.988 livres 6 deniers en 1765, de 225.929 livres 5 sols en 1767, 286.232 livres 2 sols 6 deniers en 1769, 294.655 livres 10 sols 8 deniers en 1775, 311.221 livres 16 sols en 1781, 310.743 livres 11 sols 8 deniers en 1782, 311.543 livres 13 sols 8 deniers en 1785, et 311.033 livres 13 sols 8 deniers en 1786. Elles étaient enfin de 308.662 livres 1 sol en 1790. Après une progression assez rapide de 85.000 livres environ, en vingt-cinq ans, les impôts avaient donc une tendance à se stabiliser (1).

Quant aux vingtièmes, ils se montaient à 98.336 livres 11 sols en 1775, 117.005 livres 15 sols en 1781, 120.378 livres

1. Arch. de Mimérand, série A.

8 sols 9 deniers en 1782, 173.110 livres 19 sols 9 deniers en 1785, 173.631 livres 16 sols 9 deniers en 1786 et 147.722 livres 14 sols 3 deniers en 1790. La progression rapide des années 1785 et 1786 provient de ce qu'on avait alors ajouté un troisième vingtième qui produisait 52.643 livres 10 sols.

Les impositions ordinaires se décomposaient ainsi en 1781 :

Taille.....	141.381	l. 18 s.
Impositions accessoires.....	77.565	17 8 d.
Capitation des taillables.....	89.533	
Capitation des nobles.....	518	3 6
— des offic. de justice..	1.359	15
— des privilégiés.....	576	19 6
— des employés.....	286	2 4
Soit.....	311.221	l. 16 s.

Les impôts compris sous le nom générique de « vingtièmes » donnaient en 1785 :

Premier vingtième des biens fonds...	52.643	l. 10 s.
Deuxième —	52.643	10
Troisième —	52.643	10
4 sols pour livre du premier vingtième.....	10.528	14 s.
Vingtième des offices et droits.....	1.419	19 9 d.
Vingtième d'industrie.....	3.231	16
Soit.....	173.110	l. 19 s. 9 d. (1)

A titre d'exemple, ces impositions se répartissaient ainsi sur les paroisses :

NOMS DES PAROISSES	Taille	Impositions accessoires	Capitation	Vingtièmes	4 sols par livre du 1 ^{er} vingtième	Vingtième d'industrie
Gien (19.545 ¹).....	6.382 ¹	3.450 ¹	4.030 ¹	4.489 ¹	448 ¹	746 ¹
Beaulieu (14.527 ¹).....	5.142	2.890	3.260	2.941	294	—
Briare (6.978 ¹).....	2.502	1.056	1.580	1.420	142	278
Cosne (21.823 ¹).....	7.152	4.035	4.500	4.742	474	920
Saint-Fargeau (15.795 ¹).....	4.902	2.795	3.130	4.195	419	354
Sully (16.919 ¹).....	5.402	3.040	3.500	4.232	423	322 (1)

Nous avons vu dans le paragraphe précédent, le nombre de paroisses et la population respective des douze élections qui composaient la généralité d'Orléans. Voici dans quelle mesure chacune de ces élections contribuait à former la somme de 7.706.030 livres montant total des impositions de la généralité, déduction faite de la remise du roi sur le principal de la taille et des non-valeurs imputées sur la capitation et les vingtièmes :

Election d'Orléans.....	1.204.955	livres
Election de Beaugency.....	365.759	—
Election de Blois.....	569.123	—
plus une subvention de la ville de Blois, <i>ville franche</i> , en remplacement de la taille, ci...	2.750	—
Abonnement de Chambord.....	240	—
Election de Vendôme.....	495.597	—
— de Chateaudun.....	989.890	—
— de Chartres.....	1.629.326	—
— de Dourdan.....	453.496	—
— de Pithiviers.....	559.026	—
— de Montargis.....	349.643	—
Subvention de la ville de Montargis, <i>ville franche</i> en remplacement de la taille-ci...	1.100	—
Election de Gien.....	474.574	—
— de Romorantin.....	442.461	—
— de Clamecy.....	328.054	—
Total.....	7.865.794	livres

Il faut déduire de ce chiffre environ 159.764 livres de modérations annuelles ; il reste donc 7.706.030 livres, ce qui, pour une population d'environ 600.000 habitants, donne une moyenne par tête de 12 livres 16 sols. Vers 1911, la moyenne des impôts perçus dans les trois départements du Loiret, Loir-et-Cher et Eure-et-Loir, qui correspondent à quelque chose près à l'ancienne généralité d'Orléans, était d'environ 31 francs par tête ; de nos jours elle approche de 100 francs, non compris les droits d'enregistrement, de timbre, etc... qui peuvent se monter à 95 francs par tête (en 1787 = 13 livres 6 sols). Ce chiffre

serait d'ailleurs bien plus considérable, si l'on tenait compte des droits successoraux, si énormes à l'époque actuelle, qu'ils confinent presque à la spoliation (1).

1. Les taxes successorales atteignent parfois 80 o/o du principal de la succession.

CHAPITRE II

CE QU'ÉTAIT UN TRIBUNAL D'ÉLECTION

L'origine des circonscriptions administratives connues sous le nom d'« élections » remonte à la deuxième moitié du xiv^e siècle. Sous le règne du roi Jean, les Etats généraux réunis en l'année 1355 avaient réclamé et obtenu le droit de percevoir et d'administrer les impôts (ordonnance du 28 décembre 1355). Pour ce faire, les Etats choisirent plusieurs de leurs membres pour aller dans les provinces effectuer la répartition des subsides accordés à la royauté. Ces délégués prirent le nom de *députés* ou *d'élus*, parce qu'en fait, ils l'étaient, à raison de trois par diocèse, un de chaque ordre. Ils devaient se réunir pour toutes les affaires graves et convoquer pour la répartition, les officiers municipaux, ou à leur défaut, les notables habitants (1). Il y avait au-dessus d'eux 9 super-intendants généraux des finances, flanqués de 9 receveurs généraux, à raison de 3 par ordre. Ce système, excellent en soi, car il évitait toute dilapidation, fut complété et retouché par l'ordonnance du 3 mars 1356, articles 2 et 3, les lettres du 3 mars 1356, les instructions du 4 mars 1356 et l'ordonnance du 14 mai 1358, articles 17 et 27 (2) ; mais il n'en garda pas moins ses caractères essentiels.

Les Etats généraux ne conservèrent pas longtemps ces avantages ; mal conseillés par des députés comme Etienne Marcel et Robert le Coq, ils échouèrent pour avoir trop exigé... Or au xiv^e siècle le loyalisme du peuple de France

1. ESMEIN, *op. cit.*, p. 541.

2. ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. III, p. 124 ; t. IV, p. 181, 183 ; t. III, p. 221.

était absolu ; entre le Roi et les Etats, il n'hésita pas ; il condamna ceux-ci. C'est alors que l'autorité royale s'appropriâ l'organisme institué par les Etats pour la levée des impôts. Charles VI remplaça les super-intendants généraux par des généraux « sur le fait de l'aide et sur le fait de la justice ». En même temps il leur donna pouvoir de nommer les *élus*, qui devinrent dès lors des fonctionnaires royaux, chargés à la fois de l'administration et du contentieux des impositions. L'ordonnance du 25 août 1452 vint définitivement consacrer ce système.

Les « élus » conservèrent leur nom, mais en réalité ils furent nommés ; bientôt leurs charges furent rendues vénales.

§ 1. — Composition du tribunal d'élection de Gien Noms de quelques officiers

On nommait Election, dans le langage judiciaire d'avant 1789, un tribunal composé d'officiers qui connaissaient en premier ressort des différends concernant les tailles subsides, aides et autres impositions.

Chaque élection comprenait un président, quelquefois un premier président, un lieutenant, un assesseur et quatre ou huit élus. Le ministère public y était représenté par un procureur du roi, un avocat du roi, et souvent un substitut. Il y avait en outre des huissiers et des greffiers et commis-greffiers. Les fonctions d'élus, ou de conseillers de l'élection se confondaient fort souvent avec celles de juges au bailliage seigneurial ou royal. Il n'y avait pas incompatibilité (1).

Un Edit de juillet 1578 avait donné aux élus, le titre de Conseillers du roi.

Dans les cérémonies publiques, les officiers de l'élection prenaient rang immédiatement après les juges ordinaires du lieu, royaux ou seigneuriaux, avant les maires, échevins

1. Déclaration de décembre 1644.

maîtres des Eaux et Forêts, lieutenants de greniers à sel (1).

Les élus étaient exempts des tailles et autres charges publiques, mais à condition de résider dans le lieu de leur établissement (déclaration du roi du 29 décembre 1663 et arrêt du Conseil du 16 juillet 1718); mais ils ne jouissaient d'aucune exemption relativement aux droits d'aides, pas même pour le vin de leur cru (édits d'août 1717 et septembre 1741).

Le tribunal d'élection de Gien, siégeait à Gien. Après avoir eu un premier président (2), il ne comprenait plus qu'un président et quatre élus. Voici quelle fut la composition de ce tribunal à quelques années de distance.

1683. *Président*. — Thomas Guérignon.

Lieutenant. — Pierre Bailly.

Elus. — Pierre Brochet, François Briand... (?).

Procureur du Roi. — François Chaseray.

Greffier en chef, — Pierre Brochet (fils).

1728-1731. *Président*. — Louis Mattret, conseiller du Roi.

Elus ou Conseillers. — Pommereau, Danjou, Chaseray, Brouard.

Greffier. — Vannier.

1769. *Président*. — Jean-Louis Janson, seigneur de Couët, avocat en la cour, conseiller du Roi.

Elus ou Conseillers. — Bon, Chartier, Bouzy, Chaseray, Ramon.

Lieutenant civil et criminel. — Guy Moustier, conseiller du Roi.

Procureur du Roi. — Streing.

Greffier. — Le sieur Despond.

Avocats. — Etienne Gestat et Vallet (3).

1. DENISART, *Jurisprudence actuelle*, t. II, p. 26 (1766).

2. Le 9 février 1595, le sieur Nicolas Dureau, second président en l'élection de Gien, est en effet autorisé par un arrêt à échanger son office contre celui de premier président en la même élection, moyennant le paiement aux parties casuelles d'une somme de 300 écus (Bibl. nat. ms. fr. 10841 f° 32 v°).

3. Père de l'abbé Vallet, député du clergé à l'Assemblée consti-

Procureurs. — Guérin, Vallet, François Villain, Gabriel Lahaussais.

Huissiers. — De Fontaine, Moussoir, Mostier.

1770. *Président.* — Chartier de Bergeville.

1788. *Président.* — M. François Foucher de la Huaudière, avocat au Parlement, conseiller du Roi.

Elus. — Joubert, Bouzy, Vannier, Chambrun de Moupeaux.

Greffier. — Le sieur Dieulefitz.

Procureur du Roi. — Le sieur Streingt de Troussebois.

Avocats du Roi. — Claude Paultre.

Avocats. — Claude-Raymond Vallet, Bazin du Port, Thomas de Gerissay.

Procureurs. — Vallet, Guérin (père), Advocat (père), Lahaussais (père).

Huissiers. — Mostier, Petit (1).

Les audiences avaient lieu tous les mercredis. Les conseillers y assistaient en robe et en bonnet carré, ainsi d'ailleurs qu'à toute les autres fonctions de leur office. Pour que les jugements puissent être régulièrement rendus en dernier ressort, la présence de cinq juges était nécessaire ; en premier ressort il suffisait de trois juges. Quelquefois ce nombre ne pouvait être atteint, des conseillers étant malades ou absents ; on appelait alors au siège des gradués en droit, ou même de simples praticiens.

A certaines époques, le Trésor royal, ayant des embarras d'argent, le Gouvernement ne trouvait rien de mieux que de créer de nouvelles charges afin de les vendre. C'est aussi qu'en l'élection de Gien, à plusieurs reprises, il fut institué des lieutenants civils, assesseurs, vérificateurs des rôles, enquêteurs, commissaires examinateurs, élus gardes-scels, élus contrôleurs anciens et alternatifs, greffiers alter-

tuante. Cf. sur l'abbé Vallet : PIERRE PINSSEAU, *Gien sous l'Ancien Régime et la Révolution*. Introduction et p. 175 à 258.

1. Arch. du Loiret C. 939. C. 940 et Arch. de Mimérand, séries A et E.

natifs, vérificateurs des défauts faute de comparoir, greffiers des rôles, commissaires des tailles, etc... (1).

Une circulaire du 10 décembre 1689 (2) demanda à l'intendant les noms des villes et paroisses de sa généralité où il serait facile d'établir des greffiers des rôles. Cette création fut réalisée ; les finances de ces offices furent taxées par arrêt du Conseil à la somme de 27.787 livres pour l'élection de Gien. Les frères Louis et Achille de Rancourt, se chargèrent d'en faire le recouvrement moyennant une commission de 10 o/o et formèrent à cet effet un traité avec les receveurs généraux le 6 novembre 1690 (3). Il va sans dire que tous ces officiers avaient une durée illusoire ; ils étaient supprimés à la première occasion. L'édit d'août 1715 (art. 8) en fit disparaître huit sur dix... Mais beaucoup furent rétablis par la suite (4).

Tous ces officiers avaient de fort maigres appointements, et ils s'en plaignaient souvent. Beaucoup arrivaient à peine à vivre, et quelques-uns étaient obligés d'exercer d'autres fonctions. Les huissiers, qui ne recevaient que proportionnellement au nombre de leurs exploits élevaient maintes protestations et vers 1760, deux huissiers des tailles de l'élection de Gien, René Robert et Pierre Boullier adressaient une supplique à l'intendant, « disant que depuis plusieurs années ils ne faisaient que très petit nombre de contraintes qui ne leur produisaient à chacun qu'environ 400 livres, sur laquelle somme, déduisant le papier, contre-rôle, et la dépense qu'ils étaient obligés de faire à chaque tournée, il ne leur restait jamais de profit net, de quoy suffire pour la nourriture et entretien d'un cheval à l'écurie, dont ils ne pouvaient se dispenser..., joindre que les vivres tant d'hommes que de chevaux étaient montés depuis très longtemps à un prix

1. Edits de novembre 1689, août et octobre 1693, novembre 1696, décembre 1701, mai 1702, novembre 1707, août 1708, septembre 1710.

2. Arch. nat. G⁷⁵.

3. Arch. de Mimérand. Cf. *etiam* DE BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 141.

4. Ach. de Mimérand ; il y eut des contrôleurs aux boucheries, des vérificateurs, des examinateurs des cuirs, etc.

excessif... » ce considéré, ils priaient l'intendant de bien vouloir ordonner aux officiers de l'élection de Gien, d'augmenter la taxe des contraintes et de les porter à 6 livres pour les contraintes d'hiver et 4 livres 10 sols pour les contraintes d'été, au lieu de 3 livres 17 sols et 2 livres 17 sols (1).

Quant aux officiers de l'élection, voici quels étaient leurs appointements respectifs en l'année 1683 :

Président.....	1.232 livres	
Lieutenant.....	712	—
Elus	1.120	—
Procureur du roi.....	636	—
Greffier.....	752	— (2)

Cent ans plus tard, en 1785, les traitements n'avaient pas varié, en dépit de l'aménissement de la monnaie. Les officiers de l'élection touchaient même un peu moins puisqu'ils avaient à acquitter les vingtièmes des offices et droits, et la capitation.

Leurs appointements se montaient alors par trimestre à :

Pour le président, 277 l. 4 s. au lieu de 308 l. en 1683 ;

Pour les élus, 252 l. au lieu de 280 l. en 1683 ;

Pour le procureur du roi, 143 l. 2 s. au lieu de 159 livres en 1683 ;

Pour le greffier, 169 l. 10 s. au lieu de 188 livres en 1683.

Quant au loyer du Bureau de l'élection, il était demeuré à la somme de 200 livres.

Malgré le coût assez bas de la vie, comparativement à notre époque, ces appointements étaient notoirement insuffisants. A peine représentaient-ils souvent les intérêts de la somme versée aux parties casuelles pour l'achat de l'office ; il n'est donc pas étonnant que la royauté ait eu recours à un autre moyen d'indemniser ses fonctionnaires et les ait exemptés, en partie, des impôts.

1. Arch. personnelles.

2. Arch. de Mimérand, série O.

§ 2. — Le receveur des tailles

Le receveur des tailles équivalait sous l'Ancien Régime à notre receveur particulier des Finances. Il habitait en général au chef-lieu de l'élection, surtout depuis un arrêt de la Cour des Aides du 22 février 1769, qui avait interdit aux receveurs de résider en dehors de leur élection. Il était tenu d'exercer sa fonction en personne et ne pouvait se faire remplacer. Il y avait dans l'élection de Gien, deux receveurs des tailles, *l'ancien* et *l'alternatif*; ils exerçaient chacun une année, à tour de rôle.

Voici les noms de quelques receveurs des tailles de l'élection de Gien :

1683 : Jacques Bailly.

1690 : le sieur de Rancourt.

1717 : le sieur de Rameaux.

1726 : le sieur de Rancourt.

1741 : Michel de Rancourt.

1772 : Jacques-Pierre de Bagieu.

1785 : Achille-Michel de Rancourt de Villiers et Pierre de Bagieu.

En 1683, le receveur des tailles touchait une somme annuelle de 3.448 livres; son traitement nominalement le même en 1789, n'était plus cependant que de 3.082 livres 10 sols, déduction faite des vingtièmes des offices et de la capitation, tant pour principal que des 4 sols pour livre (1). La charge de receveur des tailles en l'élection de Gien, ayant coûté la somme de 49.000 livres, les appointements alloués à son titulaire représentaient donc les intérêts de cette somme à environ 6,25 o/o.

Mais il faut dire que le receveur des tailles touchait, en fait de taxations, une certaine somme sur le montant des impositions. La taxe établie à son profit était de 3 deniers pour livre sur le principal de la taille (2), 3 deniers pour

1. Arch. de Mimérand.

2. Recette effectuée. Série E et Z.

livre sur les impositions accessoires de la taille, et la capitation taillable, 3 deniers pour livre sur la capitation des nobles et privilégiés, 4 deniers pour livre sur la prestation en argent représentative de la corvée et 2 deniers pour livre sur le montant des vingtièmes. Ces diverses taxations représentaient une somme d'environ 4.300 livres. C'était, d'ailleurs, ce qui formait les gages proprement dits du receveur. De tous les officiers de l'élection, c'était certes lui le mieux rémunéré. Mais il ne faut pas oublier que le receveur était responsable sur ses biens de la rentrée des impositions.

Les documents conservés à Mimérand nous permettent de connaître le système de comptabilité employé par le receveur des tailles. Il était des plus simples et n'exigeait pas énormément d'écritures.

En premier lieu, le receveur des tailles tenait un grand registre, dont chaque feuillet était consacré à une paroisse de l'Election. Ce feuillet divisé en deux colonnes mentionnait, à gauche, les impositions ordinaires, taille, impositions accessoires de la taille, capitation taillable et à droite, les impositions extraordinaires, premier vingtième, deuxième vingtième, 4 sols pour livre du premier, et le cas échéant, troisième vingtième. Mention était également faite, des décharges, remises ou modérations accordées à la paroisse, des taxations dues aux collecteurs ou préposés et au comptable; de telle sorte qu'il n'y avait qu'à additionner les sommes reçues aux quatre termes, et à en soustraire les dépenses relatives à leur recouvrement pour obtenir le montant net des impositions dans la paroisse.

Le receveur tenait en outre au livre journal sur lequel il inscrivait au jour le jour les différentes sommes reçues ou déboursées.

Chaque mois, le receveur adressait à la recette générale des Finances de la généralité, un bordereau des recettes et des dépenses faites dans son Election; il indiquait en outre l'état général des impositions. Voici, à titre d'exemple, la reproduction d'un de ces bordereaux.

GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS

ÉLECTION DE GIEN. MOIS DE NOVEMBRE 1775. EXERCICE 1775

BORDEREAU DES RECETTES ET DÉPENSES

Faites par moi Receveur des Tailles, soussigné, sur les impositions de toute nature de mon Election, pendant le mois de novembre dernier sur l'exercice mil sept cent soixante-quinze.

Les impositions ordinaires de toute nature sont de....	294.655 fr.
Les vingtièmes..., etc., sont de.....	98.336
TOTAL DES IMPOSITIONS 1775.....	392.992

A été reçu jusqu'au 1^{er} novembre dernier

Sur les impositions ordinaires.....	288.298 fr.	
Sur les vingtièmes.....	89.463	
	377.761	} 389.669

Reçu pendant le mois de novembre dernier

Sur les impositions ordinaires....	5.000	} 11.908
Sur les vingtièmes.....	6.908	
Reste à recouvrer au premier du courant.....		3.323

**A été payé à la Recette générale jusqu'au
1^{er} novembre dernier**

Sur les impositions ordinaires.....	251.758
Sur les vingtièmes.....	104.346
	356.104

*Payé dans le courant du mois
de novembre dernier*

Sur les impositions ordinaires..	27.308	} 27.308
Sur les vingtièmes.....		
TOTAL DES PAIEMENTS FAITS A LA R. G....	383.412	

Récapitulation. — La recette faite jusqu'à ce jour sur toutes les impositions monte à.....

Les impositions monte à.....	389.669
Les paiements faits à la Recette générale à...	383.413
PARTANT : <i>debet</i>	6.256

Les frais faits sur toutes les impositions jusqu'au 1^{er} novembre dernier montent à.....

Ceux faits pendant le mois dernier à.....	1.897
Total des frais faits jusqu'à ce jour.....	52
	1.949

Certifié véritable et conforme à mes Registres, etc.

Tous les ans, le receveur des tailles rendait compte d'après les quittances au receveur général des exercices précédents. Ces comptes étaient jugés par le Bureau des Finances de la généralité et révisés par la Cour des comptes de Paris (1).

Le receveur des tailles tenait en outre des comptes particuliers pour les impositions levées sur les nobles et privilégiés : capitation de la noblesse, des officiers de justice, des employés, vingtièmes d'industrie, vingtièmes des offices et droits, vingtièmes des octrois et revenus patrimoniaux ; mais là comme ailleurs, les écritures étaient relativement réduites ; elles étaient mentionnées sur des pages supplémentaires, ajoutées aux registres des impositions taillables.

§ 3. — La compétence du tribunal d'élection

La compétence du tribunal d'élection était civile et criminelle.

En matière civile, la compétence s'étendait d'abord à tous les différends touchant les impositions directes et indirectes. Au commencement du XVIII^e siècle les élus étaient incompétents en matière de capitation dont le contentieux appartenait à l'intendant ; mais la déclaration du 13 avril 1761, vint stipuler que la capitation serait désormais imposée sur les mêmes rôles que la taille, et par conséquent apporta aux élections et à la Cour des Aides, en appel, la connaissance des procès relatifs aux rôles de la capitation qui leur avait été longtemps refusée (2). Quant au contentieux des vingtièmes il n'appartint jamais aux

1. Arch. de Mimérand. Bordereaux du receveur de Riancourt.

2. Il y avait eu auparavant un arrêt de la Cour des Aides de Paris du 9 juillet 1760, qui avait ordonné que les rôles de la capitation et des vingtièmes fussent déposés aux greffes des élections ; mais un arrêt du Conseil en date 20 mars 1761 avait aussitôt cassé le premier arrêt (Arch. nat. AD. IX. 491). Cf. MARION, *les Impôts directs sous l'Ancien Régime*.

élections... Il demeura jusqu'à la Révolution dans les attributions de l'intendant.

A l'élection appartenait également le contentieux des affaires naissant à l'occasion de la Ferme du Tabac et des Octrois des Villes, tant au civil qu'au criminel, ainsi que des troubles ou émeutes survenus à l'occasion de la levée desdites impositions.

Les élus étaient juges en dernier ressort jusqu'à la somme de 30 livres ; de même ils jugeaient en dernier ressort dans toutes les affaires où le défendeur ne contestait que jusqu'à concurrence de cette somme offrant de payer le surplus. (1) Au-dessus de ce chiffre, l'affaire pouvait être portée en appel devant la Cour des Aides, de Paris.

L'élection connaissait également des privilèges et exemptions des gentilshommes, des membres du clergé et tous autres privilégiés.

En matière criminelle, les élus jugeaient les actes de rébellion contre les officiers, les collecteurs ou autres préposés (2) ; ils étaient également compétents au criminel en fait d'aides.

Les sentences rendues en l'élection devraient être signées par tous les juges ayant assisté au jugement (arrêts de la Cour des Aides en date des 14 décembre 1683 et 15 février 1729, arrêt du Conseil du 27 mars 1731).

Nous verrons à leurs chapitres respectifs, le contentieux des différentes impositions et les actions qui pouvaient en résulter. Qu'il me suffise de dire ici, que de l'analyse des registres d'audiences de l'élection de Gien, (3) et des sentences et actes du greffe, il résulte clairement que ce tribunal a été beaucoup plus occupé dans le commencement du XVIII^e siècle que dans la seconde moitié. La réforme de 1761 concernant le contentieux de la capitation, eut pour résultat de lui redonner une légère activité ; mais ce mouvement paraît s'être arrêté assez vite ; à partir de

1. Arch. du Loiret, C. 940.

2. Arch. du Loiret, C. 939 ; C. 940, C. 961.

3. Arch. du Loiret, C. 946 à C. 979.

1769, nous voyons le tribunal faire une audience tous les quinze jours au lieu d'une par semaine ; quelquefois il n'y a qu'une audience par mois. Fort souvent revient la mention « point de siège ne s'étant point présenté de cause »... Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les élus et autres fonctionnaires de l'élection aient vu leurs charges périliter.

Une autre remarque : si le contentieux de la taille forme le principal de l'activité de l'élection et se maintient quelque peu, il est curieux de voir combien le contentieux des impôts indirects, aides, octrois, etc... diminue de plus en plus au cours du XVIII^e siècle. Alors que vers 1715 j'ai relevé encore pas mal de procès relatifs à des droits d'aides divers, vers 1775 le nombre de ces procès est de plus en plus restreint. Il semble que le rôle des élus, en cette matière, se soit progressivement effacé devant celui des agents de la Ferme. Les intendants d'Orléans firent d'ailleurs tous leurs efforts pour diminuer le nombre des procès en ces matières.

Il est nécessaire de noter, tout à l'honneur de l'administration de l'Ancien Régime que les nombreuses réformes qui améliorèrent l'assiette et le recouvrement des impôts, eurent pour résultat de diminuer considérablement le nombre des procès ; peut-être aussi, le goût de plaider, si vivace à un moment donné, allait-il en déclinant. Le fait est qu'à la veille de 1789, les tribunaux d'élections apparaissaient comme des organismes difficilement viables en eux-mêmes, et qui, dans tous les cas, ne suffisaient pas à assurer des moyens d'existence convenables à ceux qui avaient tâche plus honorifique que lucrative de les faire fonctionner.

TITRE II

LES IMPOTS DIRECTS

Nous étudierons successivement sous ce titre, la taille et ses impositions accessoires, la capitation, les vingtièmes et le cinquantième.

CHAPITRE PREMIER

LA TAILLE ET SES ACCESSOIRES

Auger, dans son *Traité sur les tailles* donnait de cet impôt la définition suivante : « Imposition en argent qui se répartit annuellement sur chaque contribuable en proportion de ses biens, facultés et industrie. » Quant à Moreau de Beaumont (1), il appelait plus généralement la taille, « un tribut ordinaire que le roi lève tous les ans sur ses sujets ».

§ 1^{er}. — Historique sommaire de la taille

Ses impositions accessoires

La taille fut dans son origine une imposition militaire, levée pour la défense du pays. Ce fut pour le tiers état une sorte de rachat de la conscription ; les fameuses « prises du service roturier » dont nous possédons quelques exemples pour le XIII^e siècle, démontrent amplement que les habitants des villes et des campagnes virent avec plai-

1. MOREAU DE BEAUMONT, *Mémoire concernant les impositions et droits en Europe*. Paris, 1768-1769, 4 vol. in 4^o. Bibl. nat. Lf. 82/4.

sir l'établissement d'un impôt qui devait les dispenser de servir. Calquée sur la taille seigneuriale, la taille royale ne tarda pas à se substituer à celle-ci (ordonnance de 1439) (1) ; en même temps elle devint permanente. Mais par le fait même que la taille était une imposition militaire, la noblesse qui servait en personne et s'équipait à ses frais, en fut dispensée ; c'était là un principe de justice élémentaire. Quant au clergé il se déchargea de la taille, en versant des contributions plus ou moins régulières.

Mais cette institution pleinement justifiée lors de l'établissement de la taille permanente, en 1437, n'eut plus les mêmes raisons d'être, lorsque par la suite, les nobles reçurent pendant leur temps de service une solde de la part de l'autorité royale ; dès lors ceux-ci devenaient des privilégiés. La royauté en multipliant les charges vénales (qui exemptaient de la taille, parce que les appointements qui y étaient attachés ne suffisaient pas à rémunérer leurs titulaires) ne fit qu'augmenter le nombre de ces privilégiés ; dès lors, la taille perdit son caractère de généralité et devint une contribution exclusivement roturière.

A la taille se joignirent de nombreuses impositions accessoires qui furent établies au marc la livre du principal de celle-ci. En dehors des taxations attribuées à ceux qui participaient au recouvrement (6 deniers pour livre, aux collecteurs ; 4 deniers pour livre au greffier des rôles, 3 deniers au receveur particulier, 3 deniers au receveur général, 40 sols par rôle pour les droits de quittance), les impositions accessoires comprenaient le *taillon de la gendarmerie* (2), la *solde des maréchaussées*, la *dépense des étapes*, les *gages des trésoriers et contrôleurs généraux des ponts et chaussées*, et de nombreuses autres taxes d'utilité régionale ou locale (construction ou réparation des églises et presbytères, entretien des ponts, suppléments de gages aux curés, gages des maîtres d'école, etc.)...

Voici à titre d'exemple comment se décomposait la taille, en principal et accessoires, pour l'élection de Gien, en

1. ISAMBERT, *Anciennes lois*, IX, 69.

2. MOREAU DE BEAUMONT, *op. cit.*, t. II, p. 13.

l'année 1722. Je donne à côté, à titre de comparaison, les chiffres pour les élections de Clamecy et Montargis, voisines de celle de Gien, et le total pour la généralité d'Orléans :

TAILLE et impositions accessoires	ÉLECTION de Gien	ÉLECTION de Clamecy	ÉLECTION de Montargis	GÉNÉRALITÉ d'Orléans
Principal de la taille.....	95.800 ¹	111.200 ¹	74.400 ¹	2.100.091 ¹
Pour les 2 sols, pour livre ..	15.374	9.483	9.982	192.865
Pour le taillon de la gendarmerie.....	5.295	3.476	3.554	63.140
Pour la solde des maréchaussées.....	8.200	» (1)	9.850	99.809
Pour la dépense des étapes.	5.400	2.400	3.500	60.000
Pour les loyers des Bureaux.	200	» (2)	200	1.500
Pour les gages des Trésoriers et contrôleurs généraux des Ponts et Chaussées.....	250	250	150	5.000
Pour les appointements des (?) des Ponts et Chaussées.	86	85	62	1.800
Pour les appointements des inspecteurs des Ponts et Chaussées.....	45	45	27	900
Pour l'augmentation des appointements et frais de ces inspecteurs.....	60	60	45	1.177
Pour le dernier quart des réparations des levées de la rivière de Loire et autres.....	2.100	2.100	1.350	41.473
Pour le supplément des Ponts et Chaussées	5.000	5.500	4.300	109.744
Pour la continuation des réparations du pont de Blois.	323	296	238	5.852
Pour l'augmentation des réparations à effectuer à ce pont.....	360	360	300	7.671
Pour les gages du Trésorier particulier des Ponts et Chaussées.....	50	50	30	1.000
Pour l'extinction des dettes des communautés.....	150	»	»	1.440
Totaux	138.693 ¹	135.305	107.988	2.693.462 ¹ (3)

1. Les élections de Beaugency, Clamecy, Pithiviers, Romorantin ne sont pas imposées.

2. Les élections d'Orléans, Blois, Chartres, Pithiviers, Clamecy, ne sont pas imposées.

3. Arch. du Loiret, C. 1236.

A ces derniers accessoires, il faut ajouter les taxations en faveur des collecteurs, receveurs etc..., dont nous avons parlé plus haut, et qui atteignaient environ un sou pour livre.

En 1768, ces impositions accessoires s'étaient encore multipliées ; pour l'élection de Gien, elles s'élevaient à la somme de 77.565 livres (1).

§ 2. — La taille dans l'élection de Gien

L'élection de Gien était pays de *taille personnelle*, c'est à-dire que la taille portait sur le revenu considéré dans son ensemble. Au contraire dans les pays de *taille réelle* qui formaient l'exception, cet impôt ne s'appliquait qu'aux revenus des immeubles.

La taille était un impôt, non de quotité, mais de répartition : ce qui signifie que l'autorité royale ne fixait pas directement la cote du contribuable, au marc la livre du revenu, mais que chaque année elle déterminait le rendement général de la taille, et assignait à chaque contribuable, la part qu'il devait payer, par toute une série de départements.

Chaque année (vers février ou mars) le conseil arrêtait le Brevet général de la taille, et fixait sa répartition entre les généralités du royaume. Copie de ce Brevet était envoyée aux intendants et aux bureaux des Finances, qui présentaient, après délibération avec les élus, un projet de répartition entre les élections. Le roi expédiait alors, en son conseil, un *brevet particulier des tailles*, qui établissait le département entre les élections de la généralité.

Le Brevet général de 1768, avait fixé invariablement le montant de la taille en principal pour la généralité d'Orléans à la somme de 2.353.892 livres se décomposant ainsi :

1. La taille en principal était alors de 141.381 livres (Arch. de Mimérand, série A).

Tailles et crues y jointes.....	1.826.600 livres
Taillon de la gendarmerie.....	79.840 —
Solde de la maréchaussée.....	105.009 —
Etape des gens de guerre.....	124.953 —
Dixième ou 2 sols pour livre.....	213.640 —
Subventions des villes franches (Blois et Montargis.....)	3.850 —
Total.....	2.353.892 livres (1)

En 1698, le montant pour la généralité avait été de 1.729.604 livres et en 1700 de 1.670.683 livres.

Voici les sommes auxquelles s'élevait la contribution de l'élection de Gien :

En 1684 : 178.900 livres se décomposant :

Principal de la taille et crues y jointes.....	167.675 livres
Taillon de la gendarmerie.....	2.200 —
Solde des officiers de la maréchaussée.....	3.625 —
Etape des gens de guerre.....	5.400 — (2)
Total.....	178.900 livres

En 1748 le montant total était de :

Pour la taille et crues y jointes.....	147.889 livres
Pour les fourrages, etc.....	23.732 —
Pour les milices, gardes-côtes, etc.....	2.297 —
Pour l'ustensile d'infanterie et cavalerie.....	31.927 —
Soit.....	205.845 livres
D'où il fallait déduire, en décharges et modérations, ci.....	28.510 —
Restait net.....	177.335 livres

Pour les autres années 1760-1762-1766-1769 et 1780, les chiffres fournis par les registres du receveur de Rancourt, sont les suivants (3) :

1. Arch. de Mimérand.
2. Le dixième ou deux sols pour livre de la taille, établi en vertu d'un arrêt du conseil du 3 mars 1705 (Arch. nat. G 7 420 ; Arch. du Loiret, C. 1) n'existait pas encore.
3. Déduction faite des décharges et modérations.

	1760	1762	1766	1769	1780
Taille et crues y-jointes...	139.542	127.946	133.726	141.381	141.381
Fourrages et quartiers d'hiver.....	33.208	31.481	34.814	34.294	31.437
Milices, gardes-côtes.....	4.525	3.681	170	1.761	1.862
Ustensiles d'infanterie et de cavalerie.....	27.662	24.020	26.540	30.000	28.827
	204.937	187.128	195.250	207.436	203.507

Un second brevet, avant 1781 comprenait les impositions accessoires de la taille ; celles-ci furent incorporées au premier Brevet par la déclaration du 13 février 1781.

Ce second Brevet qui était en 1722 de 42.893 livres (1) pour l'élection de Gien, se montait en 1780 à 77.565 livres 17 sols 8 deniers, y compris 38 livres 17 sols 8 deniers de droits d'usage.

I. — DÉPARTEMENT DES TAILLES ENTRE LES PAROISSES DE L'ÉLECTION

Une fois connu le chiffre total des impositions dues par l'élection, restait à faire un troisième département, entre les paroisses. Cette tâche avait primitivement incombé presque exclusivement aux élus, mais depuis la déclaration du 16 avril 1643, qui avait accordé à l'intendant le droit de procéder à ce département conjointement avec les officiers de l'élection, ceux-ci ne jouaient plus guère qu'un rôle de forme, l'intendant ayant voix prépondérante et pouvant faire des taxés d'office.

Lorsque ce département était arrêté, il était notifié, dans chaque paroisse, sous forme de *mandement des tailles*, adressé par l'intendant et les officiers de l'élection, aux

1. Arch. de Mimérand.

échevins, syndics, marguilliers et habitants des communautés.

Le général de la paroisse (ou assemblée des habitants) élisait alors des *asseurs-collecteurs*, au nombre de trois ou quatre, et leur remettait le mandement des tailles. Ceux-ci, qui étaient non seulement chargés de l'assiette, mais aussi du recouvrement de l'impôt, procédaient à la répartition de la somme assignée à la paroisse, entre les divers habitants, non exemptés, et à la confection des rôles. Ces rôles devaient être remis dans la quinzaine à un des élus-vérificateurs, pour qu'ils fussent vérifiés et paraphés dans les vingt-quatre heures et déposés en double au greffe de l'élection. Mais les élus apportaient souvent des retards à cette vérification, et en 1705 il y eut des plaintes de déposées par divers collecteurs contre les élus de Gien ; les collecteurs se plaignaient d'attendre depuis quinze jours la vérification de leurs rôles, et demandaient qu'après sommation faite à l'élu, les rôles soient portés à l'intendant pour être vérifiés. Le contrôleur général Desmarets écrivit à l'intendant Jubert de Bouville que les élus de Gien, méritaient de vives réprimandes, mais il n'alla pas jusqu'à les révoquer (1).

Les collecteurs répartissaient la taille entre les contribuables suivant la propre estimation qu'ils se faisaient de leurs fortunes. Aussi les voyait-on souvent épargner leurs parents ou amis, et surcharger leurs ennemis. Deux collecteurs de la paroisse de Châtillon-sur-Loire, avaient été, en 1749, jusqu'à taxer plusieurs paysans à 25 et 30 livres de taille, alors qu'ils avaient fixé la contribution de trois de leurs amis, bien plus riches, à 2, 3 et 4 livres (2). Il y eut d'ailleurs une réclamation.

Avec la complicité des élus chargés de vérifier les rôles, les collecteurs se taxaient eux-mêmes, fort souvent à des sommes modiques, inférieures à celles qu'ils auraient dû

1. Lettre de Desmarets à Bouville, 25 janvier 1705. Arch. nat. G⁷ 9. DE BEAUCORPS, *l'Administration des intendants d'Orléans*, p. 63.

2. Arch. de Mimérand.

porter. Un collecteur de Briare, s'était une année totalement exempté... Mais il fut sévèrement rappelé à l'ordre par l'intendant, et dut payer une cote double.

Ce troisième département de la taille comprenait donc deux étapes : 1° une répartition entre les paroisses de l'élection ; 2° une dernière répartition entre les habitants de la paroisse.

Voici, à titre d'exemple, le département entre quelques paroisses de l'élection de Gien, pour l'année 1785. Le manque de place nous empêche de le citer en entier. Dans ce tableau figure également la capitation taillable qui était répartie au marc la livre de la taille (1) (V. tableau p. 45).

Voici, maintenant les variations annuelles que pouvait subir la taille, suivant l'état plus ou moins prospère de la paroisse (2).

NOMS des Paroisses	1683 (3)	1707	1712	1715	1758	1760	1761	1785
Gien.. livres	7.500	5.677	5.300	5.476	6.600	7.000	6.600	6.380
Briare.....	3.100	4.338	4.038	4.158	3.000	2.800	2.800	2.500
Bonny.....	3.910	2.384	2.400	2.473	2.500	2.400	2.400	2.510
Châtillon-s.-								
Loire.....	6.000	5.450	5.300	5.470	5.200	5.400	5.500	5.150
Cosne.....	8.200	?	?	?	6.450	6.800	7.000	7.200
Coullons....	?	?	?	?	5.200	5.400	4.700	5.000
Nevoy.....	1.700	1.294	1.200	1.238	600	800	900	880
Ouzouer....	3.400	?	?	?	2.800	2.800	2.700	2.400
Ousson.....	1.850	?	?	?	850	800	900	820
Autry-la-								
Ville.....	540	?	?	?	1.000	1.000	1.000	990
Autry-le-								
Chatel....	680	?	?	?	1.300	1.300	1.300	1.220
Sully.....	?	4.826	4.800	4.754	4.900	5.600	5.600	5.450
Treigny.....	?	?	?	?	3.200	3.200	3.400	3.700
Thou.....	850	?	?	?	500	500	500	630
Thoucy.....	?	?	?	?	3.443	3.866	3.666	4.201
Totaux...	?	?	?	?	47.543	49.666	48.966	49.031

1. Arch. personnelles.

2. Arch. de Mimérand, série A. ; Arch. du Loiret, C. 1236 ; Arch. personnelles.

3 Dans l'année 1683, sont comprises les impositions accessoires

ÉLECTION DE GIEN. — DÉPARTEMENT DES IMPOSITIONS ORDINAIRES POUR 1785

NOMS des Paroisses	Augmentation et diminution proposées sur les impositions accessoires, soit pour corriger la répartition de la taille, soit pour faire raison des exploita- tions des privilèges et autres variations foncières			Répartition de la somme de 77,827 liv., montant des impositions accessoires, au marc la livre	Impositions accessoires de la taille, après les modifi- cations de la précédente colonne			Répartition de l'excédent ou du déficit de la précé- dente colonne au marc la livre d'icelle	Résultat des deux précédentes colonnes à imposer	Répartition de la somme de 89,833 liv., au marc la liv. de la taille pour la capita- tion taxable, y compris les 4 sols pr. l. et les impo- sit. au marc la liv. d'icelle	Total de la taille, acces- soires et ca- pitation	Som. propos. pour la re- mise du Roy.	Motifs	DÉCISIONS de Monseigneur l'Intendant
	Augmen- tation	Diminution	Motifs											
Gien.....	10	150	Exploitation des maîtres de Postes.	3,500	3,360	90	3,450	4,030	13,860	600	Froments carriés, pas- sages de troupes, foin réduits des 2/3 et vignes des 3/4.			
Arrabloy.....	—	—	—	88	88	2	90	102	352	50	Froments carriés et menus grains brûlés.			
Arquian.....	—	—	—	770	770	22	792	890	3,082	100	Id.			
Beaulieu.....	—	—	—	2,880	2,880	70	2,890	3,260	11,290	300	Id.			
Briare.....	—	260	Exploitat. de privilégiés	1,370	1,110	36	1,146	1,580	5,226	300	Menus grains totale- ment brûlés.			
Cosne.....	—	—	—	3,957	3,957	105	4,062	4,531	15,793	400	Froments carriés, me- nus grains brûlés, pas- sage de troupes.			
Coullons.....	—	—	—	2,750	2,750	70	2,820	3,160	10,980	300	Id.			
Faverelles.....	—	40	Exploitat. de privilégiés	575	535	16	551	660	2,261	100	Menus grains brûlés.			
Ousson.....	—	25	id.	450	425	13	438	520	1,778	100	Terrain médiocre.			
Saint-Brissou..	—	50	id.	770	720	21	741	880	3,021	100	précédente.			
Sully.....	—	—	—	2,987	2,987	80	3,067	3,531	12,048	200	Partie des seigles et menus grains brûlés.			
Treigny.....	4	74	Exploitation	2,030	1,960	54	2,014	2,360	8,074	360	Vignes grêlées. Sei- gles et froments carriés.			
Thoucy, etc....	—	—	—	2,300	2,300	60	2,360	2,690	9,251	200	Menus grains brûlés, seigles carriés.			
Total pour l'élection.....	82	2,176	»	77,527	75,433	2,094	77,527	89,533	308,441	11,080				

Il est facile de se rendre compte que la progression de la taille a été moins rapide que l'aménissement de la valeur d'achat de la livre. En un siècle la taille n'a augmenté que d'environ 10 à 12 0/0, tandis que la livre s'est dépréciée de près de 40 0/0. Il y a donc eu diminution dans la valeur contributive de la taille de même que dans bien des cas particuliers il y a eu diminution (pour des motifs divers) dans la contribution réelle des paroisses.

La dernière répartition faite par les collecteurs entre les contribuables de la paroisse, fournissait ce qu'on appelait le *rôle*. En voici un exemple pour la paroisse de Beaulieu-sur-Loire (1), année 1742.

« Rolle des tailles et autres impositions de la ville et paroisse de Beaulieu-sur-Loire pour l'année 1742, et imposé sur tous les habitants d'icelle paroisse par Jean Audeau, Jean Suard, Etienne Ruitton, et François Odry-le-Jeune, *collecteurs d'office*, suivant la commission en date du 3 octobre dernier, signée Pajot et de MM. les officiers de l'élection de Gien : et montant en tout à la somme de 4.738¹8^s

Scavoir : pour le principal de la taille...	4.708 ¹ »	
pour le droit de quittance.....	2 »	
pour le rejet du taux de Jean Gitton, par l'ordonnance de Mgr l'Intendant, du 3 oc- tobre 1740.....	14 »	
et pour ledit Jean.....	14 8	
		4.738 ¹ 8 ^s cy 4.738 ¹ 8 ^s

Oustre a été imposé séparément et au marc la livre de la taille la somme de.. 1.834¹ 10^s

Scavoir : pour les impositions extraordi- naires.....	900 »	
pour l'ustensile des troupes...	817 »	
et pour les 6 deniers pour livre du principal de la taille attri- bués aux collecteurs.....	117 10	
		1.834 ¹ 10 ^s = 6.572 ¹ 18 ^s

1. Arch. personnelles. Cf. du même auteur : *Etude sur les origines de la seigneurie de Beaulieu-sur-Loire*, p. 115.

à laquelle répartition a été procédé comme il suit :

<i>Premièrement</i> : Jean Durand, l'aisné, comme ayant épousé	
la Vve Ortense Durand.....	12 ^l »
imp. accessoires.....	4 13 ^s
André Racinet.....	4 »
imp. acc.....	30
André Suard, et son fils.....	37 »
imp.....	14 7
Etienne Faiseau, chirurgien.....	9 »
imp.....	3 10
Etienne Gilbert des Rousseaux.....	9 »
imp.....	3 10
Jacques Poumier, procureur fiscal, taxé d'office.	50 »
imp.....	19 8
Jean et Louis Egrot, ayant emblavé le lieu et	
métairie des Brosses.....	32 »
imp.....	12 8
Pierre Faiseau des Rousseaux, bourgeois.....	10 »
imp.....	3 10
Pierre Frot, sergent.....	4 »
imp.....	30
Pierre-Baptiste Faiseau des Rousseaux, procu-	
reur.....	5 10
imp.....	50 ^s etc. »

Quelquefois les collecteurs ne savaient pas écrire, et il leur fallait recourir à l'intermédiaire d'un greffier ou d'un notaire qui rédigeait le rôle ; celui-ci ne négligeait pas alors, de se faire la cote douce, à lui et à ses amis (1).

II. — RECouvreMENT DE LA TAILLE. — COLLECTEURS. — LEUR RESPONSABILITÉ. — EXEMPTION DE LA COLLECTE. — CONTRAINTES. — NON-VALEURS.

La répartition faite entre les habitants de la paroisse, les collecteurs étaient obligés de faire le recouvrement des

1. Fort souvent l'intendant remédiait aux abus dans la répartition de la taille, en *taxant d'office*, selon sa propre estimation, les contribuables que les collecteurs avaient ménagés plus que de raison.

impositions, à leurs risques et périls, moyennant une commission de 6 deniers pour livre (deux centimes et demi par franc). Ils étaient solidairement responsables du montant de leur rôle qui devait être versé, en quatre termes et d'avance, au receveur des tailles de Gien, faute de quoi ils s'exposaient aux poursuites du receveur, à la saisie et à l'emprisonnement (1). Les collecteurs devaient même très souvent avancer les sommes nécessaires aux taillables insolubles ; ces sommes étaient ensuite réimposées à leur profit ; mais ces réimpositions parfois considérables, ne pouvaient dépasser le cinquième du principal de la taille (déclaration du 13 avril 1761). Dans la paroisse d'Ousson, en l'année 1758, il y eut 300 livres réimposées, sur 850 livres de principal ; deux collecteurs avaient été ruinés.

La collecte était une charge qui pesait lourdement aux populations ; aussi les collecteurs s'entendaient-ils souvent avec les huissiers pour qu'ils effectuent le recouvrement à leur place, et non seulement ils leur abandonnaient leurs 6 deniers pour livre, mais encore ils leur donnaient une rétribution supplémentaire. Ces pratiques illégales étaient surtout en vogue dans le nord de l'élection de Gien, du côté de Sully ; l'intendant Jean de Creil les combattit sérieusement (2).

La charge de collecteur était fort peu recherchée ; certaines paroisses se refusaient à en élire, et l'intendant devait en nommer d'office ; en 1762, il en désigna dans les paroisses d'Arrabloy, Batilly, Bonnée, Bonny, Breteau, Châtenay, Merilles, Ouanne, Ouzouer-sur-Trézée et Saint-Euzoges (3).

Quoique taillable, il suffisait de peu de chose pour être dispensé de la collecte ; le plus modeste emploi public évitait cette charge ; ainsi, à Briare, en 1776, en étaient dispensés (4) :

1. Arch. de Mimérand.

2. Arch. du Loiret, C. 1. Cf. à ce sujet ; BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 76 et 77.

3. Arch. du Loiret, C. 1238.

4. *Id.*, C. 977.

Le S^r Foucher, conseiller hon. au présidial de Montargis, prévôt de Briare et juge conservateur du canal.

Le S^r Etienne Chame, lieutenant de la prévôté et receveur du canal.

Le S^r Bincy, procureur général et directeur du coche par eau.

Le S^r Antoine Rame, procureur fiscal du canal et garde-magasin.

Le S^r Jean-Baptiste Mallet, syndic.

Le S^r Thomas de Becque, contrôleur des ouvrages du canal.

Le S^r Jean-Baptiste Rousseau, directeur des voitures publiques par terre.

Le S^r Antoine de Vade, contrôleur des exploits.

Le S^r Georges de Courcelles, préposé des vingtièmes.

Le S^r Edme Guyot du Vernois, greffier du canal.

Le S^r Henri de Lamotte, garde de la baronnie.

Pierre Niveau, géôlier.

Georges Guyot, charpentier du canal.

Pierre Charbet, éclusier à Rivotte.

Laurent Lafin, éclusier à la Cognardière.

Le S^r Souvigny, maître de poste.

Pierre Maillard, garçon de poste.

Pierre La-Haye, bedeau.

Cinq autres habitants étaient exemptés à cause de leur vieillesse, huit pour leurs infirmités, quinze pour leur pauvreté.

Au cours du XVIII^e siècle, les tailles rentrèrent assez bien dans l'élection de Gien, et les collecteurs ne furent pas très souvent poursuivis ; il faut dire d'ailleurs, que le receveur de Rancourt, pendant tout le temps qu'il fut en fonction, avança parfois de l'argent de sa poche, pour éviter à un collecteur d'être emprisonné.

Quand un contribuable récalcitrant ne voulait pas payer l'impôt, les collecteurs avaient recours aux huissiers des tailles et aux garnissaires ; le receveur particulier délivrait contre lui une *contrainte*, visée par un officier de l'élection et en vertu de cet acte, les huissiers de tailles pouvaient saisir et faire vendre la majeure partie des biens de ce contribuable.

Le lit, les instruments de travail et tout ou partie du du bétail devaient être laissés de côté (ordonnance de 1666 ; déclaration d'avril 1667, édit d'octobre 1713 ; arrêts de la Cour des aides du 11 avril 1734 et 5 octobre 1765). De même, il était défendu aux huissiers de découvrir les maisons et d'enlever les portes et les fenêtres (édit de 1634) (1).

J'ai dit que la taille était rentrée d'une façon assez régulière dans l'élection de Gien, pendant tout le cours du XVIII^e siècle. Cependant au début, vers 1710, il y eut quelques difficultés causées principalement par des grêles, gelées et autres intempéries ; malgré les remises, parfois importantes, les rôles ne furent pas tous entièrement exécutés. En 1711, pour l'élection de Gien, les arriérés de la taille pour les années 1701 à 1709 semontaient à 191, 201 l. dont plus de la moitié, soit 108.903 livres était considérée comme irrecevable (2). Cependant les comptes des receveurs de Rancourt, montrent que les non-valeurs restèrent au-dessous de ces prévisions et que les exercices suivants permirent non seulement de rétablir plus de régularité dans le paiement des impositions, mais même de recouvrer une partie des arriérés considérés comme perdus (3).

III. — DÉCHARGES ET MODÉRATION. — REMISE DU ROI

Le rôle établi et avant que les collecteurs n'en commençassent le recouvrement, chaque contribuable, en particulier, et la paroisse en général pouvaient intenter une action en décharge ou modération. Différentes causes étaient invoquées, inondations, grêle, incendie, gelée, sécheresse, etc., dont les résultats étaient de réduire les ressources de la

1. MARION, *les Impôts directs sous l'Ancien Régime*, p. 14. Les huissiers ne pouvaient s'adjuger les meubles qu'ils vendaient ; un huissier de Gien qui se l'était permis, fut condamné à amende honorable et neuf ans de galère.

2. Arch. nat. G⁷ 421.

3. Arch. de Mimérand. Cf. DE BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 85-86.

paroisse, ou d'un habitant. L'intendant rejetait alors sur les autres paroisses de l'élection le montant de la remise accordée à la communauté, ou sur les autres contribuables de la paroisse, le montant de la modération octroyée à l'un d'eux. Quelquefois l'élection elle-même était déchargée, et cette somme était réimposée sur les autres élections de la généralité.

Souvent, en cas de désastre grave, le Roi accordait une *gratification* qui n'était réimposée sur personne ; c'était ce qu'on appelait la *remise du Roi*.

Les décharges et modérations se montaient au milieu du xvin^e siècle, pour l'élection de Gien, à une moyenne annuelle de 5.000 livres ; la remise du Roi était à peu près équivalente : au total 12.400 livres en 1760 ; 12.250 en 1761. Au début du xvin^e siècle ces gratifications avaient été plus considérables ; il est vrai que certaines paroisses de l'élection plus particulièrement éprouvées par la grêle, la gelée et surtout les inondations dans le val de la Loire, s'étaient vues dans l'impossibilité totale de payer leurs contributions ; en 1698, la généralité d'Orléans, avait bénéficié de 50.000 livres de gratification (1) ; les premières années du xvin^e siècle furent tellement mauvaises dans notre région que les diminutions furent portés à 220.000 l. en 1707, plus 300.000 livres de gratification en 1707 (2). Le 28 avril 1711, il y eut une nouvelle gratification de 50.000 livres, à cause de l'inondation (3).

Voici comment se répartissaient ces modérations et remises, sur certaines paroisses, particulièrement éprouvées (4).

1. Arch. nat. Lettre de Bouville au contrôleur général, 8 oct. 1698. G⁷ 419.

2. Arch. nat. Lettres de Bouville à Desmarets, 6 juillet, 19 août 1708. G⁷ 420. — Cf. DE BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 60.

3. Arch. nat. G⁷ 421.

4. Arch. de Mimérand.

		1707	1708	1710	1711	1712	1713	1714	1715
Gien...	Taille.....	5.677	5.834	5.500	5.000	5.300	5.300	5.476	5.476
	Gratification..	2.000	néant	néant	1.200	200	néant	néant	néant
Briare...	Taille.....	4.338	4.338	3.838	4.038	4.038	4.038	4.158	4.158
	Gratification..	1.000	2.500	1.300	1.900	600	600	650	350
Bonny...	Taille.....	2.384	2.500	2.200	2.400	2.400	2.400	2.473	2.473
	Gratification..	800	1.200	2.200	1.400	800	600	400	400
Châtillon	Taille.....	5.450	5.450	4.700	5.000	5.300	5.300	5.470	5.470
	Gratification..	2.700	3.500	1.600	3.050	1.600	900	900	500
Nevoy..	Taille.....	1.294	1.294	1.000	1.100	1.200	1.200	1.238	1.238
	Gratification..	500	700	300	900	450	542	200	200
Sully...	Taille.....	4.826	4.826	4.400	4.800	4.600	4.600	4.754	4.754
	Gratification..	2.500	3.000	1.300	3.900	1.500	1.200	1.200	550

La remise faite à la paroisse était répartie entre les habitants, proportionnellement à leurs pertes, et en diminution de leurs cotes, par le subdélégué, d'après l'état détaillé des pertes et dommages supportés par chaque contribuable, état qui devait lui être remis par les syndics, collecteurs et notables de la paroisse (1).

1. Arch. personnelles.

En remontant au commencement du xvii^e siècle, nous trouvons d'assez nombreux exemples de remises et modérations ; le 22 décembre 1605, c'est un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne aux élus de l'élection de Gien, et aux trésoriers de France, à Orléans, de tenir compte dans le département des tailles, de l'incendie qui a détruit presque la moitié de la ville de Saint-Fargeau (Arch. nat. E. 9^e f^o 216^o et ms. fr. 18169 f^o 116^o) ; le 13 septembre 1607, à propos de la même affaire, c'est un autre arrêt du Conseil qui renvoie aux trésoriers de France à Orléans, une requête des habitants de l'élection de Gien, tendant à ce que la somme dont les habitants de Saint-Fargeau ont obtenu remise soit répartie entre les autres élections de la généralité (Arch. nat. E. 14^b f^o 130). — Voir également, un autre arrêt du Conseil, en date du 8 décembre 1608, qui fait remise de deux quartiers de tailles, aux paroisses des élections d'Orléans, Blois, *Gien* et Beaugency, qui ont souffert des récentes inondations de la Loire, et ordonne en outre, la formation d'un fonds de 20.000 livres, pour être distribué aux habitants des

La remise du Roi s'éleva, pour la généralité d'Orléans :

En 1781 à.....	95.000 livres
En 1782 à.....	90.000 —
En 1783 à.....	100.000 —
En 1784 à.....	100.000 —
En 1785 à.....	100.000 —
En 1786 à.....	120.000 —
En 1787 à.....	91.200 —
En 1788 à.....	96.000 —
En 1789 à.....	110.000 —

la part de l'élection de Gien, fut d'une moyenne de 6.000 livres (1).

Le montant de cette remise qui était distribué par l'intendant, en raison des besoins de chaque élection, fut réparti, à dater de 1787 par l'Assemblée provinciale de la généralité, sur l'avis et avec le concours de ses bureaux intermédiaires. Le bureau des impositions, jouait d'ailleurs le principal rôle dans cette répartition (2).

paroisses les plus atteintes, sans compter 2.000 livres destinées à compenser les ravages causés par la grêle (Arch. nat. E. 19^b 191 et ms. fr. 18134 fo 305). Cf. *etiam*. Arch. nat. E. 24^a fo 28, fo 38 et ms. fr. 18176, fo 13^{ro}.

1. Arch. de Mimérand, séries B¹ et E.

2. FROMONT, *l'Administration de l'Assemblée provinciale de la généralité d'Orléans*, p. 185.

Je ne puis entrer ici dans les modifications et réformes apportées par l'Assemblée provinciale, soit dans le département, soit dans le recouvrement des impôts. Ces réformes furent d'ailleurs en bien des points superficielles, et l'Assemblée se contenta d'élaborer beaucoup de projets, dont plusieurs furent réalisés par la Révolution. Les *Assemblées de département*, qui étaient dans la dépendance de l'Assemblée provinciale, firent elles aussi nombre de propositions, à l'égard des impôts. La cinquième assemblée, comprenait les élections de Gien et Montargis, et était composée de la façon suivante :

Président : comte de Saint-Brisson.

CLERGÉ : Dom Guérout, prieur de Ferrières ; Tonnelier, curé de Châtillon ; Gaillard, prieur et curé de Boiscommun ; l'abbé d'Ennery ; Louis, curé de Beaulieu-sur-Loire ; Julliard, curé de Saint-Fargeau.

IV. — CONTENTIEUX DE LA TAILLE

Le contentieux de la taille était des plus complexe ; il comprenait un grand nombre d'actions dirigées soit contre les collecteurs, soit contre d'autres contribuables, soit contre le général de la paroisse, plus les actions ordinaires en matière d'impôts, action en radiation, en décharge, en modération et bien d'autres. Nous allons dire quelques mots de chacune d'entre elles.

Action en radiation. — Cette action était à la portée de celui qui se prétendait privilégié, et par conséquent, indûment inscrit au rôle de la taille et impositions accessoires. Pouvaient l'intenter :

1° *Un noble compris au rôle.* Celui ci devait prouver sa noblesse, et faire² signifier ses titres à la communauté des habitants et aux collecteurs ; il était interdit aux élus par arrêt de la Cour des Aides du 16 juillet 1734, d'ordonner l'enregistrement des titres de noblesse, en leur greffe ; mais les élus de Gien n'observaient pas toujours cet arrêt (1).

D'assez nombreuses actions furent intentées en ce sens, devant le tribunal d'élection de Gien ; citons en une, à titre d'exemple :

Entre messire Jean-Baptiste-Joseph-Pierre de Finance, che-

NOBLESSE : de Bisague d'Apremont ; comte du Tillet ; Longeau de Saint-Michel ; marquis de Jancourt ; comte de Guibert.

TIERS-ÉTAT : de Fougeret, receveur général des Finances, Billard ; Pougin de la Maisonneuve, trésorier de France ; Julien, avocat ; Pellerin de la Bussière, ancien médecin ; Birol de Bondonnière ; Danjou ; Harial ; Grangier, bailli de Cosne ; Cotelle, prévôt de Briare ; Foucher de la Huaudière, président de l'élection de Gien ; Bizot, directeur des canaux.

Procureurs syndics : pour le clergé et la noblesse, Le Maire du Charmoy ; pour le tiers état, Delabarre,

Secrétaire-greffier : Dorvet. — Cf. FROMONT, *op. cit.*, p. 609. Je ne puis que renvoyer à cet intéressant ouvrage, pour tous renseignements complémentaires.

1. Arch. du Loiret. C. 940, 7 mars 1770.

valier, seigneur de Viguel, demeurant en la ville de Bonny, demandeur aux fins de l'exploit de Mettier, sergent du 3 juillet dernier 1770... comparant par M^e Claude Vallet, son procureur, contre François Draps et consort, collecteurs des tailles et impositions de ladite ville et paroisse de Bonny, année présente 1770, et encore contre les sieurs échevins et habitants du dit Bonny, intervenant et prenant le fait et cause des dits collecteurs, tous défendeurs, comparant par M^e Pierre François Villoin, leur avocat et procureur.

Parties ouyies, ensemble le Procureur du Roy en ses conclusions verbales, déclarons la partie de Vallet, bien et duement imposée au rolle des tailles de la paroisse de Bonny, pour l'année présente 1770, faute par elle d'avoir justifié de ses titres de noblesse, ducement enregistrés en notre greffe; disons qu'elle continuera d'être imposée au dict rolle, jusqu'à ce qu'elle ait fait apparaître de ses dicts titres de noblesse, qu'elle est induement imposée, les dicts titres devant être enregistrés en notre greffe et ensuite signifiés à la communauté du dit Bonny. Condamnons la dite partie de Vallet, aux dépens liquidés à la somme de 28 livres 10 sols, non compris le coût et signification des présentes...

2^o *Le titulaire d'une charge conférant l'exemption.* Ces charges étaient nombreuses qui conféraient le privilège de ne pas payer de taille, « et l'exemption nobiliaire ou ecclésiastique n'était plus que peu de chose, à côté de la masse énorme d'exemptés, roturiers ou à peine sortis de la roture, affranchis en totalité ou partiellement » (1). L'autorité royale s'était même laissée entraîner un moment jusqu'à vendre des affranchissements personnels des tailles, cela en vertu de l'édit de juillet 1702 (2). Plusieurs de ces affranchissements avaient été vendus dans l'élection de Gien : un à Bonny, à sieur Bouzerat, boulanger, moyennant la somme de 510 livres « luy seul s'étant porté acquéreur à l'extinction de la troisième chandelle » ; un

1. MARION, *op. cit.*, p. 10.

2. *Nouveau Code des tailles*, II, p. 539. Le même édit portait affranchissement de la taille en faveur des officiers des bailliages, sénéchaussées et présidiaux.

autre, à Beaulieu, à un nommé Choiseau, bourgeois, pour 630 livres ; deux à Gien, moyennant 1.340 livres, etc. (1).

D'innombrables actions en radiation furent intentées, par des exempts, devant le tribunal d'élection de Gien. Plusieurs même, allèrent en appel, en Cour des Aides, témoin cet arrêt du 12 mars 1709, qui ordonne que le sieur Laurent Pacault, grenetier-garde-scel au grenier à sel de Gien, jouisse de l'exemption des tailles, qu'il ne soit plus imposé à l'avenir sur les rôles de la ville de Gien, tant qu'il sera en possession de son office, mais qui l'oblige néanmoins à payer par provision la somme à laquelle il a été taxé « sauf le rejet qui en sera fait au prochain département, pour lui estre la dicte somme rendue et restituée par les collecteurs de l'année prochaine, à ce faire contraints en vertu du présent arrêt » (2).

Le 18 octobre 1769, le nommé Michel Vincent, forgeron aux forges royales de Cosne, intente une action contre les maire, échevins et général de la ville de Cosne, en vue de se faire rayer du rôle des tailles ; le tribunal d'élection le lui permet, vu son privilège « et attendu qu'il ne fait aucun autre commerce que de travailler journellement à la manufacture royale des dites forges de Cosne » (3).

De même, le 25 octobre 1780, le sieur Simon Harriat, maître de poste à Ousson par brevet de Sa Majesté du 15 juin 1778, est rayé du rôle des tailles de la paroisse « mais pour sa cote personnelle seulement » (4).

3° *Le contribuable déjà imposé dans une autre paroisse.* On supportait généralement la taille au lieu de son domicile ; mais quelquefois on changeait de domicile après avoir été imposé et les collecteurs de la paroisse dans laquelle on élisait un nouveau domicile, cherchaient à vous taxer. Il y avait alors matière à une action en radiation.

Le 9 novembre 1754, Simon Maquin, manœuvre, imposé sur les rôles des paroisses de Châtillon et de Saint-Firmin,

1. Arch. de Mimérand.

2. Arch. nat. E. 802^a 93.

3. Arch. du Loiret, C. 940.

4. Arch. du Loiret, C. 961.

demande au tribunal d'ordonner qu'il ne sera imposé qu'à Châtillon et rayé du rôle de Saint-Firmin. Le tribunal fait droit à sa requête (1).

Un peu plus tard, le 4 avril 1776, le sieur Joseph Picq de Belligny, bourgeois de Paris, demeurant à Bonny, s'oppose à la cote des tailles et autres impositions auxquelles il a été imposé sur les rôles de la paroisse, et attaque les collecteurs et le général des habitants de Bonny qui a pris le fait et cause des collecteurs... Après un supplément d'enquête, l'affaire revient le 2 mai devant le tribunal qui ordonne que la partie opposante sera reçue en ses conclusions, la déclare mal et induement imposée au rôle, pour la somme de 12 livres de taille, 5 livres 17 sols d'impositions accessoires, et 6 livres 6 sols de capitation, « attendu que la dite partie n'avait point acquis domicile en la ville de Bonny, lors de la confection du rôle, et qu'elle a justifié par quittance, à la communauté du dit Bonny du paiement de sa capitation en la ville de Paris, pour l'année 1769... néanmoins, sans préjudice à la ville et communauté de Bonny, de pouvoir, l'année prochaine et les suivantes, imposer en leurs rôles des tailles, la dite partie de Belligny, si elle continue sa demeure en la ville de Bonny (2).

Action en aide ou profit. — Si quelqu'un qui devait être inscrit au rôle, n'y était pas mentionné, il appartenait à tout contribuable d'intenter aux collecteurs, une action en aide ou profit afin de faire rétablir sur le rôle celui qui y avait été omis intentionnellement ou non. La taille étant un impôt de répartition, chaque taillable avait en effet intérêt à faire répartir le montant de l'imposition sur le plus grand nombre de têtes possible.

Ce genre d'action était assez rare dans l'élection de Gien. Je n'en ai guère rencontré que cinq ou six exemples sur une période de quarante ans. A Beaulieu, en particulier, un laboureur, nommé Jean Dion, voyant son cousin exempté injustement de la taille, intenta aux collecteurs une action

1. Arch. du Loiret, C. 972.

2. Arch. du Loiret, C. 940.

en aide; il eut gain de cause devant le tribunal de Gien (1) (1759).

Au point de vue pratique cette action ne présentait guère d'intérêt; le coût des frais de procédure était toujours de beaucoup supérieur au bénéfice réalisé par la diminution opérée sur la cote. Dans le cas ci-dessus, Jean Dion avait dépensé 28 livres, et sa cote avait été diminuée de 1 sol 4 deniers !

Action en surtaux. — Lorsqu'un contribuable se trouvait surchargé, il pouvait agir en surtaux, contre les collecteurs et éventuellement contre la paroisse.

Les demandes en surtaux devaient être formées dans les trois mois de la vérification des rôles; passé ce délai, il y avait fin de non-recevoir.

Le tribunal d'élection jugeait en dernier ressort les oppositions et demandes en surtaux lorsque les cotes n'excédaient pas 50 livres (Déclaration du 18 avril 1690). Un édit d'octobre 1713, enjoignait aux élus d'instruire et juger sommairement les surtaux.

Ceux qui se pourvoyaient en surtaux devaient cependant acquitter leurs taxes *par provision* à l'échéance des quartiers (déclaration du 7 décembre 1715). A sa demande, l'opposant devait joindre « un état de tous ses biens terriens et facultés et des extraits des rôles des trois dernières années » afin de vérifier l'exactitude de la cote (arrêt de la Cour des Aides du 5 juillet 1726).

Les actions en surtaux étaient nombreuses; la déclaration du 13 avril 1761 ayant simplifié la procédure à suivre, elles le furent encore davantage. J'en ai relevé un grand nombre d'exemples, que je ne puis citer ici. Qu'il me suffise de dire que toutes ces actions étaient intentées par des payans (2).

1. Arch. de Mimérand.

2. Arch. du Loiret, 7 mars 1770. Sentences de surtaux pour François Gauvin, Sylvain Suard, Etienne Descaux, laboureurs aux Crottêts, paroisse de Beaulieu (C. 940). 10 décembre 1754, sentence de surtaux pour Pierre Le Roy laboureur aux Bordes (C. 987). — Cf. C. 973; C. 974; C. 975; C. 978; C. 979, etc.

Action en cas d'abus simple. — Il arrivait souvent aux collecteurs de diminuer leurs cotes ou celles de leurs parents et amis ; ce fait ouvrait une action en cas d'abus. Il appartenait aux contribuables de se pourvoir, et à leur défaut au procureur du Roi, s'il avait connaissance de l'abus.

Le 1^{er} octobre 1754, trois collecteurs de la paroisse de Châtillon furent poursuivis pour avoir outrageusement diminué leurs cotes et celles de deux échevins ; ils durent les rétablir selon la répartition prévue et acquitter les frais du procès (1).

Action en cas d'abus et malversation. — Il y avait malversation lorsque les collecteurs s'étaient laissés corrompre pour diminuer une cote ; le fait était plus grave et les collecteurs pouvaient se voir l'objet de poursuites criminelles. Un collecteur de Sully fut condamné en juillet 1729 pour un cas de ce genre à amende honorable et à cinq ans de galère.

Action en privilège de mineurs. — C'était une action en décharge, très souvent employée. Tout mineur marié pouvait l'intenter pour se faire exempter des tailles jusqu'à sa majorité. J'en ai relevé de nombreux exemples dans les registres de sentences de l'élection de Gien ; en voici quelques-uns :

16 novembre 1776, supplique de Charles Gonat, marchand à Gien, qui vient de monter une boutique et demande à jouir de l'exemption des tailles accordées aux mineurs mariés. Le tribunal fait droit à sa requête, et défend aux sieurs maire et échevins de la ville de Gien de donner le sieur Gonat comme cotisable, aux collecteurs, tant qu'il n'aura pas atteint sa majorité (2).

2 janvier 1784, même sentence pour Grégoire-Jean-Hubert Ramon, marchand tapissier à Gien (3).

13 octobre 1754, même sentence pour Pierre Plançon

1. Arch. du Loiret, C. 987.

2. Arch. du Loiret, C. 979.

3. *id.*, C. 978.

« simple manœuvre ne faisant aucune emblavure de ses mains et n'ayant pas encore atteint l'âge de 23 ans » ; *idem*, pour Pierre Desmargées, laboureur à Arquian etc...

Le nombre de ces actions se maintint considérable jusqu'en 1789 ; il est vrai que la procédure en était peu coûteuse.

Action en décharge de collecte. — Pouvaient intenter cette action :

1^o Les contribuables qui s'en prétendaient exemptés, par suite de leur situation, de leur pauvreté ou de leur vieillesse. Cette action est celle que l'on rencontre le plus souvent avec celle en privilège de mineur, dans les registres de l'élection de Gien (1).

2^o Les contribuables qui, régulièrement chargés de la collecte, demandaient à en être dispensés, temporairement, par suite de maladie ou d'infirmité. C'est le cas d'une action intentée le 13 septembre 1776 par François Couthon, tailleur d'habits à Saint-Fargeau ; le tribunal dispense le suppliant de la collecte, « attendu que malgré l'esprit de patriotisme dont il est animé pour supporter les charges du lieu où il réside, il se trouve dans la position la plus critique selon « les ardeurs extrêmes qu'il ressent journellement à plusieurs parties du corps, suivant l'énonciation au certificat de Matharan de Visconti, chirurgien, ce qui le met hors d'état de faire la collecte » (2).

Action en validité de saisie. — Elle appartenait aux collecteurs qui voulaient faire saisir les biens meubles d'un contribuable insolvable ou récalcitrant. Assez nombreuses vers 1715, ces actions deviennent plus rares à la fin du XVIII^e siècle, du moins dans l'élection de Gien (3).

Action en solidité. — Lorsqu'un collecteur était poursuivi par le receveur des tailles pour versement d'un quartier des impositions, ce collecteur pouvait intenter une *action en solidité* contre ses collègues, pour qu'ils soient

1. Arch. du Loiret, C. 972, C. 973, C. 978, C. 979, etc.

2. Arch. du Loiret, C. 979.

3. Arch. du Loiret, C. 939, C. 940, C. 961, C. 973, C. 974, C. 976.

également poursuivis et que le versement en retard soit réparti sur tous. La communauté des habitants pouvait elle-même être également poursuivie. Je n'ai guère rencontré de ce genre d'action qu'assez peu d'exemples (1). Faut-il en déduire que les tailles rentraient régulièrement ?

Ces nombreuses actions et quelques autres de moindre importance étaient très différentes de nos actions actuelles dirigées par les contribuables contre l'administration. Elles avaient en effet un *caractère agressif*, non seulement contre les collecteurs, mais aussi contre toute la paroisse ou tel ou tel taillable déterminé. Elles traduisaient juridiquement cette idée que la taille était une dette collective de la communauté tout entière, et qu'il existait une véritable solidarité entre chaque membre de la communauté. Ce système était d'une logique parfaite et l'on peut même dire d'une construction juridique élégante, mais il avait le tort d'introduire des notions de droit privé dans des questions à régler selon les notions du droit public (2).

Toutes ces actions entraînaient des frais élevés et des procès qui n'en finissaient plus. Dans la plupart des cas, la paroisse était elle-même mise en cause, soit pour prendre le fait des collecteurs, lorsque ceux-ci étaient attaqués, soit pour une contrainte solidaire, par le receveur des tailles. Malgré les simplifications apportées par les déclarations du 13 avril 1761 et du 23 avril 1778, la procédure n'en demeurait pas moins, encore longue, coûteuse et compliquée. Il fallait en effet que tout un petit monde vive du contentieux des impositions et principalement de celui de la taille, et ces innombrables agents étaient les premiers à entraver la réalisation des réformes.

Les actions signalées plus haut étaient toutes contentieuses ; mais il ne faut pas oublier une action qui malgré son caractère *gracieux*, n'en était pas moins très souvent employée. Je veux parler des *demandes en décharge* ou *modération*, qui étaient des requêtes gracieuses adressées

1. Arch. du Loiret, C. 946, C. 947, C. 950, C. 953, C. 955.

2. Cf. M. OLIVIER-MARTIN, *A son cours d'histoire du droit*, 1922-1923.

à l'intendant. Dans ces demandes le contribuable ne contestait pas la cote à laquelle il avait été imposé, mais il invoquait un événement postérieur à la confection du rôle : incendie, gelée, grêle, perte de bétail, qui avait diminué ses ressources et par conséquent ses facultés contributives. Il réclamait donc une diminution de sa taxe... C'était à l'intendant qu'il appartenait de prononcer la décharge ou modération, grâce aux fonds spéciaux dont il disposait. Cette action gracieuse avait donc le caractère tout particulier de n'entraîner aucun surcroît de charges pour les autres contribuables ce qui n'était pas le cas en matière d'action contentieuse (1).

V. — ESSAIS DE RÉFORME DE LA TAILLE

La taille, imposition réellement modique en elle-même puisqu'elle ne prenait environ que 5 o/o du revenu du contribuable, n'était lourde à supporter que parce qu'elle était incertaine et mal répartie.

L'incertitude et le défaut d'égalité dans la répartition formaient en effet les deux vices du système et c'est sur ces deux points que les réformes opérées portèrent principalement.

En lui-même le montant de la taille ne subit pas d'augmentation au cours du XVIII^e siècle ; il y eut même une légère diminution sur le principal puisque celui-ci passa de 41.000.000 de livres en 1715 à 40.107.239 livres en 1789, pour l'ensemble des pays d'élections (2). Cette diminution fut d'ailleurs, en réalité, beaucoup plus considérable, si l'on tient compte de l'aménisement de la monnaie. Cependant la taille variait d'une année à l'autre et ce ne fut qu'à

1. J'ai trouvé nombre de demandes en décharges ou modération surtout dans les mauvaises années, ce qui est bien compréhensible. Les motifs le plus souvent invoqués sont : la grêle, la gelée, la carrie des grains, la rouille, la sécheresse et l'incendie ; moins souvent les pertes de bestiaux. Arch. de Mimérand, séries D et Z ; Arch. du Loiret, C. 1241, C. 1245.

2. Arch. nat. H¹¹ 506.

partir de 1768 que le principal de la taille reçut une fixation définitive ; la déclaration du 13 février 1780 déterminait elle-même un chiffre invariable pour les impositions accessoires, et les réunit au principal dans un même brevet qui prit le nom de Brevet général.

Le pouvoir royal s'efforçait en même temps de rétablir l'égalité dans la répartition entre les paroisses (déclaration du 7 février 1768) (1) et dans la confection des rôles entre les contribuables. A cet égard les collecteurs furent dès lors obligés d'insérer dans leurs rôles, à chaque cote, « la condition du cotisé, ses biens et exploitations, tant en propre qu'à loyer, par articles séparés, afin de reconnaître par la lecture du rôle, si la cote a été bien assise, et si les cotes de chaque rôle sont en proportion les unes avec les autres » (2). D'ailleurs, la pratique s'introduisit de plus en plus, des rôles faits par commissaires nommés par l'intendant, et avec ceux-ci qui n'épousaient pas les amitiés ou inimitiés des collecteurs, les contribuables furent à peu près tous également taxés.

Sur l'initiative de Turgot, la déclaration du 3 janvier 1775 (3) vint supprimer les *actions en solidité* intentées par le receveur des tailles contre la paroisse, lorsque les poursuites contre les collecteurs n'avaient pas donné de résultat. La solidité (ou solidarité) ne fut maintenue qu'en cas de rébellion.

Revenant sur ses anciens errements, la royauté s'efforça dès le début du xviii^e siècle de réduire le nombre des multiples individus qui ne payaient pas la taille. Outre l'édit de 1634 qui limitait à quatre le nombre des privilégiés dans les paroisses payant moins de 900 livres de taille en principal et à huit dans les autres (sauf les villes où

1. *Nouveau Code des tailles*, t. IV.

2. Déclaration du 7 février 1768. art. 3. — Ces formalités avaient été déjà prescrites par l'article 16 de l'édit du mois de mars 1600, l'article 45 de l'édit de janvier 1734 et l'article 3 de la déclaration du 3 avril 1761.

3. ISAMBERT, t. XXIII, p. 127 et *Nouveau Code des tailles*, t. IV, p. 549.

étaient établis des cours supérieures, bureaux des finances, élections ou greniers à sel) (1), le Gouvernement se mit à révoquer les nombreuses exemptions accordées, surveilla attentivement les quatre charrues de terre que les gentils-hommes pouvaient exploiter en franchise, recommanda aux intendants de multiplier les taxes d'office pour empêcher les seigneurs de paroisse de faire soulager leurs fermiers, exigea l'enregistrement et la vérification des titres de noblesse. Les frais de procédure furent eux-mêmes diminués dans de notables proportions, et les collecteurs d'office remplacés dans nombre de paroisses par des agents rétribués. Le Roi ordonnait en même temps la confection d'un cadastre général qui devait être d'une grande utilité dans la répartition (2).

Les progrès s'accéléchèrent à la fin de l'Ancien Régime, et quand les assemblées provinciales se réunirent, « elles furent unanimes à déclarer que les abus allaient en diminuant, qu'une véritable taille réelle, assise sur la propriété et l'exploitation des biens-fonds, tendait de plus en plus à se substituer à l'ancienne taille arbitraire, que les rigueurs et les frais dans la perception décroissaient visiblement, enfin que l'amélioration était certaine » (3).

J'ai pu dans le petit cadre de l'élection de Gien, constater la véracité de ces affirmations.

IV. — IMPOSITION DES PRIVILÉGIÉS

Dès la fin du XVIII^e siècle, la royauté s'attaqua sérieusement au privilège d'exemption dont jouissait la noblesse ; nous verrons d'ailleurs par la suite comment la capitation et les vingtièmes l'obligèrent à contribuer aux charges publiques. En matière de tailles, la tâche fut plus dure et

1. MARION, *op. cit.*, p. 9.

2. Cf. les innombrables projets de l'abbé de SAINT-PIERRE en particulier son *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle* (1717).

3. MARION, *op. cit.*, p. 46.

la royauté seule n'y parvint jamais : c'est qu'en effet, l'exemption avait une justification théorique. Néanmoins, au XVIII^e siècle, le pouvoir central et les intendants firent tous leurs efforts pour réduire le nombre des nobles exemptés ; des instructions furent envoyées à cet égard, et dans la seule élection de Gien, il y eut parfois, au cours d'une année, jusqu'à douze ou quinze actions en radiation intentées par des nobles (1) ; et fort souvent, le tribunal condamna les plaignants à payer la taille, tant qu'ils n'auraient pas fait la preuve de leur noblesse.

Ce fut l'Assemblée constituante qui réalisa les projets de la royauté ; le 26 septembre 1789, un décret (2) ordonna qu'il fût fait dans chaque paroisse, pour toutes les impositions ordinaires (tailles, capitation, prestation, etc...) autres que les vingtièmes, un *rôle de supplément* pour les six derniers mois de 1789, sur les ci-devant privilégiés, dans la même forme que pour les autres contribuables ; l'année suivante en 1790, les ci-devant privilégiés devaient être imposés sur les rôles ordinaires. En exécution de ce décret, les sieurs Carré de Pontault, lieutenant particulier du bailliage de Gien, Vannier, conseiller en l'élection, Germain Bouillier, curé de Saint-Laurent-de-Gien et plusieurs autres membres de l'Assemblée municipale, rédigèrent un rôle de supplément se montant pour la ville de Gien à la somme de 582 livres 18 sols 9 deniers se décomposant en :

Cotes personnelles.....	491 l. 10 s.
Cotes d'exploitation.....	13 l. 4 s.
Contribution des chemins.....	70 l. 4 s. 9 d.
Taxations.....	8 l. » »

Ces sommes devaient être recouvrées par les sieurs Petit, Bourgeois et Léger Aupert, collecteurs des impositions ordinaires de l'année 1789 (3).

Voici, à titre de curiosité, quelques pages de ce rôle, pour

1. Arch. du Loiret, C. 960, C. 971, C. 678.

2. Sanctionné par la déclaration du roi du 27 septembre 1789.

3. Arch. du Loiret, C. 1360, en ce qui concerne la paroisse de Gien.

TABEAU DE SUPPLÉMENT SUR LES CI-DEVANT PRIVILIGIÉS

NOMS des Paroisses	NOMS qualités et demeures des ci-devant privilégiés	DÉTAILS qui ont servi de base à la cotisation ou motifs de l'imposition	COTE PERSONNELLE ou relative aux facultés provenant de la propriété des immeubles, des rentes actives du commerce ou de l'industrie et autres revenus quelconques			COTE D'EXPLOITATION ou relative aux bénéfices proven- nant de la jouissance de domaines ou héritages, que le propriétaire a fait valoir en privilège, à acquit- ter dans le lieu de la situation.			TOTAL général des impositions ordinaires	Présomption des chem. à raison du 1/4 de l'imposition princip. de la cote ou des cotés réunies du contrib.
			Impo- sition princip.	Capita- tion et access.	Total	Impo- sition princip.	Capita- tion et access.	Total		
Beaulieu.	F. Apoline de Guibert.	Pour son château de Courcelles-le-Roy, 3 ar- pents de prés, etc. Pour sa portion congrue.	52 ¹⁰ 3	74 ⁸ 1,16,8 ^a	128 ¹⁸ 6,12	6 ⁸	7 ⁸ 13 ⁸	13 ⁸	161 ¹⁶ 6,12	15 ¹ 15,6
Id.	Louis - Martin Buquet, curé.	Pour ses propriétés.	2,10	1,12	5,12				5,12	13 ^a
Thou	Alexis Terrier de la Jo- live, officier invalide.	Pour un moulin.	3	1,16	6,14				6,14	15,6
Id.	M. de Hautefort.	Pour sa cote person- nelle.	9	5,8	20, 3				20, 3	2, 6,8
Id.	Terrier de la Jolive, cheva- lier de Saint-Louis.	Pour leur cote person- nelle.	26	15,12	58, 3,6 ^a				58, 3,6 ^a	6,14,4
Id.	Les mineurs Potherat, seigneurs de Thou.	Pour ses terres et bois.	1,10	19	3, 7				3, 7	7,9
Id.	M. de Chazal.	Pour son revenu.	4	2,11	8,19				8,19	1, 8
St-Firmin.	M. le Curé de Thou.	Pour sa portion congrue.	1,10	2, 2	3,12				3,12	7,9
Id.	M. l'Heritier, curé.	Pour ses terres, prés, bois et vignes (terres affer- mées).	8	11, 4	19, 4				19, 4	2, 1,4
Id.	M. Fillemmin, secrétaire du Roy.	Id. (terres non affermées).	5	7	12				12	2,16,10
Bonny ...	M. Hébert, curé.	Pour sa portion congrue.	1,16	2,10	4, 6	6	7,8	13,8	25, 8	10,4
Id.	M. Noël Mallet, officier de la maréchaussée.	Pour sa cote person- nelle.	8,12	5,8,2	19, 4 3, 3				19, 4 3, 3	2, 6,6 1,11
Id.	M. de Finance, seigneur du Buisson.	Pour ses terres affermées.								
Id.	M. de Terrier de la Chaise, ancien garde du Roy.	Pour sa cote person- nelle.	1,19	1,4,3	4, 6				4, 6	10,4
Id.	M. de Chazal.	Pour ses terres, bois, etc.	30	17, 1	63, 9				63, 9	7,15
Briare....	M. de Terrier de la Jolive.	Pour ses propriétés.			6, 8				6, 8	15,6
	MM. les Seigneurs du Canal.	Pour l'exploitation de leur canal.								
Id.	M ^{me} Deshates, dame de Vaugereau.	Pour sa cote person- nelle.								
Id.	Le M ^{rs} de Falaiseau.	Pour une ferme à la Thiau.			7, 5,10 5,14, 7			1.562,10	1.562,10	193,15
									7,5,10 5,14,7	18,1 14,3

plusieurs paroisses, prises pour exemple ; le montant total des rôles était pour l'élection de Gien de 7.700 livres 6 sols 9 deniers ; quant aux sommes recouvrées elles s'élevèrent à 6583 livres 14 sols 7 deniers (1) (V. tableau p. 66).

En votant ce décret du 26 septembre 1789, l'Assemblée Constituante, ne faisait que revenir à un vieux principe féodal, grignoté petit à petit par l'autorité royale, celui de l'égalité devant l'impôt, et que l'on a malheureusement trop de tendance à oublier actuellement.

1. Arch. de Mimérand.

CHAPITRE II

LA CAPITATION

L'établissement de la *capitation* par la déclaration du 18 janvier 1695, en vue de faire face aux frais nécessités par la guerre contre la ligue d'Augsbourg, fut le premier pas fait par l'Ancien Régime, dans son acheminement progressif vers le vieux principe féodal de l'égalité devant l'impôt.

§ 1^{er}. — Historique sommaire de la capitation

La déclaration de 1695 avait divisé les contribuables en vingt-deux classes comportant chacune une taxe spéciale : la première commençant par le dauphin devait payer 2.000 livres et la dernière une livre. Cette capitation qui fut supprimée, par la déclaration du 17 septembre 1697, après la paix de Ryswick, s'était montée en 1695, pour la généralité d'Orléans, à 472.500 livres.

Mais ce ne fut là qu'une trêve; avec la guerre de la Succession d'Espagne, la capitation était rétablie dès le début du XVIII^e siècle par la déclaration du 12 mars 1701 (1), et malgré les promesses elle dura jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Cet impôt devait « atteindre tous les sujets de quelque qualité et condition qu'ils fussent, les ecclésiastiques séculiers ou réguliers, les nobles, les militaires, à l'exception de ceux des taillables dont les cotes étaient au-dessous de

1. Cf. sur l'établissement et le rétablissement de la capitation: SAINT-SIMON, *Mémoires*, éd. de Boislisle, t. II, appendice IV; t. VIII, p. 246-247 et appendice XVII.

40 sols, des ordres mendiants et des pauvres mendiants, dont les curés des paroisses donneraient les rôles (1) ». Mais le clergé trouva moyen de se racheter de la capitation moyennant le versement annuel d'abord d'un abonnement de 4 millions jusqu'en 1710, puis d'une somme une fois versée de 24 millions. Quant à la noblesse, elle y resta soumise jusqu'en 1789, avec toutefois un certain ménagement dans l'établissement de ses cotes.

A la capitation s'ajoutèrent successivement un certain nombre d'accessoires : 2 sols pour livre en 1705 par arrêt du Conseil d'Etat du 3 mars ; 2 autres sols pour livre par arrêt du Conseil du 18 décembre 1747. Le Trésor vendait en même temps des affranchissements de la capitation (édits de septembre 1708 et mai 1709) et s'efforçait de faire racheter par les villes et les corps, les sols pour livre nouvellement créés. Ces sols pour livres étaient destinés à couvrir une foule de dépenses complémentaires ; il fallait en outre ajouter les impositions supplémentaires établies au marc la livre de la capitation.

Voici comment se décomposait en 1787, le montant global de la capitation pour la généralité d'Orléans (2) :

Capitation en principal.....	1.112.082	livres
Quatre sols pour livre.....	222.417	—
Taxations.....	72.363	—
Six deniers pour la reconstruction du palais.....	32.932	—
Service de la louverie.....	1.040	—
Casernement des troupes.....	25.000	—
Casernement de la maréchaussée.....	16.000	—
Petit équipement des milices.....	33.008	—
Chemin de Blois par Ménars.....	45.000	—
Plantation des routes.....	4.000	—
Appointements des bureaux ; décharges et modérations, dépenses relatives aux services et à l'utilité de la généralité.....	130.590	—
Total.....	1.694.432	livres

1. Déclaration du 12 mars 1701. *Nouveau Code des tailles*, t. VI, p. 583.

2. Arch. de Mimérand. Arch. du Loiret, C. 892. Rapport des procureurs syndics à l'assemblée provinciale.

Cette imposition était répartie en plusieurs rôles, ainsi que nous le verrons par la suite ; et pour compenser l'inégalité qui résultait à profit des privilégiés d'être taxés sur des rôles spéciaux, un édit du mois de février 1760, vint ordonner que « tous les sujets, *autres que les taillables*, seraient tenus de payer le double de leur capitation, avec les 4 sols pour livre d'icelle (1) » ; les officiers des finances durent payer le triple.

§ 2. — La capitation dans l'élection de Gien

La capitation était à la fois un impôt de quotité et un impôt de répartition. Il fallait distinguer à cet égard, la capitation des taillables et celle des non-taillables.

La capitation taillable fournissait à elle seule les 6/7 du montant total, c'est-à-dire que pour la généralité d'Orléans, sur la somme de 1.694.432 livres, les privilégiés ne payaient que 204.661 livres.

Il y avait une assez notable différence entre la capitation taillable et celle des privilégiés, au point de vue de la fixation.

La capitation taillable et ses impositions accessoires, y compris les 4 sols pour livre était fixée chaque année par une simple lettre ministérielle accompagnée d'un état qui en présentait les parties élémentaires ; la somme assignée à l'élection était répartie entre les contribuables au marc la livre de la taille. La différence entre cette somme et celle fixée pour la généralité dans le bref général (à partir de 1781) — cette dernière somme répartie entre les élections par l'intendant, « en raison du nombre et des forces connues des contribuables » — cette différence, dis-je représentait le montant de la capitation non taillable, c'est-à-dire celle qui était levée sur les nobles, les privilé-

1. DENISART, *Jurisprudence actuelle*, 1766 au mot *capitation*. Ce double de la capitation s'élevait en 1760, dans l'élection de Gien à 1.490 livres.

giés, les officiers de justice et les employés de la ferme ou de la régie... Aussi voyons-nous, à partir de 1781, le montant de la capitation taillable rester invariablement fixée (pour l'élection de Gien) à 89.533 livres, tandis que la capitation non-taillable varie en même temps et proportionnellement aux variations du montant total de la capitation assignée à l'élection.

La capitation s'éleva en 1715, dans l'élection de Gien, à environ 45.000 livres ; elle passa en 1748 à 58.344 liv., en 1760, à 59.064 livres, en 1762 à 59.895 livres, en 1764 à 61.500 livres, en 1766 à 64.600 livres, en 1769 à 73.941 livres (1), en 1779 à 87.557 livres, en 1782 à 92.274 livres, en 1786 à 91.783 livres et en 1787 à 92.251 livres (2). Elle eut donc une progression relativement rapide.

Le montant total de la capitation se décomposait ainsi ; nous prenons à titre d'exemple, l'année 1779 :

Capitation	Principal	4 sols par livre	6 deniers par livre (3)	Total
Des Taillables.....	69.343 ¹ 3 ^s 0 ^d	13.868 ¹ 4 ^s 8 ^d	1.733 ¹ 11 ^s 10 ^d	84.946 ¹ » »
Des Nobles.....	454 » »	90,16 »	11, 7 »	556, 3 »
Des Privilégiés.....	387 » »	77, 8 »	9,13, 6	474, 1,6
Des Officiers de Justice..	1.057,10 ^s	211,10 »	26, 8, 9	1.295, 8,9
Des Employés.....	237,10,6	43, 3,8	5, 7, 11	286, 2,1
TOTAL.....	71.479¹14^s	14.291¹12^s4^d	1.786¹ 9^s »	87.557¹15^s4^d
Décharges et modérations.....				
1 ^o Sur la Capitation des Nobles, etc.....	1.162, 5, 3	237 » »	29, 3, 3	1.428, 8,6
3 ^o Sur la Capitation des Taillables.....	891 » 8	178, 1 »	23, 4, 10	1.092, 6,6
	2.053 ¹ 5 ^s 11 ^d	415 ¹ 1 ^s »	52 ¹ 8 ^s 1 ^d	2.520 ¹ 15 ^s »
Soit = 87.557 ¹ 15 ^s 4 ^d				
— 2.520 ¹ 15 ^s				
Reste net = 85.037 ¹ »84 ^d			cy	85.037 ¹ »84 ^d

1. Déduction faite des décharges et modérations pour les années 1760, 1762, 1764, 1766 et 1769.

2. Arch. de Mimérand, série A.

3. 3 deniers pour livre au receveur particulier et 3 deniers au

Quant aux variations de la capitation taillable et de la capitation non-taillable, voici comment elles se présentaient :

	1781		1782		1785		1786	
Capitation taillable.....	89.533 ¹		89.533 ¹		89.533 ¹		89.533 ¹	
— des Nobles...	518 ¹		480 ¹		1.092 ¹		682 ¹	
— des Officiers..	1 359		1.332		1.224		1.224	
— des Privilégiés.	576		579		439		349	
— des Employés.	286		271		294		294	
Total de la capitation non taillable.....	2.741	2.741 ¹	2.262	2.262 ¹	3.060	3.060 ¹	2.550	2.550 ¹
Total général.....	<u>92.274¹</u>		<u>91.795¹</u>		<u>92.593¹</u>		<u>92.083¹</u>	

I. — RÉPARTITION DE LA CAPITATION DANS L'ÉLECTION DE GIEN

Le mode de répartition variait suivant qu'il s'agissait de la capitation roturière ou de la capitation privilégiée.

A. — Répartition de la capitation des taillables. — Après quelques tâtonnements du début, la répartition de la capitation roturière se modela rapidement sur celle de la taille. Des instructions furent envoyées par le contrôleur général des Finances, à l'intendant d'Orléans, M. de Bouville, pour que celui-ci tint compte dans la répartition non seulement de la situation sociale du contribuable, comme l'ordonnait les déclarations de 1695 et de 1701, mais aussi de ses biens et facultés. Bouville se servit donc des rôles des tailles pour le département de la capitation, mais il se servit de cette dernière pour corriger les injustices de la taille. Il prit le parti d'imposer la capitation du quart de la taille pour les artisans et labou-

receveur général. Il faut ajouter 4 deniers pour livre, représentant les taxations accordées aux collecteurs; ces 4 deniers pour livre étaient imposés par les collecteurs eux-mêmes, en supplément des rôles.

reurs, tandis qu'il surimposait les fermiers et autres particuliers qu'il trouvait trop soulagés (1). La capitation devint ainsi une sorte d'accessoire de la taille, chargé d'en atténuer les défauts (2). Chaque paroisse recevait ainsi de l'intendant non seulement le montant global de son imposition, mais aussi certaines taxes d'office destinées à compenser les inégalités de la taille... Le reste incombait aux collecteurs des tailles qui devait confectionner, sur le même modèle que le rôle des tailles, un rôle spécial de la capitation. Ce n'est qu'à partir de la déclaration du 13 avril 1761, que la capitation cessa d'avoir un rôle distinct et figura désormais sur le rôle ordinaire.

On trouvera dans le tableau suivant les variations que pouvait subir la capitation d'une année à l'autre, sur l'ensemble des taillables de plusieurs paroisses ; je donne en même temps le montant de la taille et de ses impositions accessoires, afin qu'on puisse se rendre compte des proportions qui existaient entre ces différentes impositions (3) (voir tableau p. 74).

Il est facile de se rendre compte que, tandis que la taille demeurait à peu près constante, la capitation suivait une marche ascendante ; cela provenait principalement des nombreuses taxes d'office imposées par l'intendant et qui servaient, comme nous l'avons dit, à compenser les inégalités résultant de la répartition de la taille.

B. — Répartition de la capitation des non-taillables. — On comprenait sous le nom générique de capitation des non-taillables, la capitation des nobles, celle des officiers de justice, police et finances, celle des privilégiés, celle des employés des fermes et de la régie. La confection de ces différents rôles appartenait également à l'intendant ; une fois arrêtés, ces rôles étaient adressés au Conseil du Roi afin qu'ils soient rendus exécutoires. Cepen-

1. Arch. nat. G⁷ 420. Bouville à Desmarets, 25 novembre 1705. Cf. DE BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 97.

2. Cf. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *l'Administration des intendants*, p. 25.

3. Arch. de Mimérand, série A et arch. personnelles.

TABEAU COMPARATIF DES TAILLES ET CAPITATION (1768-1780)

	1768	1769	1770	1771	1772	1773	1775	1777	1778	1780
Gien	{ Taille..... Imp. accessoires..... Capitation..... Totaux.....	6.150	6.150	6.380	6.380	6.382	6.382	6.382	6.382	6.382
		2.960	2.047	2.981	3.005	3.141	3.285	3.310	3.290	3.651
		3.364	3.364	3.349	3.489	3.604	3.587	3.699	3.704	3.854
		12.474	11.561	12.850	12.874	13.127	13.254	13.391	13.376	13.887
Beaulieu.....	{ Taille..... Imp. accessoires..... Capitation..... Totaux.....	5.140	5.140	5.140	5.140	5.142	5.142	5.142	5.142	5.142
		2.473	2.420	2.369	2.376	2.536	2.623	2.738	2.728	3.044
		2.811	2.811	2.811	2.811	2.903	2.995	2.980	2.984	3.105
		10.424	10.350	10.350	10.327	10.581	10.760	10.860	10.854	11.291
Briare.....	{ Taille..... Imp. accessoires..... Capitation..... Totaux.....	3.300	3.300	2.500	2.500	2.502	2.502	1.982	2.502	2.502
		1.588	1.554	1.167	1.156	1.103	1.098	1.269	1.035	1.124
		1.805	1.805	1.367	1.367	1.412	1.340	1.189	1.450	1.510
		6.693	6.659	5.034	5.023	5.017	4.940	4.432	4.987	5.136
Châtillon.....	{ Taille..... Imp. accessoires..... Capitation..... Totaux.....	5.450	5.450	5.450	5.450	5.452	5.450	5.452	5.452	5.452
		2.722	2.695	2.647	2.622	2.779	2.797	2.904	2.879	3.232
		2.981	2.981	2.981	2.981	3.051	3.241	3.160	3.164	3.292
		11.153	11.096	11.078	11.053	11.318	11.488	11.516	11.495	11.976
Sully.....	{ Taille..... Imp. accessoires..... Capitation..... Totaux.....	5.300	5.300	5.400	5.400	5.402	5.402	5.402	5.402	5.402
		2.699	2.496	2.672	2.653	2.817	2.887	2.885	3.212	3.193
		2.899	2.899	2.954	2.954	3.051	3.097	3.131	3.244	3.262
		10.898	10.695	11.026	11.007	11.232	11.386	11.408	11.858	11.857

dant le mode de répartition variait selon la catégorie de privilégiés dont il s'agissait.

1^o *Capitation de la noblesse.* — Pour la taxation des nobles l'intendant devait s'adjoindre dans chaque bailliage royal, un gentilhomme nommé par le Roi (1) ; de concert avec lui, il arrêta la cote de chaque contribuable, cote qui avait pour base environ le centième du revenu. On obtenait ainsi un rôle de principe, sur lequel pouvaient être accordées, par la suite, des décharges ou modérations.

La capitation des nobles venait d'ailleurs dans l'élection en déduction de la capitation taillable. Voici le rôle de la noblesse de l'élection de Gien, tel qu'il avait été arrêté pour l'année 1769, par l'intendant d'Orléans, par une commission en date du 14 mars (2) (V. tableau p. 76).

Nous avons vu que la capitation des nobles s'était élevée pour les années 1781, 1782, 1785 et 1786 aux sommes respectives de 518 livres, 480 livres, 1.092 livres et 682 livres ; en 1787, elle était de 829 livres.

2^o *Capitation des officiers de justice et finances.* — Cette capitation atteignait les officiers de bailliage ou sièges présidiaux, ceux des élections, ceux des greniers à sel et les maîtres des Eaux et Forêts. Ces différents magistrats devaient être taxés d'après un tarif annexé à la déclaration du 12 mars 1701 ; les cotes de ce tarif varièrent d'ailleurs plusieurs fois au cours du XVIII^e siècle ; en 1701, elles se répartissaient ainsi :

<i>Présidiaux et bailliages.</i> — 1 ^o Présidents, lieutenants généraux et particuliers, procureurs du Roi et greffiers en chef, pour le principal de la capitation.....		150 livres
2 ^o Conseillers et avocats du Roi.....	120	—
<i>Elections.</i> — 1 ^o Présidents et lieutenants.....		90 —
2 ^o Elus et greffiers.....	45	—
<i>Greniers à sel.</i> — 1 ^o Présidents.....		90 —
2 ^o Autres officiers.....	45	—
<i>Eaux et forêts.</i> — 1 ^o Maîtres particuliers.....		60 —
2 ^o Autres officiers.....	45	—

1. La tâche de ce gentilhomme s'effaça de plus en plus et celui-ci finit par disparaître.

2. Arch. de Mimérand.

PAROISSES	NOMS des contribuables	COTES	PAROISSES	NOMS des contribuables	COTES
Gien.....	La D ^{me} de Marville	32 ¹ 10 ^s	Dammarie.	Le Sr Delapierre..	6 ¹ 10 ^s
	La D ^{me} de Roze-		Levis.....	Les D ^{mes} de Mont-	
	mont.....	3,18		corps.....	3,18
	Le chevalier du		Mérilles...	Le Sr de Beaujeu.	19,10
	Faur.....	13 »		Le chevalier de	
	Le Sr de Rancourt			Beaujeu.....	15,12
	de Villiers.....	13 »	Ouzouer (Loire)	Le Sr de Tollède..	19,10
Annay....	Le Sr des Halles..	13 »	Pierrefitte.	Le Sr de Bonnestat	15,12
	La dame veuve de		St-Aignan.	Le Sr de Bazan-	
	la Barre.....	15,12		court.....	26 »
Breteau...	Le Sr du Verne de		St-Amand.	Le Sr Marie.....	23, 8
	Marancy.....	15,12	Sully.....	Le Sr Delastre....	32,10
Cernoy....	Le Sr de Racault.	26 »	Bonny.....	Le Sr de Finance.	6,10
Cosne.....	Le Comte de Jan-		Bonny.....	La dame veuve de	
	court.....	62, 8		Rancourt.....	13 »
	Le Sr de Pougny..	19,10	Trugny....	La dame veuve de	
	Le Sr de Courson.	42,18		Guerchy.....	13 »
	La D ^{me} de la Motte.	7,16		Le Sr de La Bus-	
	Le Sr Pasquier.	13 »		sière.....	31, 4
Dampierre.	Les D ^{mes} de Pougny	6,10	Thoucy...	La dame veuve	
	Le Sr de Cottereau	6,10		Dumottel.....	3,18
	Le Sr Dangeliers.	15,12		Total.....	536 ¹ 18 ^s

Le rôle était dressé par l'intendant avec le concours des présidents de chaque tribunal. Mais ceux-ci n'assistaient à la répartition que pour la forme, l'intendant ayant voix prépondérante.

La capitation des officiers de justice se monta pour l'élection de Gien, en 1769, à 576 livres ; en 1781, à 1.359 livres ; en 1785, à 1.224 livres ; en 1788, à 1.057 livres.

On trouvera ci-après le rôle des officiers du tribunal d'élection de Gien, pour l'année 1769 :

<i>Président :</i>		<i>Procureur du Roi :</i>	
Le Sr Janson de Couet.	108 l.	Le Sr Streingt.....	54 l.
<i>Elus :</i>		<i>Greffier :</i>	
Le Sr Bon.....	54 l.	Le Sr Depond.....	36 l.
Le Sr Chartier.....	54 l.	La d ^{me} v ^{re} Vannier (v ^{re} du	
Le Sr Bouzy.....	54 l.	précédent greffier....	18 l.
		Total.....	378 l.

3° *Capitation des privilégiés.* — On appelait privilégiés, les individus pourvus de charges ou de commissions les exemptant de la taille personnelle. La cote de ces contribuables était comme celle des nobles fixée au centième du revenu.

Cette capitation s'éleva dans l'élection de Gien aux sommes suivantes :

1769.....	351 ^l	1786.....	349 ^l
1781.....	576 ^l 19 ^s 6 ^d	1787.....	342 ^l
1782.....	579 ^l 12 ^s	1788.....	387 ^l
1785.....	439 ^l		

4° *Capitation des employés.* — On entendait par le nom « d'employés » les commis des Fermes ou des Régies. Avant 1772, ils étaient imposés à la capitation, comme les nobles et les privilégiés proportionnellement à leurs revenus. Ce ne fut qu'à partir de la décision ministérielle du 16 décembre 1772, qu'ils furent taxés au marc la livre de leurs appointements.

Le taux fixé était de :

1° 6 deniers pour livre, pour les appointements au-dessus de 1.000 livres ;

2° 4 deniers, pour les appointements de 400 à 1.000 livres ;

3° 2 deniers, pour les appointements de 400 livres et au-dessous.

En appliquant ce tarif, on obtenait pour l'élection de Gien, en l'année 1769 :

PAROISSES	QUALITÉS des Contribuables	COTES	PAROISSES	QUALITÉS des Contribuables	COTES
Gien....	Le Sr de Bagieu, receveur des taillies.....	58 ¹ 10	Cosne.....	Un Receveur.... Un Entrepouseur.. Quatre Gardes...	16 ¹ 18 ^s 9, 2 16, 18
	<i>Employés aux Aides</i>		St-Fargeau	Un Receveur.... Un Entrepouseur.. Un Garde séden- taire.....	24, 14 18, 4 3, 18
Gien....	Un Directeur... Un Commis à pied.....	31, 4 13	Sully.....	Un Receveur.... Deux Gardes sé- dentaires.....	18, 4 7, 16
	Quatre Commis. Quat. Receveurs	41, 12 52		Total.....	351 ¹
	<i>Employés des 5 gross. fermes</i>				
Gien ...	Un Receveur.. Un Sous-Brigad.. Quatre Gardes.	15, 12 6, 10 16, 18			

Quant au montant de cette quatrième capitation non-taillable, elle était pour les années suivantes de :

1769.....	351 l.	1786....	294 l.
1781.....	286 l. 7 s. 4 d.	1787....	322 l.
1785.....	294 l.	1788....	237 l. 10 s. 6 d. (1)

Les contribuables cotisés dans plusieurs rôles (aussi bien taillables que non-taillables) n'étaient tenus de payer qu'une fois la plus forte des taxes à laquelle ils étaient imposés.

Il faut également noter que les fils de famille mariés ou pourvus de charges, les femmes séparées de corps ou de biens devaient être taxés à part.

Chaque année, en janvier, l'intendant faisait une enquête sur les modifications éventuelles à apporter aux rôles arrêtés au Conseil, et il la transmettait au contrôleur général pour que celui-ci juge de l'utilité des changements à effectuer.

1. Arch. de Mimérand.

Les rôles de la capitation non-taillable étaient exécutoires par provision.

II. — RECOUVREMENT DE LA CAPITATION. — TAXATIONS. —
DÉCHARGES ET MODÉRATIONS. — FONDS LIBRES DE LA
CAPITATION.

Là encore il faut distinguer selon qu'il s'agissait de la capitation privilégiée ou roturière.

La capitation des non-taillables était levée dans chaque élection par un *receveur spécial* dépendant directement de l'intendant, auquel il devait rendre ses comptes. Ce receveur prélevait une taxation de 3 deniers pour livre de la recette effective ; 3 autres deniers allaient au receveur général.

Le recouvrement de la capitation taillable incombait aux collecteurs des tailles ; ceux-ci touchaient une commission de 4 deniers pour livre ; le receveur particulier des tailles et le receveur général avaient chacun 3 deniers pour livre de taxation.

La capitation devait être payée par les contribuables, en deux termes, mars et septembre, « même par préférence aux deniers de la taille » (déclaration du 12 mars 1701, art. 6).

Voici comment se calculaient les taxations accordées aux collecteurs ; je prends à titre d'exemple l'année 1779.

La capitation des taillables et 4 sols pour livre sont de	83.212 ^l 8 ^s 2 ^d		
Les décharges et modérations sont de	1.069, 1, 8		
	82.143 ^l 6 ^s 6 ^d		
Les 4 deniers pour livre aux collecteurs, sont de		1.369 ^l 1 ^s 1 ^d	
Les 6 deniers pour livre du principal de la capitation des taillables sont de	1 733 ^l 11 ^s 10 ^d		
Les décharges sur cette partie sont de	23, 4, 10		
	1.710 ^l 7 ^s »		
Les 4 deniers pour livre aux collecteurs sont de		28 ^l 10 ^s 1 ^d	
			1.397 ^l 11 ^s 2 ^d

On procédait de la même façon pour obtenir le montant des taxations dues aux comptables.

La procédure en matière de recouvrement de capitation était à peu près la même que celle usitée en matière de tailles. En cas de refus de paiement, il y avait commandement et saisie (1), puis vente aux enchères publiques si le contribuable ne pouvait pas payer ou bien persistait dans son obstination.

De même, les collecteurs étaient solidairement responsables de la rentrée de l'impôt.

Il y eut comme pour la taille, une période assez dure à traverser dans le recouvrement de la capitation ; le début du XVIII^e siècle fut marqué par plusieurs années malheureuses et les populations virent d'un mauvais œil cette nouvelle imposition. Les comptes du receveur de Rancourt nous annoncent des arriérés assez considérables jusqu'en 1715, et dans certaines paroisses, Oüanne, Thoucy en particulier, il fallut envoyer des dragons pour tenir garnison jusqu'au paiement total de l'impôt. Par la suite la capitation rentra régulièrement, souvent mieux que la taille, et les non-valeurs s'élevèrent à des sommes insignifiantes...

Le recouvrement de la capitation non-taillable suscita également nombre de difficultés ; beaucoup de nobles se refusèrent à la payer, demandèrent des réductions et il fallut procéder contre eux. Néanmoins, les résistances ne furent pas de longue durée ; d'ailleurs la noblesse payait une capitation relativement faible, eu égard à ses facultés...

Quoique le montant de la capitation taillable ait été immobilisé en 1780, le Conseil qui en avait fixé le chiffre, avait pris soin d'indiquer une somme plus élevée que celle qui devait rentrer en définitive dans les coffres du Roi ; on appelait cet excédent *les fonds libres de la capitation*. C'est sur ces fonds libres que l'intendant accordait les remises, décharges ou modérations, soit aux paroisses, soit aux individus qui avaient éprouvé des pertes et lui en avaient fait une demande.

1. Arch. personnelles. Commandement du 23 janvier 1703.

Les décharges et modérations étaient accordées moins facilement pour la capitation que pour la taille ; l'action, comme nous l'avons vu, appartenait à la catégorie des actions gracieuses, et il était parfois pénible de la faire aboutir. Cela est compréhensible : les *fonds libres* étant laissés à la disposition de l'intendant pour l'utilité de la province, les décharges et modérations en réduisaient d'autant plus le montant qu'elles étaient plus considérables.

Les décharges sur la capitation taillable furent toujours d'assez faible valeur dans l'élection de Gien ; elles oscillaient entre 1.000 et 2.000 livres, alors que pour la taille elles étaient d'une moyenne de 6.000 à 7.000 livres. Relativement plus importantes étaient les décharges et modérations sur la capitation privilégiée, surtout sur celle des officiers de justice ; elles atteignaient une moyenne annuelle de 1.200 à 1.500 livres à répartir sur 2.000 à 3.000 de capitation, c'est-à-dire près de 50 o/o ; mais il ne faut pas oublier que certaines de ces modérations étaient accordées pour *indemnité de service*, et dans ce cas elles jouaient l'office d'une véritable rétribution émanant du pouvoir central.

Voici l'état des décharges et modérations accordées par l'intendant de la généralité d'Orléans à quelques contribuables de l'élection de Gien, sur le montant de la capitation de l'année 1788 (1) (tableau p. 82).

Ces décharges et modérations qui se montaient en 1788 à 1.129 livres 6 sols, étaient de 2.520 livres 15 sols en 1779 ; il y eut donc une diminution notable. Le chiffre total des non-valeurs, décharges et modérations s'étaient élevées en 1787 et pour la généralité d'Orléans, à la somme de 48.000 livres qu'il fallait par conséquent déduire de 222.395 livres représentant le montant global des fonds libres de la capitation pour la généralité.

1. Arch. de Mimérand.

CAPITATION NON-TAILLABLE			CAPITATION TAILLABLE		
NOMS des contribuables	Décharges	MOTIFS	NOMS des contribuables	Décharges	MOTIFS
Le Sr de Villiers.	48 ¹ s	Indemnité de service	Gien : Le Sr Guérin.....	39 ¹ s d	Indemnité de service
Ladame de la Maison fort.....	57,12	Double emploi	Cosne : Le Sr Rameau.....	13, 4 »	Id.
Le Sr Brillard, lieutenant général. .	132 »	Indemnité de service	St-Fargeau : Le Sr Hérisson .	23, 4 »	Id.
Le Sr de Pontault, lieutenant particulier.	180 »	Id.	Sully : Le Sr Vil- loing.....	20, 5 »	Id.
Le Sr de Montmercy, conseiller.	114 »	Id.	Thoucy :		
Le Sr Paultre, avocat du Roy.....	129 »	Trop imposé	Louis Lallier..	5,19 »	Indigence
Le Sr Rousseau, procureur du Roy	120 »	Indemnité de service	Louis Perron ..	10,12 »	Id.
Le Sr Foucher, P ^e de l'Election... .	72 »	Id.	Bidin.....	2, 4 »	Id.
Le Sr Joubert, élu..	30 »	Id.	Edme du Bois .	1,16,6	Id.
Le Sr Bouzi, élu...	24 »	Id.	Pierre Petit....	1, 7,6	Id.
Le Sr Vannier, élu.	24 »	Id.	Edme Maillot..	1,13 »	Id.
Le Sr Chambrun, élu.....	24 »	Id.	Edme Baste ...	10, 3 »	Id.
Le Sr Dieulefilitz, greffier.....	21 »	Id.	Martin Bal- bade.....	6, 6 »	Id.
Total.....	993 ¹ 12 ^s		Total.....	135,14 »	
				993,12 »	
				1,129 ¹ 6 ^s d	

III. — CONTENTIEUX DE LA CAPITATION

La déclaration du 12 mars 1701, avait donné le contentieux de la capitation aux intendants ; ceux-ci jugeaient souverainement jusqu'à 50 livres ; au-dessus il était possible de faire appel devant le Conseil du Roi (art. 27).

Il y eut autour de ce contentieux une longue lutte entre l'autorité royale et les Cours des Aides ; celles-ci finirent d'ailleurs par triompher, et la déclaration du 13 avril 1761 vint enlever le contentieux aux intendants, pour le confier aux élections et en appel à la Cour des Aides. « Les contestations et procès, tant au civil qu'au criminel concernant les impositions comprises aux dits rôles (des tailles et capitations réunies) seront portés, instruits et jugés... en pre-

mière instance aux élections et par l'appel ès Cours des Aides, sans néanmoins que les dites cours puissent connaître des demandes en décharges et modérations de la capitation, fondées sur des pertes de récoltes, incendies ou autres événements, qui auraient opéré de la diminution dans les facultés des contribuables » (art. 1^{er}, déclaration du 13 avril 1761).

Ainsi les intendants gardaient, comme je l'ai dit, l'entière disponibilité des fonds libres, pour l'octroi des remises et modérations. De même l'intendant conservait le droit de recevoir les oppositions faites aux rôles de la capitation non-taillable et ils devaient juger « communément et sans frais » (déclaration du 12 mars 1701, art. 27 et déclaration du 13 avril 1761, art. 14).

Du fait même que les élections recevaient le contentieux de la capitation et de ses impositions accessoires, les contribuables se voyaient accorder toutes les actions contentieuses de la taille, mais aussi avec leurs longueurs et leurs frais.

Ce ne fut certes, pas là un avantage pour les taillables, mais cela donna un regain de vitalité aux tribunaux d'élections qui étaient en train de se mourir. Le dépouillement des actes du greffe et des sentences de l'élection de Gien, le prouve dans notre petit coin de province. Dès 1762, nous voyons les procès contre les collecteurs, les actions en radiation, en aide ou profit, en surtaux, en abus ou malversation se multiplier en ce qui regarde la capitation (1) ; cependant il faut noter que si leur nombre s'accroît pendant quelques années il ne tarde pas à diminuer. A partir de 1775 les procès deviennent plus rares ; on ne rencontre guère que des actions en surtaux et en décharge de collecte, et le tribunal de Gien recommence à connaître les auditoires vides, et la brève formule du greffier, sur le registre des sentences : « aujourd'hui, point de siège, ne s'étant point présenté de cause (2) ».

1. Arch. du Loiret, C. 946, C. 948, C. 954, C. 957, C. 966, C. 973, C. 975, C. 977, C. 978, C. 979.

2. Arch. du Loiret, C. 942, C. 943, C. 944, C. 945.

CHAPITRE III

LES VINGTIÈMES

§ 1^{er}. — Historique sommaire des vingtièmes

Au début du xviii^e siècle, les besoins du Trésor devenant de plus en plus considérables par suite de la guerre de la Succession d'Espagne, l'autorité royale se vit dans l'obligation de lever un nouvel impôt, auquel on donna le nom de *dixième*. La déclaration du 14 mars 1710 (1) qui en ordonnait la perception, s'expliquait d'ailleurs longuement sur les motifs qui en avaient décidé la création.

L'impôt du dixième était en somme la réalisation presque complète des idées chères à Boisguilbert, dans son *Détail de la France* et à Vauban, dans sa *Dîme royale*. Les revenus du contribuable étaient frappés à leur source et en connaissance de cause (2),

Le dixième fut bientôt supprimé et la déclaration d'août 1717 ne laissa subsister que l'impôt sur les émoluments des fonctionnaires et les pensions.

Mais en 1733 (3), l'impôt du dixième réapparut avec la

1. Arch. nat. AD, IX, 400. ISAMBERT, *Anciennes lois*, t. XX, p. 558.

2. Cf. sur l'établissement du dixième : SAINT-SIMON, *Mémoires*, éd. de Boislisle, t. XIV, p. 341-343 et appendice XII.

3. La déclaration du 5 juin 1725 avait établi, entre-temps, un nouvel impôt du *cinquantième* des biens-fonds, à percevoir, en nature sur les terres et en argent sur les maisons, un cinquantième des offices et droits à percevoir par retenue, et un cinquantième des rentes particulières. Devant la formidable opposition soulevée par cet impôt, la déclaration du 21 juin 1726 vint abolir le cinquantième en nature, et décida que sa perception aurait lieu en argent. Les

guerre de la Succession de Pologne (déclaration du 17 nov. 1733) ; il fut d'ailleurs supprimé en 1736, avant la clôture définitive des hostilités.

La guerre de la Succession d'Autriche le ramena en 1741, et un édit de décembre 1746 y ajouta deux sols pour livre à compter du 1^{er} janvier 1747 ; ces deux sols devaient, aux termes de cet édit, ne plus être levés à dater de décembre 1756, mais une déclaration du 7 juillet 1756 enregistrée en un lit de justice, tenu à Versailles le 21 août suivant, les prorogea pendant dix autres années.

rôles de l'élection de Gien furent arrêtés par l'Intendant de la façon suivante, pour l'année 1727 :

1^o *Cinquantième des biens-fonds.*

A. — Montant des rôles du cinquantième du revenu en argent tant des maisons et autres biens des villes et faubourgs, que ceux des paroisses de l'élection..... 9.782^l 15^s

B. — Taxations de 4 deniers pour livre aux col-
lecteurs 153^l 7^s
Taxations de 4 deniers pour livre au receveur. 150, 16^s
Total..... 304^l 3^s

C. — Décharges et modérations.

a) Aux échevins de la ville de Gien, pour impos-
sibilité de recouvrement..... 54^l
b) Aux seigneurs du canal de Briare..... 500^l
c) Au S^r Courtin de Dampierre..... 7^l 4^s
d) Différents particuliers..... 18^l 11^s
Total..... 579^l 15^s

Soit en déduction..... 883^l 19^s

Montant net du cinquantième..... 8.898^l 16^s

2^o *Cinquantième des offices et droits... ?*

3^o *Cinquantième des octrois et revenus patrimoniaux.*

Art. 1 ^{er} Ville de Gien..	15 ^l 11 ^s	Art. 4 ^e Ville de Bonny...	2 ^l 12 ^s
Art. 2 ^e Ville de St-Far- geau.....	10 »	Art. 5 ^e Ville de Sully...	2 ^l 16 ^s
Art. 3 ^e Ville de Cosne...	9 ^l 5 ^s	Art. 6 ^e Ville de Thoucy.	9 ^l 10 ^s
		Total.....	49 ^l 14 ^s

à payer par les maires et échevins de ces différentes villes (Arch. de Mimérand, série B^b).

L'impopularité de cet impôt ne faisant que grandir, la déclaration du 7 juillet 1717 (arch. nat. A.D., IX, 384) vint le révoquer purement et simplement. Les rentrées de fonds avaient d'ailleurs été des plus médiocres.

Ce fut l'édit de mai 1749 (1), qui, en même temps, qu'il portait création d'une caisse générale des amortissements pour le remboursement des dettes de l'Etat, transforma le dixième, en impôt du *vingtième*. Conformément aux projets de Machault d'Arnouville, l'imposition qui devait être supprimée en 1748, fut maintenue à un taux beaucoup plus faible, pour alimenter la caisse d'amortissement : devaient y être astreints, « tous les revenus et produits des sujets et habitants du royaume, pays, terres et seigneuries, sans aucune exception ». Cependant les deux sols pour livre du dixième, établis en 1656 étaient maintenus.

Cet impôt du vingtième présentait cette caractéristique qu'il était établi en pleine paix ; son règne promettait donc d'être de longue durée. D'ailleurs, Machault d'Arnouville avait créé dans chaque intendance, tout un personnel spécial pour la répartition et l'administration du vingtième, avec directeur et contrôleurs, ce qui prouve que la suppression ne devait pas en être envisagée de sitôt.

A partir de 1749, le vingtième du revenu semblait être la base minima adoptée pour cette imposition qui pouvait être doublée ou même triplée en cas de besoin.

C'est ce qui devait avoir lieu en effet : une déclaration du 7 juillet 1756, établit un second vingtième qui, à l'instar du premier tendit à se perpétuer. En 1764, ce deuxième vingtième fut également affecté à l'amortissement de la dette ; en même temps on fixait la durée des deux vingtièmes qui devait expirer l'un en 1770, l'autre en 1772.

De prorogation en prorogation (édit de novembre 1771 ; édit de février 1780, etc...) ces deux vingtièmes parvinrent jusqu'à la Révolution.

Dans les moments difficiles, le pouvoir royal alla même jusqu'à leur adjoindre un troisième vingtième ; celui-ci fut perçu de 1760 à 1763 (édit de février 1760) et de 1782 à 1786 (édit de juillet 1782).

Ainsi partie du principe d'une imposition temporaire, la

1. Arch. nat. AD., IX, 401. ISAMBERT, *Anciennes lois*, t. XXII, p. 233.

royauté aboutit donc à l'égard des vingtièmes, à une imposition à peu près perpétuelle. Cependant le caractère des vingtièmes se maintint jusqu'à la fin et ceux-ci ne figurèrent jamais aux rôles des impositions normales et ordinaires.

§ 2. — Les vingtièmes dans l'élection de Gien

Bien qu'il se présentât comme une imposition générale sur le revenu, l'impôt des vingtièmes ou du dixième n'en comprenait point toutes les sources, et les textes énuméraient spécialement et séparément les revenus qu'il saisisait. C'était essentiellement le revenu des immeubles, les rentes, le produit des droits féodaux et seigneuriaux.

Ainsi les vingtièmes n'atteignaient pas le bénéfice de l'exploitant agricole, du fermier ou du métayer, mais seulement celui du *propriétaire*. D'autre part, les ouvriers et les journaliers (manœuvres et autres) n'y étaient pas assujettis. Il n'existait donc pas de cédule sur les salaires comme aujourd'hui ; ces individus ne payaient qu'une taille modique et une capitation que lorsque cette taille dépassait 40 sols. *Ils étaient donc très faiblement imposés.*

Les vingtièmes se divisaient en trois catégories selon la nature du revenu imposé ; on distinguait :

- a) Les vingtièmes des biens-fonds ;
- b) Les vingtièmes d'industrie ;
- c) Les vingtièmes des offices et droits.

Ces trois sortes de vingtièmes se montaient respectivement pour la généralité d'Orléans, en l'année 1787 à :

Vingtième des biens-fonds	1.812.743 livres
Vingtième d'industrie.....	61.979 —
Vingtième des offices et droits.....	24.630 —
Total	1.899.352 livres (1)

Avant 1776, il avait existé une quatrième catégorie de vingtièmes, celle des *octrois et revenus patrimoniaux* ; ceux-

1. Arch. du Loiret, C. 392.

ci étaient en effet imposés sur des rôles particuliers, mais à dater de 1774, ils furent incorporés au vingtième des offices et droits. La déclaration du 14 mars 1710, avait également prévu le *vingtième mobilier*, imposition sur les rentes, mais celui-ci étant perçu par retenue n'a pas laissé grandes traces derrière lui.

Le montant global des vingtièmes se répartissait de la façon suivante entre les différentes élections de la généralité (1) :

ÉLECTIONS	Vingtièmes et 4 sols	ELECTIONS	Vingtièmes et 4 sols
Orléans (livres...)	340.044 ¹	Report....	1.400.570 ¹
Beaugency.....	91.234	Pithiviers.....	130.741
Blois.....	139.260	Montargis.....	99.629
Vendôme.....	85.968	Gien.....	122.036
Châteaudun.....	208.991	Romorantin.....	74.191
Chartres.....	410.315	Clamecy.....	72.480
Dourdan.....	124.758		
A reporter....	1.400.570 ¹	Total (2).....	1.899.650 ¹

L'élection de Gien venait donc au septième rang pour l'importance des vingtièmes levés dans sa circonscription.

Voici maintenant comment se décomposait le montant global des vingtièmes payés par l'élection de Gien, et leur concordances respectives dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (Voir le tableau, page 89).

De même que la capitation les vingtièmes subirent donc une marche ascendante ; la progression brusque des années 1785 et 1786 provient de l'adjonction d'un troisième vingtième représentant la somme de 52.805 livres.

En 1748, le produit net du dixième (c'est-à-dire des deux vingtièmes, y compris les 2 sols pour livre) avait été de 88.000 livres.

1. Arch. de Mimérand.

2. J'ai tenu compte dans l'addition des sols et deniers que je n'ai pas fait figurer au tableau.

LES VINGTIÈMES DANS L'ÉLECTION DE GIEN, DE 1768 A 1786

	1768	1769	1770	1774	1776	1778	1782	1785	1786
1 ^{er} vingtième des biens-fonds.....	40.253 ¹	37.952 ¹	40.164 ¹	41.743 ¹	48.825 ¹	51.021 ¹	52.554 ¹	52.643 ¹	52.805 ¹
2 ^e vingtième des biens-fonds.....	40.253	37.952	40.164	41.743	48.825	51.021	52.554	52.643	52.805
3 ^e vingtième des biens-fonds.....	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	52.643	52.805
4 sols pour livre du 1 ^{er} vingtième.	8.052	7.590	8.032	8.348	9.758	10.204	10.510	10 528	10.561
Vingtième d'Industrie.....	3.480	3.488	3.408	3.208	3.330	3.332	3.333	3.231	3.233
Vingtième des offices et droits...	920	920	920	858	858	1.425	1.425	1.419	1.420
Vingtième des octrois et revenus patrimoniaux.....	552	552	552	552	552	néant	néant	néant	néant
Totaux	93.510 ¹	88.454 ¹	93.240 ¹	96.452 ¹	112.148 ¹	117.003 ¹	120.376 ¹	173.107 ¹	173.629 ¹

Les vingtièmes devaient être perçus dans l'élection de Gien jusqu'en l'année 1791 ; à cette date (avril 1791) le montant brut des vingtièmes selon les rôles était de 122.123 livres, sur laquelle somme il restait à recouvrer 52.922 livres 8 sols 7 deniers. Le montant brut des impositions ordinaires était pour la même année de 308.662 l. sur lesquelles 203.894 livres (les 2/3 avaient déjà été versés au receveur particulier) (1).

Un bordereau général des impositions dressé par le sieur de Rancourt, receveur des tailles, nous donne pour l'année 1790, au 1^{er} octobre, les indications suivantes, tant à l'égard des vingtièmes que de leur importance en regard des autres contributions. Ces indications sont doublement intéressantes à citer, parce qu'elles nous font connaître la répartition des diverses impositions, entre les districts qu'on avait découpés dans l'élection de Gien et qu'elles nous indiquent la part contributive de chacun d'entre eux et l'état des recouvrements effectués. Je cite ce tableau à cet endroit parce qu'il a une valeur, non

DISTRICTS	ROLES	Montant	TOTAUX des imposit.	Reste à recouvrer s. chaque rôle	TOTAUX des recou- virements à faire
Gien.....	Impos. ordinaires.	141.518 ¹	215.612 ¹	90.234 ¹	151.791 ¹
	Vingtièmes.....	57.889		45.352	
	Prestations.....	16.205		16.205	
Cosne.....	Imp. ordinaires...	70.088	104.012	67.541	100.865
	Vingtièmes.....	25.902		25.302	
	Prestations.....	8.022		8.022	
St-Fargeau.	Imp. ordinaires...	72.014	106.291	62.933	96.903
	Vingtièmes.....	26.035		25.728	
	Prestations.....	8.242		8.242	
Auxerre...	Imp. ordinaires...	24.203	37.940	?	37.938
	Vingtièmes.....	10.877		?	
	Prestations.....	2.860		?	
	Totaux..	463.855 ¹	463.855 ¹		387.497 ¹

seulement à l'égard des vingtièmes, mais aussi à l'égard des autres impôts que nous avons déjà étudiés (1).

Au 1^{er} octobre 1790, il restait donc à recouvrer une somme de 387.497 livres sur 463.855 livres, montant total des impositions ; il est à noter d'ailleurs que les recouvrements qui étaient effectués pour les 2/3 environ dans le district de Gien, ne l'étaient que dans des proportions insignifiantes pour les trois autres districts de Cosne, Saint-Fargeau et Auxerre. Les prestations n'étaient pas rentrées, la taille et la capitation assez faiblement, les vingtièmes pour à peine un quart et cela seulement dans le district de Gien.

I. — ASSIETTE ET RÉPARTITION DES VINGTIÈMES

Les vingtièmes furent de tous les impôts de l'Ancien Régime, la contribution la plus équitable et la mieux répartie ; ce fut la seule qui atteignit véritablement les biens et revenus des privilégiés, et les obligea à venir en aide au Trésor, proportionnellement à leurs revenus.

Les vingtièmes se présentaient sous forme d'impôts cédulaires sur le revenu, analogues à bien des égards à l'in-

1. Il faut faire exception des sommes figurant les prestations en argent, représentatives de la corvée. Je les cite quand même, quoique la corvée ne figure pas au texte de cet ouvrage.

Voici d'ailleurs au sujet de la corvée en nature et de son rachat, quelques indications concernant la généralité d'Orléans. La corvée y avait subsisté jusqu'en 1787, avec faculté de rachat pour les communes (celles-ci n'en profitèrent d'ailleurs pas). Un arrêt du Conseil du 6 septembre 1786, ordonna l'essai pendant trois ans de la conversion de la corvée en nature en une prestation en argent. Le montant ne devait pas, aux termes de cet arrêt, dépasser le sixième de la taille, des impositions accessoires et de la capitation taillable, réunies. L'intendant d'Orléans préféra fixer la prestation au quart du montant de la taille. Il obtint ainsi pour la généralité une somme de 586.385 livres, sur laquelle le département de Montargis-Gien devait fournir 58.807 livres. — Cf. FROMONT, *l'Assemblée provinciale de la généralité d'Orléans*, p. 276-278.

come-tax britannique (1); ils atteignaient toutes les catégories de ressources, quelle que soit leur provenance : revenus fonciers, industriels ou commerciaux, mobiliers, émoluments attachés à des charges ou office, revenus des villes, octrois et droits patrimoniaux. D'où cinq divisions essentielles dans la répartition et le recouvrement des vingtièmes, divisions qui, à vrai dire, constituaient autant d'impôts particuliers pour lesquelles les procédés d'assiette et de perception étaient sensiblement différents.

1^o Vingtièmes des biens-fonds. — Ce furent de tous les impôts établis sous le noms de vingtièmes, ceux qui produisirent les plus grosses ressources.

Ce vingtième des biens-fonds n'atteignait que les propriétés foncières et les industries ayant une assiette foncière (terres, prés, bois, vignes, marais, pacages, usages, étangs, rivières, moulins, forges, fourneaux et autres usines, cens, rentes, dîmes, champarts, droits seigneuriaux, péages, passages, droits de pont, bacs et rivières, maisons (2) et tous autres droits et biens, tenus à rente, affermés ou non) (déclaration du 14 octobre 1710, art. 1^{er} et 2).

L'impôt frappait le revenu net, c'est-à-dire le revenu brut, déduction faite des frais, charges et réparations; pour les fermes, seul le revenu du propriétaire était taxé; le bénéfice de l'exploitant, fermier ou métayer ne l'était pas.

Voici comment s'effectuait l'assiette : tout propriétaire, noble ou roturier, devait fournir une déclaration contenant la nature, l'étendue, la qualité et le produit de ses biens-fonds, sous peine d'une taxe double en cas de non-déclaration, ou d'une taxe quadruple en cas de fausse déclaration.

Cette déclaration était envoyée au directeur du dixième, qui siégeait au chef-lieu de la généralité sous l'autorité de l'intendant. Le directeur aidé des contrôleurs des vingtièmes qui vérifiaient l'exactitude des déclarations, établis-

1. MARION, *les Impôts directs*, p. 64.

2. Les maisons de campagne n'étaient assujetties aux vingtièmes que lorsqu'elles étaient louées, l'exemption fut restreinte par la suite.

sait alors les rôles que l'intendant rendait exécutoires. Nobles, privilégiés et roturiers de la même paroisse avaient été au début cotisés sur le même rôle; mais il y avait des différences dans le recouvrement; par la suite les nobles eurent un rôle particulier.

Il y eut deux vingtièmes des biens-fonds, et à un certain moment trois vingtièmes; 4 sols pour livre avaient été ajoutés au premier vingtième.

Les vingtièmes des biens-fonds subirent dans l'élection de Gien une marche ascendante; j'ai dit qu'ils avaient passé de 83.493 livres en 1769 à 173.631 livres en 1786 (par suite de l'adjonction du troisième vingtième); ils n'étaient plus que de 98.703 livres en 1790. Voici comment ils se répartissaient avec les 4 sols pour livre du premier vingtième pour quelques paroisses de l'élection.

PAROISSES	1781				1782			
	1 ^{er} ving- tième	2 ^e ving- tième	4 sols pour livr.	To- taux	1 ^{er} ving- tième	2 ^e et 3 ^e ving- tième	4 sols pour livr.	To- taux
Gien.....(livres)	2.245	2.245	448	4.938	2.245	4.489	448	7.182
Beaulieu.....	1.471	1.470	294	3.235	1.471	2.941	294	4.706
Briare.....	710	712	142	1.564	710	1.420	147	2.277
Cosne.....	2.370	2.372	474	5.216	2.370	4.742	471	7.583
Nevoy.....	724	725	144	1.593	707	1.414	141	2.262
Poilly.....	1.470	1.472	294	3.236	1.449	2.898	289	4.636
St-Fargeau.....	2.097	2.098	419	4.614	2 091	4 183	418	6.692
Sully.....	2.116	2.116	423	4.655	2.120	4.240	424	6.784

La manière de procéder pour l'assiette des vingtièmes était donc contraire à celle employée pour les autres impositions; à l'égard de celles-ci la répartition était faite entre les paroisses de l'élection, et ensuite entre les différents contribuables de la paroisse, tandis que pour les vingtièmes, la répartition était d'abord effectuée entre les contribuables et la réunion de leurs cotes donnait le montant de l'imposition de la paroisse. Cette différence provenait de ce que les vingtièmes étaient un impôt de quotité et non un impôt de répartition comme la taille ou la capitation.

Les vingtièmes des biens-fonds ci-dessus cités, contiennent à la fois les cotes des nobles et privilégiés et celles des taillables; il n'était pas en effet, réalisé de distinction sur les rôles, et il nous est par conséquent impossible de savoir quels étaient les coefficients respectifs de ces différentes cotes, dans l'élection de Gien. Différentes indications permettent cependant d'affirmer que les cotes de biens-fonds appartenant à des nobles ou privilégiés se montaient à environ les $\frac{3}{5}$ de la somme totale. Sur 112.000 livres, somme représentant les deux vingtièmes et les 4 sols pour livre du premier pour l'année 1781, les cotes non-taillables avaient fourni environ 70.000 livres.

2° **Vingtième d'industrie.** — Il pesait sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales, mais il fut toujours appliqué d'une façon très lâche, le mot d'*industrie* ayant sous l'Ancien Régime, une acception excessivement vague...

Il est d'ailleurs caractéristique de noter que les moulins, les forges, les mines étaient compris dans les vingtièmes des biens-fonds; ces industries ayant une assiette foncière, leurs revenus étaient considérés comme fonciers; et quand certains auteurs disent que le vingtième d'industrie rapportait peu sous l'Ancien Régime, on ne peut s'empêcher de sourire, car la raison de ce fait, c'est en effet que les professions industrielles du sens moderne, susceptibles de payer de larges impôts étaient cotisées dans le vingtième des biens-fonds et échappaient ainsi à toute discrimination (1).

Le vingtième d'industrie fut toujours d'un faible rendement, parce que les revenus de l'industrie (tel qu'on entendait ce mot sous l'Ancien Régime) étaient déjà frappés par la taille et la capitation, et que l'autorité royale ne voulut pas les surcharger.

En 1757, un arrêt du Conseil supprima toutes les cotes d'industrie inférieures à 3 livres un autre arrêt du

1. Cf. M. OLIVIER MARTIN à son cours (1922-1923), *Les finances à la fin de l'Ancien Régime*.

2 novembre 1777 (1) vint supprimer définitivement les vingtièmes d'industrie dans les villages, les bourgs et les campagnes. Les rôles d'industrie ne furent d'ailleurs jamais assujettis au troisième vingtième.

A dater de 1777, il n'y eut plus que sept paroisses de l'élection de Gien assujetties aux vingtièmes d'industrie ; voici le département qui avait été fait pour elles, par l'intendant, en l'année 1788.

Département fait par Nous, ADRIEN-PHILIBERT DE CYPRIERRE DE CHEVILLY, *Chevalier, Baron de Chevilly, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire en son Hotel, Intendant de Justice, Police et Finances en la généralité d'Orléans*, des sommes qui doivent être perçues pendant l'année 1788, en exécution des édits des mois de mai 1749, novembre 1771, février 1780 et septembre 1787, pour les deux vingtièmes et les quatre sous pour livre du premier vingtième de l'industrie, sur les marchands, négociants et artisans des villes de l'élection de Gien, le tout ainsy qu'il suit :

NOMS DES VILLES	1 ^{er} et 2 ^e Vingtième	4 sous pour livre du 1 ^{er} vingtième	TOTAL
Gien.....	654 ¹ » s	65 ¹ 8s	719 ¹ 8s
Briarre-le-Canal.....	255, 10.	25, 11	281, 1
Châtillon-sur-Loire.....	187 »	18, 14	205, 14
Cosnes.....	817, 10	81, 15	899, 5
Saint-Fargeau.....	305, 10	30, 11	336, 1
Sully.....	291 »	29, 2	320, 2
Thoucy.....	429 »	42, 18	471, 18
	2.939 ¹ 10s	293 ¹ 19s	3.233 ¹ 9s

Arrêté le présent Département par Nous, Intendant susdit, à la somme de 3.233 livres 9 sous...

Fait le 10 mars 1788.

Signé : DE CHEVILLY

La suppression des rôles d'industrie des villages et campagnes n'avait donc pas diminué de beaucoup le montant global de cette imposition ; nous avons pu voir en effet que les vingtièmes d'industrie ne s'étaient élevés, à l'époque de leur meilleur rendement (1769), qu'à la somme de 3.488 livres ; il n'y avait donc qu'une faible différence de 255 livres provenant de la suppression des cotes des bourgs et campagnes.

3° Vingtième mobilier. — Cet impôt ne comportait pas de rôles spéciaux ; c'était le système de la retenue qui était appliqué (déclaration du 14 octobre 1710 et édit de mai 1749). Soustrait totalement aux regards, ce vingtième mobilier n'a laissé dans les comptes du receveur de Rancourt que quelques récépissés insignifiants ; il fut d'ailleurs assez rarement appliqué.

4° Vingtièmes des offices et droits. — Ces vingtièmes atteignaient les émoluments et ressources provenant de charges ou d'offices. Il fallait distinguer deux cas :

A. — Si les gages étaient payés par l'Etat, la Ferme, le Clergé ou une grande administration le principe de la retenue était appliqué ; il n'y avait donc pas de rôle.

B. — Si les revenus provenaient de droits acquittés par le public (honoraires des notaires, greffiers, huissiers, receveurs, etc...), la cote était fixée par l'intendant, d'après les déclarations des intéressés, dans un rôle qui devait être arrêté au Conseil.

Les offices et droits furent exempts du troisième vingtième.

Cet impôt fut également d'un rendement modique ; il dépassa rarement 1.000 livres pour l'élection de Gien ; l'administration admit d'ailleurs rapidement une sorte de forfait, équivalent à peu près au vingt-cinquième du revenu, et souvent à beaucoup moins.

Voici le rôle des offices et droits de l'élection de Gien, tel qu'il fut arrêté au Conseil le 27 décembre 1768 (1) :

NOMS DES CONTRIBUABLES	1 ^{er} et 2 ^{me} ving- tièmes y compris les 4 sols pour livre	NOMS DES CONTRIBUABLES	1 ^{er} et 2 ^{me} ving- tièmes y compris les 4 sols pour livre
Greffier du Bailliage de Gien.....	161 10 ^s	Le notaire à Trugny.....	61 12 ^s
Greffier de la Prévôté de Gien...	33 »	id. à Arquian.....	6, 12
Greffier de l'Election.....	33 »	id. à Annay.....	6, 12
Les procureurs au Bailliage.....	44 »	id. à Soubiers.....	6, 12
id. en la Prévôté.....	33 »	id. à Lugny.....	6, 12
id. en l'Election.....	13, 4	Les notaires à Saint-Brissson.....	13, 4
Le 1 ^{er} Huissier de la Prévôté.....	2, 4	id. à Coullons.....	13, 4
Les Huissiers de la Prévôté.....	9, 18	id. à Châtillon.....	13, 4
id. au Bailliage.....	22 »	id. à Bonny.....	13, 4
Le 1 ^{er} Huissier audiencier.....	2, 4	id. à Beaulieu.....	13, 6
Le propriétaire du poids le Roy, à Gien.....	3, 6	id. à Cosne.....	19, 16
Le propriétaire du poids le Roy, à Sully.....	4, 8	id. à Oüanne.....	19, 16
Le propriétaire du minage, à Gien.	5, 10	id. à Thoucy.....	13, 4
Le propriétaire du péage par eau, à Gien.....	132 »	Le greffier du grenier à sel de Gien	4, 8
Le propriétaire du péage par eau, à Sully.....	105, 12	Les huissiers au grenier à sel de Gien.....	6, 12
Le propriétaire du péage par eau, à St-Firmin.....	138, 1	Le greffier du grenier à sel de Cosne	5, 10
Le notaire à Gien.....	6, 12	id. de St-Fargeau	8, 16
id. à Briare.....	6, 12	id. de Sully.....	16, 10
id. à Ouzouer-sur-Trézée..	6, 12	Le receveur des revenus d'octrois de Saint-Fargeau.....	3, 17
id. à Autry-la-Ville.....	6, 12	Le secrétaire-greffier de l'Hôtel com- mun de Saint-Fargeau.....	2, 4
id. à Saint-Gondon.....	6, 12	Le receveur des revenus d'octrois, à Bonny.....	1, 2
id. à Ouzouer-sur-Loire..	6, 12	Le receveur des revenus d'octrois, à Sully.....	2, 4
id. à Dampierre-en-Burly..	6, 12	Le secrétaire-greffier de l'Hôtel de Ville de Sully.....	2, 4
id. à Sully.....	6, 12	Le secrétaire-greffier de l'Hôtel de Ville de Cosne.....	6, 12
id. à Cernoy.....	6, 12	Le receveur des revenus d'octrois de Cosne.....	3, 16
id. à Pierrefitte.....	6, 12	Le receveur des tailles.....	1, 10
id. à Nevoy.....	6, 4		
id. à Saint-Fargeau.....	6, 12		
id. à Faverelles.....	6, 12		
id. à Ménilles.....	6, 12		
id. à Bléneau.....	6, 12		
id. à Saint-Amand.....	6, 12	Total.....	920 l.

5^o Vingtième des octrois et revenus patrimo-
niaux. — L'article de la déclaration du 14 octobre 1710,
avait déclaré soumis également aux vingtièmes (ou
dixième), « les octrois et revenus patrimoniaux commu-
naux et autres biens et héritages, des villes, bourgs, vil-

lages, hameaux et communautés, même les droits de messageries, carrosses et coches, tant par terre que par eau ».

Cette cédule ne fut jamais considérable ; elle s'éleva pour l'élection de Gien à une moyenne de 550 livres (1), et à partir de 1776, elle fut incorporée aux vingtièmes des offices et droits.

Ainsi l'impôt des vingtièmes, sur le revenu présentait donc des caractères essentiellement réalistes dans son assiette et sa répartition ; quelques rares exceptions mises de côté, il ne laissait aucune place à l'arbitraire ; conçu d'une façon scientifique, il fut très satisfaisant dans son fonctionnement.

II. — RECOUVREMENT DES VINGTIÈMES. — PRÉPOSÉS. — TAXATIONS. — DÉCHARGES ET MODÉRATIONS. — VÉRIFICATION DES PAROISSES.

L'article 12 de la déclaration du 14 octobre 1710 confiait le recouvrement des deniers provenant du dixième (ou des vingtièmes) aux receveurs des tailles, dans les pays d'élections. Ceux-ci étaient aidés dans leur tâche, en ce qui concerne les vingtièmes des biens-fonds appartenant à des taillables, par des *préposés*, chargés de la collecte dans les paroisses.

Ces préposés étaient nommés par l'intendant sur la présentation du receveur des tailles de l'élection ; quelquefois, ils se confondaient avec les collecteurs des tailles. Ils n'étaient chargés que du recouvrement du vingtième des biens-fonds, et des vingtièmes d'industrie. L'impôt sur les revenus fonciers appartenant à des nobles était perçu par le receveur des tailles, directement ; il en était de même pour le vingtième des offices et droits et le vingtième des octrois et revenus patrimoniaux.

Les préposés touchaient 4 deniers pour livre de taxa-

1. Arch. de Mimérand.

tions, à prélever sur la recette effective ; le receveur des tailles avait 3 deniers et le receveur général 3 deniers. Il fallait en outre ajouter les appointements du directeur du dixième, et ceux des contrôleurs, au total les frais de perception étaient de 10 à 11 deniers pour livre.

Le contrôleur général des Finances accordait facilement pour les vingtièmes des décharges et modérations ; il suffisait de lui adresser une demande en exposant les motifs qui faisaient solliciter une remise ; l'intendant examinait la question et donnait son avis sur la nécessité de la modération.

Les demandes en décharges et modérations furent assez nombreuses dans l'élection de Gien, mais elles ne se montèrent jamais à des sommes importantes ; les vingtièmes rentraient d'ailleurs régulièrement et l'arriéré n'était pas considérable. Le receveur des tailles donnait quittance pour une moyenne de 7.000 livres par quinzaine ; en mai 1782, il restait seulement à recouvrer 3.391 livres sur les 117.005 livres de l'exercice 1781 ; les années précédentes étaient entièrement couvertes.

Voici les sommes globales auxquelles se montèrent les remises et modérations accordées à l'élection de Gien, au cours de quelques années :

1774. — Deux vingtièmes : 83.486 livres.

Décharges et modérations :

1 ^o Sur le vingtième des biens fonds.....	521 l. 5 s.
2 ^o Sur le vingtième d'industrie.....	11
3 ^o Sur le vingtième des revenus patrimoniaux et octrois.....	néant
4 ^o Sur le vingtième des offices et droits.....	6
5 ^o Sur les 4 sols pour livre du premier vingtième.	107 13
Total.....	643 l. 18 s.

1786. — Trois vingtièmes : 173.631 livres.

Décharges et modérations :

1 ^o Sur les biens-fonds.....	804 l. s.
2 ^o Sur l'industrie.....	7 10
3 ^o Sur les offices et droits.....	54 10
4 ^o Sur les 4 sols pour livre....	57 13
Total.....	923 l. 13 s.

Ces décharges étaient en 1780, de 1.178 livres 13 sols, se décomposant ainsi :

BIENS-FONDS		MONTANT DE LA REMISE		
Paroisses	Noms des contribuables	Sur le 1 ^{er} et 2 ^e vingtième	Sur les 4 sols pour livre	Total
Gien	Claude Séguin, l'ainé.	3 ¹ 10 ^s	1 7 ^s	3 ¹ 17 ^s
	M. de Montmercy....	4. 10	9	4. 19
Argenou...	M. le Duc de Nivernais.	27 »	2. 4	29. 4
Autry	Le S ^r de Valmont....	160 »	16 »	176 »
Beaulieu..	Le S ^r Deshayes de Courcelles	22. 10	2. 5	24. 15
Bléneau...	Le S ^r Haudry, contrô- leur des guerres....	88. 10	8. 17	97. 7
	Le même pour 1778...	88. 10	8. 17	97. 7
Bonny.....	Jean Lechippé.....	4 »	8	4. 8
	Le S ^r de Terrier de la Jolive.....	6 »	12	6. 12
Boutry.....	M. de Mazens.....	44 »	4. 8	48. 8
	Le même pour 1779...	15 »	1. 10	16. 10
Châtillon..	Charles Chamailard..	6 »	12	6. 12
Ciez.....	Le S ^r Edme Simon...	10 »	1 »	11 »
Coullons...	Jacques Renatte....	3. 10	7	3. 17
	Le même pour 1778...	3. 10	7	3. 17
	Jean Chollet.....	12 »	1. 4	13. 4
	Le S ^r Boutroux-De- monteresson	147. 10	14. 15	162. 5
Lyon.....	Mme de Bonnestat...	100 »	10 »	110 »
St-Firmin..	Le S ^r Chartier de Ber- geville.....	15 »	1. 10	16. 10
Thou, etc..	Le S ^r Terrier de la Chaise.....	24. 5	2. 9	26. 14
	Le S ^r Augustin de la Jolive.....	12 »	1. 4	13. 4
	Total des décharges et modérations pour l'Election de Gien....	915 ¹ 10 ^s	91 ¹ 11 ^s	1.007 ¹ 1 ^s
INDUSTRIE				
Cosne.....	M. de la Chaussade..	26 ¹	2 ¹ 12 ^s	28 ¹ 12 ^s
Châtillon..	Plusieurs particuliers.	130 »	13 »	143 »
	Total	156 ¹ »	15 ¹ 12 ^s	171 ¹ 12 ^s
Soit : Biens-fonds.....		1.007 ¹ 1 ^s		
Industrie.....		171. 12		
Total des modérations.		1.178 ¹ 12 ^s (1)		

Les vingtièmes devaient être acquittés en quatre termes égaux, « par préférence à tous créanciers, douaires et autres dettes privilégiées ou hypothécaires de quelque nature qu'elles soient, même aux autres deniers » ; les redevables, les fermiers, locataires ou autres débiteurs, y devaient être contraints « par les voies ordinaires et accoutumées » (déclaration du 14 octobre 1710, art. 9).

L'évaluation des revenus servant de base à l'assiette des vingtièmes avait été faite une fois pour toutes au moment de la création de l'impôt ; mais ces revenus pouvaient varier, et l'impôt devenir ou trop lourd ou trop léger. C'est pourquoi l'autorité royale ordonna la vérification de la valeur des biens-fonds des paroisses ; chaque paroisse devait être « vérifiée » par le contrôleur des vingtièmes, au moins tous les vingt ans. Dans l'élection de Gien, en l'espace de dix ans, de 1772 à 1782, 62 paroisses sur 73 avaient été vérifiées.

Le résultat de ces vérifications était en général d'augmenter le rendement des vingtièmes, les biens acquérant de plus en plus de valeur.

III. — CONTENTIEUX DES VINGTIÈMES

Quelques mots seulement pour dire qu'en matière de vingtièmes, les Cours des Aides et les tribunaux d'élections ne parvinrent jamais à s'immiscer dans l'administration ou le contentieux. Chaque fois qu'un procès en matière de vingtième était porté devant le tribunal, celui-ci devait se déclarer incompétent (1).

Cependant, les actions en radiation (en cas de taxe en plusieurs endroits), en surtaux, etc. n'en n'existaient pas moins ; mais elles étaient portées devant l'intendant qui statuait après avis du directeur du dixième ; quant aux demandes en décharges ou modérations elles devaient être adressées au contrôleur général des Finances.

1. Arch. du Loiret, C. 940, C. 941.

Le vingtième est l'impôt qui a laissé le plus de traces dans le système financier moderne ; la Révolution lui fit de nombreux emprunts, en ce qui concerne les états de section, les déclarations par les propriétaires, les appréciations par les officiers municipaux du produit net des différentes propriétés foncières, et le droit reconnu à tout propriétaire imposé au delà du taux commun de se faire dégrever à proportion (1). La future contribution foncière était contenue en germe dans l'impôt des vingtièmes.

1. MARION, *op. cit.*, p. 112.

TITRE III

LES IMPOTS INDIRECTS

Les impôts indirects contribuaient pour une large part aux ressources du pouvoir royal ; exception faite du *monopole du tabac* établi par une déclaration de 1674 et des *droits de timbre*, levés dès la deuxième moitié du xvii^e siècle, les impositions indirectes proprement dites remontaient au haut moyen âge et se répartissait sous trois chefs principaux : les *aides*, la *gabelle* et les *traites* (ou droits de douane).

Je n'étudierai dans ce chapitre que les *aides* et les différents droits y joints, car seuls ces impôts étaient du contentieux du tribunal d'élection. Le contentieux de la gabelle appartenait, en effet, à une organisation spéciale chargée de l'administration et de la juridiction, les *greniers à sel* (1) ; quant au contentieux des traites, il était jugé en première instance par les *Maîtres des Ports* ou les *Bureaux des Traités*, avec appel en la Cour des Aides.

§ 1. — Les aides dans l'élection de Gien (2)

Les aides étaient des impôts indirects levés sur la vente de certains objets de consommation ; elles furent établies d'une façon définitive par l'ordonnance du 28 février 1435 (3), mais le nombre et la nature des objets qui y furent soumis, varièrent beaucoup avec les provinces.

Les vins et les spiritueux demeurèrent toujours le prin-

1. Avec appel en la Cour des Aides.

2. Les documents en cette matière étant assez rares en ce qui concerne l'élection de Gien, je ne puis donner à ce chapitre le développement que j'aurais voulu.

3. ISAMBERT, *Anciennes lois*, t. VIII, p. 834.

principal objet des droits d'aides, mais il y eut beaucoup d'autres matières qui y furent soumises, et qui formèrent autant d'impôts particuliers : droits sur les suifs et chandelles, droits sur les cendres, droits d'inspecteurs aux boucheries, établis en 1704, droits de marque sur les fers, droits de marque sur les matières d'or et d'argent, droits sur les cuirs, sur les papiers et cartons, sur les cartes à jouer... (1)

Tous ces droits étaient affermés à des particuliers qui les faisaient lever par des agents à leur nomination et à leur solde ; les archives du château de Mimérand contiennent plusieurs traités passés relativement à ces différents droits d'aides, particulièrement en ce qui concerne les droits d'inspecteurs aux boucheries ; les sommes, auxquelles ils se montent sont d'ailleurs relativement faibles.

Seuls les droits sur les boissons fournissaient des ressources importantes.

A ces droits s'ajoutaient d'innombrables sols et deniers pour livre, qui atteignaient en 1780, près de la moitié du principal.

Le produit des aides et droits y joints s'élevait, en l'année 1704, pour la généralité d'Orléans, à la somme de 710.000 livres, se répartissant ainsi entre les diverses élections :

Election d'Orléans.....	225.000 livres
— de Chartres.....	150.000 —
— de Gien.....	52.000 —
— de Montargis.....	48.000 —
— de Chateaudun.....	60.000 —
— de Blois.....	38.000 —
— de Dourdan.....	20.000 —
— de Vendôme.....	30.000 —
— de Beaugency.....	30.000 —
— de Romorantin.....	25.000 —
— de Clamecy.....	32.000 —
Total.....	710.000 livres (2)

1. MOREAU DE BEAUMONT, *op. cit.*, t. III, p. 278; BRUNET DE GRANDMAISON, *Dictionnaire des Aides* (1730).

2. Arch. nat. H¹¹, 509.

Sur la somme de 52.000 livres que produisait l'élection de Gien les droits sur les boissons représentaient environ 37.000 livres.

Ces droits sur les boissons comprenaient :

1. Le *droit de gros* (environ 6 o/o) s'appliquant à toutes les ventes et reventes en gros des vins, bières, cidres, poirés, liqueurs. On distinguait le *gros à l'entrée*, le *gros à la vente*, le *gros manquant et d'inventaire*, le *gros sur les boissons en refuge*, le *gros à l'arrivée*, à *la sortie et au passage*, etc... (1).

Les gentilshommes, les ecclésiastiques et certains officiers royaux, étaient exempts du droit de gros pour la vente des vins de leurs crus (ordonnance de 1435).

2. *Droit de huitième*. — Il était levé sur la vente au détail des boissons, à raison de 6 livres 15 sols par muid de vin « vendu à pots » dans les auberges ou estaminets, et de 8 livres 2 sols par muid « vendu à pots et assiettes » dans les restaurants.

Les nobles étaient soumis à ce droit de huitième « s'ils faisaient vendre quelque part que ce soit, soit à taverne ou détail, lesdits vins ou brevaiges pour ce que ce n'estoit pas office de noble que d'estre tavernier ».

À certaines époques des sols pour livre furent ajoutés à ces droits pour rémunérer les offices de courtiers, joueurs et inspecteurs aux boissons (2).

Le produit des droits sur les boissons ne fit qu'augmenter au cours du XVIII^e siècle, quoique le tarif de ces droits soit resté à peu près stationnaire. Cela provient surtout de l'amélioration des voies de communications, et des progrès de l'aisance.

§ 2. — Contentieux des Aides

Bien que les droits d'aides aient été pour la plupart affermés à des particuliers, l'autorité royale n'en avait pas

1. LE FÈVRE DE LA BELLANDE, *Traité des Aides*, liv. II, sect. II, chap. II.

2. Arch. de Mimérand.

moins conservé un droit de contrôle et de juridiction confié aux tribunaux d'élections et en appel aux Cours des Aides.

Les causes concernant les droits d'aides et les contraventions en matière civile ne pouvaient être appointées, c'est-à-dire qu'il était défendu aux juges de recevoir des épices. Les élus devaient juger sommairement à l'audience, ou sur délibéré et sans épices ni vacations, conformément à la déclaration du 17 février 1688, articles 12, 13 et 14.

Un arrêt du 27 février 1731, interdisait aux fermiers des aides, de porter devant le tribunal d'élection, les causes dans lesquelles il s'agissait de prononcer des amendes et confiscations, avant de les avoir communiquées au procureur du Roi, près l'élection ; et en cette matière, les élus ne pouvaient rendre aucune sentence sans avoir ouï le procureur du Roi en ses conclusions.

Le recouvrement des droits d'aides par les fermiers n'allait pas sans susciter d'innombrables contestations et procès ; les registres des sentences de l'élection de Gien nous apportent d'intéressants renseignements à ce sujet. Cependant il est facile de constater que le nombre des procès en matière d'aides va sensiblement en diminuant, à la fin du XVIII^e siècle ; néanmoins il se maintint toujours au-dessus de ce qu'il aurait dû être, par suite de la multitude de procès intentés à tort et à travers par les fermiers des aides. Ceux-ci perdaient même plus souvent qu'ils ne gagnaient ; en la seule année 1769, sur 112 procès intentés par les fermiers devant l'élection de Gien, 27 seulement tournèrent à leur profit ; c'est d'ailleurs à ce propos, que M. de Creil, intendant d'Orléans, écrivait à l'un d'eux à la fin du XVIII^e siècle : « un fermier doit avoir très peu de procès et n'en pas perdre un, n'estant pas séant que ceux qui soutiennent les droits du Roy entreprennent de méchantes affaires (1). »

Vici à titre d'exemples, quelques procès portés devant l'élection :

1. Arch. nat. G¹ 418, cité par DE BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 123.

2 mai 1754 : Procès-verbal d'aide contre Jacques Baudin et sa femme, manœuvre aux Gauvins, paroisse de Beaulieu-sur-Loire, surpris par les commis, en train de vendre du vin à domicile, à des habitants du hameau, sans avoir acquitté les droits. Saisie est faite du poinçon, de trois pintes et des verres, assiettes et couteaux (1).

18 septembre 1754 : Procès-verbal contre Jean Laisné, cabaretier à Bonny, pour dissimulation de vins et liqueurs aux agents de la ferme.

8 août 1779 : Procès-verbal, pour fausse marque sur les cuirs, à Dominique Le Vacher, cordonnier à Gien (2).

5 octobre 1730 : Procès intenté par les commis de la ferme contre le Sr de la Motte, qui se prétend exempt du droit de gros sur les vins, en sa qualité de gentilhomme. Le tribunal ordonne que le Sr de la Motte ait à faire preuve de sa noblesse.

8 mars 1749 : Sentence des élus de Gien déboutant le fermier des aides et droits y-joints de ses conclusions contre le Sr Jean des Roches, [paroisse de Oüanne; celui-ci étant gentilhomme doit être dispensé du droit de gros.

15 avril 1759 : Sentence de l'élection contre le Sr Pierre de la Perrière, qui a été surpris à faire vendre son vin au détail dans un estaminet de sa paroisse, et le condamne à acquitter le double du droit du huitième, dont il aurait été dispensé en qualité de gentilhomme, s'il avait consommé son vin (3)...

Je pourrais multiplier les exemples. Certains de ces procès allaient souvent en Cour des Aides, à Paris, et il n'était pas rare de voir infirmer la sentence du tribunal d'élection de Gien (4).

1. Arch. du Loiret, C. 972.

2. Arch. du Loiret, C. 961.

3. Arch. du Loiret, C. 945, C. 951, C. 952, C. 953, C. 959, C. 960, C. 964, C. 967, C. 968, C. 969, C. 670, C. 971, etc.

4. Arch. nat. E. 835 (197); E. 907 (164), etc... Un arrêt du 19 novembre 1594, avait ordonné que le sieur Henry de Saint-Père, contrôleur des finances en la généralité de Bourges, ayant droit de

Quelquefois, l'action intentée soulevait des questions de droit difficiles à résoudre, et il fallait alors aller jusqu'au Conseil du Roi ; qu'on en juge par l'arrêt suivant :

Sur la requête présenté au Roy en son Conseil, par Jean Martin, fermier des aides de l'Election de Gien, contenant que la plupart de ses cautions s'étant rendues adjudicataires des droits des inspecteurs-visiteurs aux entrées des Eaux de vie, vins et autres boissons de la généralité d'Orléans, ils font exercer ces droits et ceux des aides par les mêmes commis pour ne pas fatiguer les redevables, et que le 5 novembre 1708, les commis procédant aux inventaires, chez Georges Caillot, vigneron, sa femme ne déclara qu'un poinçon de vin de la récolte de cette année, mais que les commis ayant trouvé dans une grange sous de la paille, du chaume et des fagots, deux quarts (1) de vin nouveau qui estoient cachez, ils en dressèrent leur procès-verbal, dans lequel la femme Caillot convint de la fraude. Ce procès-verbal fut affirmé le 9 du même mois par-devant les élus de Gien, et par-devant le subdélégué du sieur intendant d'Orléans, en élection de Gien, mais pour en prévenir les suites, le sieur Caillot déclara par acte du 1^{er} dudit mois, qu'il désavoit sa femme sur la déclaration qu'elle avoit faite auxdits commis lors de l'inventaire, et que si elle n'avoit pas déclaré les deux quarts de vin prétendus en fraude, ce n'estoit pas de sa participation, que c'estoit une inadvertance de sa femme, qu'il réclamait le vin et offroit d'en payer les droits... ce qui a donné lieu à deux procès, l'un à la requête du suppliant par-devant les élus de Gien, l'autre pardevant le subdélégué, pour voir ordonner la confiscation de ces deux quarts de vin, avec amende et dépens, surquoy il a été rendu deux jugemens entièrement opposés : par celui du subdélégué du 20 dudit mois de novembre, sans avoir égard au désaveu de Caillot, dans lequel il a été déclaré non-recevable, les deux quarts de vin ont été déclarés confisqués sans amende pour cette fois, sous le bon plaisir de Sa Majesté ; et par celui rendu le lendemain en l'élection, ayant égard au désaveu de Caillot,

M. François Pajonnet, acquéreur du huitième du vin qui se vendait à La Charité, jouisse paisiblement dudit huitième et que défense soit faite aux Elus de Gien, de le troubler dans la jouissance dudit droit (Bibl. nat., ms. fr. 18. 159, f^o 440).

1. Deux cents dix litres.

il luy a été fait mainlevée des deux quarts de vin qui luy seront rendus et restitués, à quoy faire, le dépositaire sera contraint. Et comme il y a appel respectivement interjeté de ces deux jugements, l'un par Caillot qui ressortit au Conseil, et l'autre par le suppliant qui ressortiroit de la Cour des Aydes, dont la décision dépend uniquement de savoir si Caillot est recevable à désavouer sa femme de la déclaration qu'elle a faite dans le procès-verbal des commis, ce qui est une question très importante qu'il n'appartient qu'au Conseil de décider...

A CES CAUSES, requiert le suppliant qu'il plût à Sa Majesté sans s'arrêter à la sentence des Elus de Gien du 21 novembre 1708, ordonner que le jugement du subdélégué du Sieur de Bouville, intendant en la généralité d'Orléans du 20 du même mois, sera exécuté selon sa forme et teneur...

Vu les pièces... Ouy le rapport du Sieur Desmaretz, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des Finances, LE ROY EN SON CONSEIL aiant égard à la requête du suppliant, sans s'arrêter à la sentence des Elus de Gien, du 21 novembre 1708, que Sa Majesté a cassée et annulée, a ordonné et ordonne que le jugement du subdélégué du Sieur de Bouville, Intendant et Commissaire départy en la généralité d'Orléans, du 20 du même mois, sera exécuté selon sa forme et teneur, et en conséquence que *les déclarations faites par les femmes et domestiques lors des inventaires et exercices des Commis, vaudront comme si elles avaient été faites par les maris (ou maîtres).*

A Versailles, le 12 mars 1709.

Signé (1) :

PHELYPEAUX DE PONTCHARTRAIN

DE BEAUVILLIERS

DESMARETZ

On peut se rendre compte par cet arrêt de la complexité du contentieux des aides ; le domaine de celles-ci n'était d'ailleurs limité que d'une façon tout à fait conventionnelle, et il n'était pas rare de voir les droits des fermiers se chevaucher les uns les autres ; il arrivait même

1. Arch. nat., E. 802^A (74). — Cf. *etiam*, plusieurs autres arrêts : E. 744 (238), E. 769 (210), E. 835 (197), E. 844 (134), E. 849 (29), E. 865 (74), E. 907 (164), E. 917 (170), etc...

parfois, que certains contribuables payaient deux fois, alors que d'autres étaient oubliés...

Dans ces conditions des abus pouvaient facilement s'introduire, surtout dans les poursuites et la fixation des frais de procédure. Une enquête fut faite à cet égard dans la généralité d'Orléans, en l'année 1687, par MM. d'Aguesseau et d'Ormesson, et ces deux commissaires remédièrent à pas mal d'abus (1).

Ce qui rendit la perception des droits d'aides difficile et coûteuse, sous l'Ancien Régime, ce furent les raisons techniques de la production ; celle-ci était en effet très dispersée, et il aurait fallu un contrôle très étendu, et beaucoup plus complexe que celui que nécessitaient la circulation et la consommation.

Aujourd'hui les droits d'aides existent toujours, bien plus nombreux et bien plus lourds que sous l'Ancien Régime, mais leur recouvrement passe à peu près inaperçu (à part la hausse du prix des denrées) car la production et la fabrication étant très concentrées, la surveillance est d'autant plus facile et la perception des droits d'autant plus aisée.

1. Arch. nat. G⁷³. Lettres du contrôleur général à d'Aguesseau et d'Ormesson, 17 juin 1687, 27 juillet cité par DE BEAUCORPS, *op. cit.*, p. 122 et Arch. du Loiret, C. 94.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cet ouvrage, je voudrais en dégager quelques réflexions.

C'est que, de prime abord, il faut bien se garder de porter un jugement d'ensemble sur la fiscalité de l'Ancien Régime. Celle-ci, très nuancée suivant les époques et les lieux, eut à tenir compte de la grande pensée d'unification qui fut celle de la royauté ; les privilèges de certaines provinces subsistèrent pour que celles-ci ne fassent pas d'objections à leur incorporation au domaine royal ; de même, certains particuliers furent exemptés à la création d'un impôt, pour qu'il fût plus facile de les taxer lorsque la contribution serait en pleine force. Des traditions, des souvenirs historiques vinrent encore compliquer la tâche de l'autorité royale, mais on ne peut nier que celle-ci, marcha d'une façon inflexible et inlassable, vers un but qu'elle aurait fini par atteindre si la Révolution n'était pas survenue. Les réformes se faisaient jadis petit à petit, mais elles se faisaient sûrement.

Certains auteurs répétant en écho de vagues déclamations, ont dit que le système financier de l'Ancien Régime, basé sur « l'inégalité » et « l'arbitraire » avait toujours eu contre lui la masse de la population. Mais comment se fait-il qu'un système si décrié ait pu régir pendant cinq siècles un pays de vingt millions d'âmes et dans lequel on ne mettait pas des gants pour se révolter ? ce qui est mauvais et unanimement décrié ne dure pas ; ce ne sont pas quelques milliers de gentilshommes, ou quelques dizaines de mille de mercenaires étrangers qui eussent pu tenir en respect tout un peuple en révolte. Or, le peuple de France

ne se souleva jamais contre les impositions ; d'un loyalisme absolu, il préféra se priver parfois, mais il paya de bonne grâce.

Une autre objection soulevée contre la fiscalité de la Monarchie est l'inégalité qui présidait à sa répartition. J'ai exposé au début de ce volume, les raisons qui avaient fait exempter la noblesse du paiement de la taille ; celle-ci, véritable rachat du service militaire ne pesa sur les roturiers que parce qu'ils ne servaient pas, car si certains roturiers étaient soldats, c'était de leur propre gré ; une preuve de ce que j'avance est l'exemption complète des tailles, conférée à tout *officier non-noble*, ayant servi dans les troupes du roi, et décoré de la croix de Saint-Louis, ou se retirant du service, après blessures (édit de novembre 1750). L'Ancien Régime ignorait en effet la conscription et le service militaire obligatoire, qui sont des présents de la Révolution. Combien, aujourd'hui, même — et surtout — parmi certaines classes sociales seraient heureux de payer pour ne pas être soldats ?

D'autres individus que les nobles furent exemptés des tailles, officiers de justice, de police, de finances, commis des fermes, etc... Mais n'oublions pas, comme je l'ai déjà dit, que c'était là un mode de rémunération. A tous ces fonctionnaires très faiblement rétribués, l'autorité royale disait : « Je ne vous donnerai pas de gros appointements, mais vous ne paierez pas de tailles... » Peut-être beaucoup d'entre eux auraient-ils préférés être cotisés et toucher un peu plus du gouvernement, car leurs appointements étaient bien maigres !

La taille était donc justifiée dans son principe, et une autre preuve en est que lors de l'établissement des impôts nouveaux, capitation, cinquantième, vingtièmes, la même justification n'existant plus, tous les habitants furent imposés. Il y eut certes des différences dans les cotes (principalement pour la capitation), mais le principe de l'égalité devant les charges publiques n'en était pas moins posé fermement, comme il l'avait toujours été, d'ailleurs.

Il faut tenir compte également en ce qui regarde la

répartition et le recouvrement des difficultés inhérentes à la vie sociale d'alors (longueur des moyens de communications, production très divisée, etc...). Tout cela influait sur les moyens employés, et des années de famine venaient encore compliquer la situation. Des plaintes s'élevaient alors, comme il s'en élève aujourd'hui, mais ce n'étaient que des plaintes, et il ne faut pas prendre ces plaintes d'une année pour les doléances des siècles !

D'ailleurs la royauté faisait les plus louables efforts pour améliorer l'organisation technique de son système financier ; la répartition commençait dès 1715 à être fixée d'après la déclaration du contribuable contrôlé par le fisc ; le contentieux était simplifié, les frais restreints ; les privilégiés pour lesquels on avait encore eu quelques ménagements lors de la répartition de la capitation, se voyaient sérieusement et sévèrement taxés avec les vingtièmes ; bref, la fiscalité de la Monarchie était en pleine voie de transformation et d'amélioration quand la Révolution l'a surprise.

D'ailleurs, quelles sont les demandes enregistrées par les cahiers du tiers état aux Etats généraux ? On ne réclame pas l'abolition de la taille, ni des autres impositions ; on veut seulement une amélioration dans la répartition, et cette amélioration est en train de se faire ainsi que nombre de cahiers le reconnaissent. La Révolution a sur certains points accéléré ce mouvement de transformation, mais elle ne l'a pas créé ; il était en marche et il aurait abouti même sans elle... D'ailleurs, les transformations effectuées le furent par des hommes de l'Ancien Régime, avant même que la Révolution ait éclaté ; on ne peut en effet raisonnablement faire commencer la Révolution qu'avec l'arrestation de Louis XVI, et à cette époque l'œuvre essentielle était accomplie. Les Etats généraux de 1789 eurent comme ceux de 1355, de 1439 et de 1484, des hommes ardents ; mais à cinq cents ans de distance, les réclamations des derniers ne diffèrent guère de celles des premiers ; ils veulent et rétablissent le consentement populaire, mais dans la voie de la légalité... Les anarchistes qui suivirent étaient bien en peine de ces principes fondamentaux, et

les finances de la Convention ne devaient pas être des prodiges d'élégance ; les assignats et la banqueroute du Directoire n'ont rien à dire contre les finances de l'Ancien Régime !

On a écrit également que la question financière avait été la cause de l'effondrement de la monarchie ; « mais une institution comme la monarchie française ne périt pas comme une maison de banque ! » L'Ancien Régime avait traversé des crises plus pénibles ; il est tombé parce qu'il n'avait pas à sa tête un homme volontaire et sûr de lui, au lieu du trop bon, mais trop docile Louis XVI...

Et maintenant, un autre chef de réflexions suscitées par le sujet même de cet essai. Nous avons assisté à la répartition et au recouvrement des diverses impositions de l'Ancien Régime, dans la petite circonscription qu'était l'élection de Gien, et nous avons pu juger que la majeure partie du contentieux de ces impôts avait été confiée au tribunal d'élection. Eh bien qu'avons-nous remarqué au sujet de ce tribunal ? C'est que son activité diminue de plus en plus et qu'à la veille de 1789, il apparaît comme un organisme usé qui s'efface petit à petit devant l'intendant. Le contentieux des vingtièmes ne fut jamais confié à ce tribunal, et s'il obtint le contentieux de la capitation en 1761, cela ne l'empêcha pas de décliner de plus en plus rapidement. Les améliorations indéniables apportées dans l'assiette et le recouvrement n'étaient pas en effet sans influer sur le nombre des procès ; ceux-ci en effet deviennent de plus en plus rares, et pourtant on a diminué les frais de procédure ; d'un autre côté l'intendant accapare le contentieux des taxes d'office ; les demandes en décharges et modérations sont également portées devant lui, et les élus de Gien ne trouvent plus guère matière à exercer leur activité. Ils s'en plaignent d'ailleurs amèrement, disant que leurs charges ne leur rapportent plus rien ; c'est là une preuve indéniable de la décadence des tribunaux d'élections, affirmée par plusieurs auteurs, et en particulier, M. Olivier-Martin, professeur à la Faculté de droit de Paris.

En comparant les chiffres donnés au cours de ce volume,

on arrive également à cette conclusion que (quelques années mises de côté au moment du troisième vingtième) les impositions ont à la fin de l'Ancien Régime une grande tendance à se stabiliser, et la fortune publique augmentant, en même temps d'ailleurs que la dépréciation de la monnaie, à peser moins lourdement sur les populations. Pour les trois paroisses d'Autry-la-Ville, Autry-le-Châtel et Cernoy, nous voyons les impositions ordinaires (tailles, capitation, etc.) passer de 7.493 livres en 1771 à 7.824 livres en 1788, et les vingtièmes de 3.620 livres en 1772 à 4.476 livres en 1788, soit une différence de 331 livres en dix-huit ans pour les impositions ordinaires, et de 856 livres en dix-sept ans pour les vingtièmes ; soit une moyenne annuelle respective de 18 livres et de 50 livres, ce qui représente un ou deux deniers par contribuable (1 o/o environ en douze ans). C'est là une augmentation des plus modiques, inférieure de beaucoup à l'aménissement de la valeur d'achat de la livre.

D'ailleurs, il est permis de dire avec M. Marcel Marion, *les Impôts directs sous l'Ancien Régime*, « que le chiffre total des impôts directs n'était pas énorme, était plutôt insuffisant qu'excessif », que les plaintes provenaient surtout de la répartition de l'impôt que de l'impôt lui-même.

A l'encontre de l'Ancien Régime, notre système fiscal actuel a posé le principe du secret rigoureux des opérations ; il a renoncé à la publication des rôles, et tout se passe entre le contribuable isolé et le fisc, et non entre l'Etat et un groupe de contribuables, ainsi que c'était le droit avant 1792. Comme le dit fort bien M. Olivier-Martin, « ce n'est peut-être pas un progrès, » car le secret des opérations est favorable aux tendances de dissimulation ; l'éternelle lutte entre le fisc et le contribuable devient alors un duel obscur avec des coups fourrés, où chacun des combattants se sert de toutes ses armes, même les moins loyales. Il n'en était pas de même sous l'Ancien Régime, où chaque contribuable surveillait son voisin, car si l'un d'eux était coté à un taux inférieur, c'était aux autres de supporter la différence.

L'Ancien Régime a déclaré que l'impôt direct devait être

exactement proportionnel aux facultés du contribuable ; il a eu recours à divers moyens (dont plusieurs ont subsisté : signes extérieurs, déclarations, etc.) pour le déterminer et il a fondé la doctrine de la *personnalité de l'impôt*, par opposition à celle de *la réalité de l'impôt*, conçue par la suite par certains théoriciens qui ont proclamé que le fisc avait en face de lui, non des hommes, mais des biens. C'est là une grave erreur, et il faut revenir aux pratiques de l'Ancien Régime qui était dans la bonne voie ; le *revenu réel* du contribuable doit être connu, déduction faite de ses charges (familles nombreuses, défrichements de terres incultes, etc...) et la cote doit être proportionnelle et seulement proportionnelle à ce revenu... Mais les recherches doivent avoir lieu, au grand jour, comme cela était l'usage avant la Révolution ; chaque contribuable doit y collaborer dans la mesure de ses moyens, et les vérifications ne doivent en aucune façon tourner à l'inquisition fiscale qui représente la base de notre impôt sur le revenu lancé en 1907 par Caillaux.

De nos jours, des tendances malsaines dont l'origine est connue de tous, battent en brèche les deux principes fondamentaux qui doivent se trouver à la base de tout droit public bien constitué : le consentement populaire et l'égalité devant l'impôt. Ces deux principes qui avaient formé le droit primitif de la France féodale s'étaient effacés petit à petit devant les empiétements du pouvoir royal ; mais ce qui marquait bien que le droit royal d'imposer était établi plus *de facto* que *de jure*, c'est qu'au xiv^e siècle, l'idée dominait chez les écrivains, même les plus absolutistes, comme Bodin, que l'établissement d'un nouvel impôt ne pouvait se faire qu'avec le consentement des contribuables. La pratique était morte, mais le principe subsistait, prêt à renaître. Il est d'ailleurs avéré, que Louis XIV, roi très absolu, mais fort honnête, eut de longues hésitations avant d'établir la capitation et le dixième, car il craignait de prendre injustement le bien de ses sujets ; quant au principe de l'égalité devant l'impôt, nous avons vu les efforts faits par la Monarchie pour le rétablir dans son intégrité-

lité; elle y était en fait presque parvenue pour les vingtièmes et la capitation. L'œuvre fut achevée par l'Assemblée constituante. Dans la célèbre nuit du 4 août 1789, tous les privilèges, toutes les exemptions, tant personnelles que communales ou provinciales tombèrent, abandonnées par les intéressés eux-mêmes; le droit public français faisait un bond de six cents ans en arrière, et l'œuvre essentielle était terminée, sans qu'il ait coulé une goutte de sang. La « Révolution » dans le sens étymologique du mot, aurait dû s'arrêter là, se bornant à conserver ces deux principes essentiels d'origine féodale, du consentement des contribuables à l'impôt et de l'égalité dans la répartition.

Donc, à notre époque, des doctrines socialistes, considérant la fortune des contribuables comme une propriété indirecte de l'Etat (c'est la vieille doctrine de Hobbes, dans sa théorie des monarchies absolues), parlent d'impôt sur le capital, d'expropriation partielle. Mais, n'oublions pas que l'impôt ne peut être levé par l'Etat que proportionnellement aux services qu'il rend aux contribuables, — autrement le Trésor deviendrait un gouffre anonyme — et gardons-nous donc de tomber dans les errements funestes des théories communistes, errements qui furent quelquefois aussi ceux de certaines monarchies trop absolues... Une liberté perdue est difficile à reconquérir. Une semblable imposition, en dépit de tout ce qu'elle aurait d'arbitraire, ne pourrait se concevoir qu'avec le consentement des seuls intéressés, dans l'intérêt supérieur de la patrie, de même que la *dîme saladine*, levée par Philippe Auguste, pour subvenir aux frais de la troisième Croisade avait été accordée et payée par les trois ordres, pour Dieu, pour la France et pour le Roi !

J'espère que dans sa très modeste sphère, cet essai pourra fournir quelques renseignements utiles ; j'espère qu'il éclairera de quelques lueurs cette partie financière de notre Histoire de France ; qu'il apprendra à connaître un peu plus le passé que certains ont par trop entrepris de dénigrer systématiquement. Il y eut autrefois de bonnes et de mauvaises choses comme il en existe encore beaucoup de

nos jours. Les contemporains de l'Ancien Régime étaient comme nous des hommes, et par là soumis à beaucoup de passions et à bien des misères, selon l'expression du Deutéronome ; il ne faut donc pas les juger trop sévèrement, en réclamant pour nous la même indulgence auprès de nos arrière-petits-neveux... Et qu'à la fin de ce livre il me soit permis de citer cette belle phrase de Fustel de Coulanges, que nous devrions longuement méditer ; « L'Histoire imparfaitement observée nous divise ; c'est par l'Histoire mieux connue que l'œuvre de conciliation doit commencer... »

Vu : le Doyen
BERTHÉLEMY

Vu : Le Président de la thèse,
OLIVIER-MARTIN

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVERTISSEMENT.....	5

TITRE PREMIER

UNE ÉLECTION AU XVIII^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Election de Gien</i>	13
§ 1. — Distinction entre les Pays d'Etats et les Pays d'Elections.....	13
§ 2. — Etendue de l'Election de Gien. Sa formation. Nombre de paroisses et nombre de feux. Sa richesse.	14
§ 3. — Etat général des impositions.....	20
CHAPITRE II. — <i>Ce qu'était un Tribunal d'Election</i>	25
§ 1. — Composition du tribunal d'Election de Gien. Noms de quelques officiers.....	26
§ 2. — Le receveur des tailles.....	31
§ 3. — La compétence du tribunal d'Election.....	34

TITRE II

LES IMPOTS DIRECTS

CHAPITRE PREMIER. — <i>La taille et ses accessoires</i>	37
§ 1. — Historique sommaire de la taille. Ses impositions accessoires.....	37
§ 2. — La taille dans l'Election de Gien.....	40
I. — Département des tailles entre les paroisses de l'Election.....	42
II. — Recouvrement des tailles. Collecteurs ; leur responsabilité. Exemption de collecte. Contraintes. Non-valeurs.....	47
III. — Décharges et modérations. Remise du Roi.....	50
IV. — Contentieux de la taille.....	54
V. — Essais de réforme de la taille.....	62
VI. — Impositions des privilégiés.....	64

CHAPITRE II. — <i>La capitation</i>	68
§ 1. — Historique sommaire de la capitation.....	68
§ 2. — Capitation de l'Election de Gien.....	70
I. — Répartition de la capitation dans l'Election de Gien.....	72
A. La Capitation des taillables.....	72
B. La capitation des non-taillables.....	73
1 ^o Noblesse.....	75
2 ^o Officiers de justice et finances.....	75
3 ^o Privilégiés.....	76
4 ^o Employés.....	76
II. — Recouvrement de la Capitation. Taxations Décharges et modérations. Fonds libres.....	79
III. — Contentieux de la capitation.....	82
CHAPITRE III. — <i>Les vingtièmes</i>	84
§ 1. — Historique des vingtièmes.....	84
(Note sur le cinquantième).....	84
§ 2. — Les vingtièmes dans l'Election de Gien.....	87
I. — Assiette et répartition.....	91
1 ^o Vingtièmes des biens-fonds.....	92
2 ^o Vingtièmes d'industrie.....	94
3 ^o Vingtième mobilier.....	96
4 ^o Vingtième des offices et droits.....	96
5 ^o Vingtièmes des octrois et revenus patrimoniaux....	97
II. — Recouvrement des vingtièmes. Préposés. Taxations. Décharges et modérations. Vérification des paroisses.....	98
III. — Contentieux des vingtièmes.....	101

TITRE III

LES IMPOTS INDIRECTS

§ 1. — Les aides dans l'Election de Gien.....	103
§ 2. — Contentieux des aides.....	105
CONCLUSION.....	111

